

Art. 6 - Vorliegendes Gesetz tritt spätestens am ersten Tag des zwölften Monats nach dem Monat seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Gesetz aus und ordnen an, dass es mit dem Staatssiegel versehen und durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Brüssel, den 18. Juni 2018

PHILIPPE

Von Königs wegen:

Der Minister der Justiz
K. GEENS

Die Ministerin der Volksgesundheit
M. DE BLOCK

Mit dem Staatssiegel versehen:

Der Minister der Justiz
K. GEENS

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C – 2019/10203]

11 JANVIER 2019. — Loi relative à la transposition de la directive (UE) 2016/2341 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (IRP) et modifiant la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

TITRE 2. — Modifications de la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle

Art. 2. La présente loi transpose la directive (UE) 2016/2341 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (IRP).

Les références faites dans la réglementation en vigueur à la directive 2003/41/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 juin 2003 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle s'entendent comme faites à la directive (UE) 2016/2341 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (IRP).

Art. 3. Dans le texte néerlandais de la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle, modifiée en dernier lieu par la loi du 6 décembre 2018 instaurant une pension libre complémentaire pour les travailleurs salariés et portant des dispositions diverses en matière de pensions complémentaires, les mots suivants sont chaque fois remplacés par ce qui suit:

1° le mot "toelating" est remplacé par le mot "vergunning";

2° le mot "toegelaten" est remplacé par le mot "vergunde", sauf à l'article 6, 1^o, à l'article 52, à l'article 55, alinéa 2, à l'article 59, deuxième phrase, à l'article 60, alinéa 1^{er} in fine, à l'article 83, alinéa 1^{er}, à l'article 91, § 1^{er}, 3^o, à l'article 135, alinéa 2, à l'article 139, alinéa 1^{er}, troisième tiret, à l'article 151, alinéa 1^{er}, à l'article 152, à l'article 157 et à l'article 171, § 1^{er};

3° le mot "toegelaten" est remplacé par le mot "vergund" à l'article 6, 1^o, à l'article 52, à l'article 55, alinéa 2, à l'article 59, deuxième phrase, à l'article 60, alinéa 1^{er} in fine, à l'article 135, alinéa 2, à l'article 139, alinéa 1^{er}, troisième tiret, à l'article 151, alinéa 1^{er}, à l'article 152, à l'article 157 et à l'article 171, § 1^{er};

4° le mot "toelatingsaanvraag" est remplacé par le mot "vergunningsaanvraag";

5° le mot "toelatingsdossier" est remplacé par le mot "vergunningsdossier".

FEDERALE OVERHEIDS DIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2019/10203]

11 JANUARI 2019. — Wet tot omzetting van de richtlijn (EU) 2016/2341 van het Europees Parlement en de Raad van 14 december 2016 betreffende de werkzaamheden van en het toezicht op instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening (IBPV) en tot wijziging van de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekraftigen hetgeen volgt:

TITEL 1. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

TITEL 2. — Wijzigingen van de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening

Art. 2. Deze wet zet de richtlijn (EU) 2016/2341 van het Europees Parlement en de Raad van 14 december 2016 betreffende de werkzaamheden van en het toezicht op instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening (IBPV) om.

De verwijzingen in de toepasselijke reglementering naar de richtlijn 2003/41/EG van het Europees Parlement en de Raad van 3 juni 2003 betreffende de werkzaamheden van en het toezicht op instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening gelden als verwijzingen naar de richtlijn (EU) 2016/2341 van het Europees Parlement en de Raad van 14 december 2016 betreffende de werkzaamheden van en het toezicht op instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening (IBPV).

Art. 3. In de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 6 december 2018 tot instelling van een vrij aanvullend pensioen voor de werknemers en houdende diverse bepalingen inzake aanvullende pensioenen, worden de volgende woorden telkens vervangen als volgt:

1° het woord "toelating" wordt vervangen door het woord "vergunning";

2° het woord "toegelaten" wordt vervangen door het woord "vergunde" behalve in artikel 6, 1^o, artikel 52, artikel 55, tweede lid, artikel 59, tweede zin, artikel 60, einde van het eerste lid, artikel 83, eerste lid, artikel 91, § 1, 3^o, artikel 135, tweede lid, artikel 139, eerste lid, derde streepje, artikel 151, eerste lid, artikel 152, artikel 157 en artikel 171, § 1;

3° het woord "toegelaten" wordt vervangen door het woord "vergund" in artikel 6, 1^o, artikel 52, artikel 55, tweede lid, artikel 59, tweede zin, artikel 60, einde van het eerste lid, artikel 135, tweede lid, artikel 139, eerste lid, derde streepje, artikel 151, eerste lid, artikel 152, artikel 157 en artikel 171, § 1;

4° het woord "toelatingsaanvraag" wordt vervangen door het woord "vergunningsaanvraag";

5° het woord "toelatingsdossier" wordt vervangen door het woord "vergunningsdossier";

6° les mots "begunstigde" et "begunstigden" sont remplacés par les mots "pensioengerechtigde" et "pensioengerechtigden".

Art. 4. A l'article 1^{er} de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 29 avril 2013, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

"Elle transpose la directive (UE) 2016/2341 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (IRP)".

Art. 5. Il est inséré dans la même loi un article 1^{er}/1 rédigé comme suit:

"Art. 1^{er}/1. La présente loi règle le statut des IRP de droit belge ainsi que les conditions d'exercice et le contrôle prudentiel des IRP, afin de protéger les droits des affiliés et bénéficiaires des régimes de retraite et d'assurer la stabilité et la solidité des IRP".

Art. 6. A l'article 2 de la même loi, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 29 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots "ou IRP" sont insérés entre les mots "ou institution" et les mots ": un établissement";

2° l'alinéa 1^{er}, 2°, est complété par la phrase suivante: "Ces prestations peuvent prendre la forme d'une rente viagère, d'une rente temporaire, d'un capital ou d'une combinaison de ces différentes possibilités.";

3° à l'alinéa 1^{er}, 4°, les mots "propose un régime de retraite ou" sont insérés entre les mots "qualités et qui" et le mot "verse";

4° à l'alinéa 1^{er}, 5°, les mots "autre que les bénéficiaires ou les affiliés potentiels" sont insérés entre les mots "toute personne" et les mots "à laquelle", et les mots "passée ou présente" sont insérés entre les mots "activité professionnelle" et les mots "donne ou donnera";

5° à l'alinéa 1^{er}, il est inséré un 5/1° rédigé comme suit:

"5/1° affilié potentiel: toute personne remplissant les conditions pour s'affilier à un régime de retraite";

6° à l'alinéa 1^{er}, le 8° est remplacé par ce qui suit:

"8° État membre d'origine: l'État membre dans lequel l'IRP a été agréée ou enregistrée et où se trouve son administration centrale";

7° à l'alinéa 1^{er}, le 9° est complété par les mots "et/ou les bénéficiaires";

8° à l'alinéa 1^{er}, les 10° et 11° sont remplacés par ce qui suit:

"10° activité transfrontalière: l'activité qui consiste, pour une IRP agréée dans un État membre, à gérer des régimes de retraite professionnelle qui, en ce qui concerne les dispositions applicables à la relation entre l'entreprise d'affiliation et les affiliés et/ou bénéficiaires, sont régis par les dispositions de droit social et de droit du travail pertinentes en matière de régimes de retraite professionnelle d'un autre État membre;

11° activité dans un État non membre de l'Espace économique européen: l'activité qui consiste, pour une IRP agréée en Belgique, à gérer des régimes de retraite professionnelle qui, en ce qui concerne les dispositions applicables à la relation entre l'entreprise d'affiliation et les affiliés et/ou bénéficiaires, ne sont pas régis par les dispositions de droit social et de droit du travail pertinentes en matière de régimes de retraite professionnelle d'un État membre";

9° à l'alinéa 1^{er}, les 11/1°, 11/2° et 11/3° sont insérés rédigés comme suit:

"11/1° transfert transfrontalier: le transfert, en tout ou en partie, des engagements, des provisions techniques et d'autres obligations et droits d'un régime de retraite ainsi que des actifs correspondants ou leurs équivalents en trésorerie, entre des IRP qui sont enregistrées ou agréées dans des États membres différents;

11/2° institution de retraite professionnelle qui transfère ou IRP qui transfère: l'IRP qui transfère, en tout ou en partie, des engagements, des provisions techniques et d'autres obligations et droits d'un régime de retraite ainsi que les actifs correspondants ou leurs équivalents en trésorerie, à une IRP enregistrée ou agréée dans un autre État membre;

6° de woorden "begunstigde" en "begunstigden" worden vervangen door de woorden "pensioengerechtigde" en "pensioengerechtigden".

Art. 4. In artikel 1 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 april 2013, wordt het tweede lid vervangen als volgt:

Zij zet de richtlijn (EU) 2016/2341 van het Europees Parlement en de Raad van 14 december 2016 betreffende de werkzaamheden van en het toezicht op instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening (IBPV's) om.

Art. 5. In dezelfde wet wordt een artikel 1/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 1/1. Deze wet regelt het statuut van de IBP's naar Belgisch recht, alsook de uitoefeningsvooraarden voor en het prudentieel toezicht op de IBP's met het oog op het beschermen van de rechten van de aangeslotenen aan en de pensioengerechtigden van pensioenregelingen en op het verzekeren van de stabiliteit en de soliditeit van de IBP's".

Art. 6. In artikel 2 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 april 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 1°, worden de woorden "of IBP" ingevoegd tussen de woorden "of instelling" en de woorden ": een instelling";

2° het eerste lid, 2°, wordt aangevuld met de volgende zin: "Deze uitkeringen kunnen de vorm aannemen van een lijfrente, een tijdelijke rente, een kapitaal of een combinatie ervan.";

3° in het eerste lid, 4°, worden de woorden "een pensioenregeling aanbiedt of" ingevoegd tussen de woorden "en die" en "aan een";

4° in het eerste lid, 5°, worden de woorden "andere dan een pensioengerechtigde of een toekomstige aangeslotene" ingevoegd tussen de woorden "persoon" en "die op grond" en de woorden "vroegere of huidige" tussen de woorden "van zijn" en "beroepswerkzaamheden";

5° in het eerste lid wordt de bepaling onder 5/1° ingevoegd, luidende:

"5/1° toekomstige aangeslotene: een persoon die in aanmerking komt om aan een pensioenregeling deel te nemen";

6° in het eerste lid wordt de bepaling onder 8° vervangen als volgt:

"8° lidstaat van herkomst: lidstaat waar de IBP een vergunning heeft verkregen dan wel is geregistreerd en waar zij haar hoofdbestuur heeft";

7° in het eerste lid wordt de bepaling onder 9° aangevuld met de woorden "en/of de pensioengerechtigden";

8° in het eerste lid worden de bepalingen onder 10° en 11° vervangen als volgt:

"10° grensoverschrijdende activiteit: activiteit die er voor een IBP, die daartoe in een lidstaat een vergunning heeft verkregen, in bestaat bedrijfspensioenregelingen te beheren die voor wat betreft de relatie tussen de bijdragende onderneming en de aangeslotenen en/of pensioengerechtigden, onderworpen zijn aan de voor de pensioenregeling geldende bepalingen van de sociale en arbeidswetgeving van een andere lidstaat";

11° activiteit in een Staat die geen lid is van de Europese Economische Ruimte: activiteit die er voor een IBP, die in België een vergunning heeft verkregen, in bestaat pensioenregelingen te beheren, die voor wat betreft de relatie tussen de bijdragende onderneming en de aangeslotenen en/of pensioengerechtigden, niet onderworpen zijn aan de voor de pensioenregeling geldende bepalingen van de sociale en arbeidswetgeving van een lidstaat";

9° in het eerste lid worden de bepalingen onder 11/1°, 11/2° en 11/3° ingevoegd, luidende:

"11/1° grensoverschrijdende overdracht: de gehele of gedeeltelijke overdracht van de passiva of technische voorzieningen van een pensioenregeling, andere verplichtingen en rechten, en de overeenkomstige activa van een pensioenregeling, of de geldwaarde daarvan tussen IBPs die in verschillende lidstaten geregistreerd zijn of een vergunning hebben verkregen;

11/2° overdragende instelling voor bedrijfspensioenvoorziening of overdragende IBP: de IBP die de passiva, technische voorzieningen, andere verplichtingen en rechten, en de overeenkomstige activa van een pensioenregeling of de geldwaarde daarvan, geheel of gedeeltelijk overdraagt aan een IBP die in een andere lidstaat geregistreerd is of een vergunning heeft verkregen;

11/3° institution de retraite professionnelle destinataire ou IRP destinataire: l'IRP qui reçoit, en tout ou en partie, des engagements, des provisions techniques, d'autres obligations et droits d'un régime de retraite ainsi que des actifs correspondants ou leurs équivalents en trésorerie, d'une IRP enregistrée ou agréée dans un autre État membre;";

10° dans le texte néerlandais de l'alinéa 1^{er}, 15°, les mots "van dat of die pensioenstelsel(s)" sont remplacés par les mots "van die pensioenregeling(en)";

11° à l'alinéa 1^{er} les 20° à 24° sont insérés rédigés comme suit:

"20° valeurs représentatives: les actifs qui sont détenus en couverture des provisions techniques;

21° support durable: un instrument permettant à un affilié ou à un bénéficiaire de stocker des informations qui lui sont adressées personnellement d'une manière permettant de s'y reporter à l'avenir et pendant un laps de temps adapté aux fins auxquelles les informations sont destinées et qui permet la reproduction à l'identique des informations stockées;

22° fonction clé: dans un système de gouvernance, une capacité d'accomplir des tâches concrètes, y compris la fonction de gestion des risques, la fonction d'audit interne, la fonction actuarielle et la fonction de compliance;

23° administration centrale: le lieu où sont prises les décisions stratégiques principales d'une IRP ou d'une entreprise d'affiliation;

24° groupe d'entreprises: un ensemble d'entreprises et/ou d'organismes qui sont lié(e)s entre elles/eux ou associé(e)s au sens de l'article 11 ou de l'article 12 du Code des sociétés du 7 mai 1999.";

12° à l'alinéa 2, les mots "article 3, § 1^{er}, 5°" sont remplacés par les mots "article 3, § 1^{er}, 5°, a)".

Art. 7. Dans le titre I^{er} de la même loi, il est inséré un chapitre I^{er}/1 après l'article 2, intitulé "Chapitre I^{er}/1. Externalisation des avantages extra-légaux".

Art. 8. Dans le chapitre I^{er}/1 inséré par l'article 7, il est inséré un article 2/1 rédigé comme suit:

"Art. 2/1. § 1^{er}. La gestion des prestations de retraite suivantes doit être confiée à une IRP, telle que visée au Titre II ou III de la présente loi, ou à une entreprise d'assurance telle que visée aux Livres II et III de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance:

1° les avantages extra-légaux qui sont octroyés par une entreprise, un organisme, un organisme public ou une administration publique à ses travailleurs ou à ses dirigeants d'entreprise:

a) en matière de retraite et de décès, pour les travailleurs tels que visés par la loi du 28 avril 2003 précitée;

b) en matière de retraite et de décès, pour les dirigeants d'entreprise indépendants tels que visés par la loi du 15 mai 2014 portant des dispositions diverses;

c) en matière d'incapacité de travail, à l'exception de l'incapacité de travail primaire, lorsque cet avantage est constitué à titre individuel ou collectif au profit des travailleurs et des dirigeants d'entreprise indépendants visés aux points a) et b);

2° les avantages extra-légaux constitués:

a) en matière de retraite et de décès pour des travailleurs indépendants, des conjoints aidants ou des aidants tels que visés au Titre II, Chapitre 1^{er}, Section 4, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002;

b) en matière de retraite et de décès pour des travailleurs indépendants tels que visés au Titre II de la loi du 18 février 2018 portant des dispositions diverses en matière de pensions complémentaires et instaurant une pension complémentaire pour les travailleurs indépendants personnes physiques, pour les conjoints aidants et pour les aidants indépendants;

c) en matière de retraite et de décès pour des travailleurs non indépendants tels que visés à l'article 54 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

d) en matière de retraite et de décès pour des salariés tels que visés au Titre II de la loi du 6 décembre 2018 instaurant une pension libre complémentaire pour les travailleurs salariés et portant des dispositions diverses en matière de pensions complémentaires;

11/3° ontvangende instelling voor bedrijfspensioenvoorziening of ontvangende IBP: de IBP waaraan de passiva, technische voorzieningen, andere verplichtingen en rechten, en de overeenkomstige activa van een pensioenregeling of de geldwaarde daarvan, geheel of gedeeltelijk worden overgedragen door een IBP die in een andere lidstaat geregistreerd is of een vergunning heeft verkregen;";

10° in het eerste lid, 15° worden de woorden "van dat of die pensioenstelsel(s)" vervangen door "van die pensioenregeling(en)";

11° in het eerste lid worden de bepalingen onder 20° tot 24° ingevoegd, luidende:

"20° dekkingswaarden: de activa die ter dekking van de technische voorzieningen worden aangehouden;

21° duurzame drager: een hulpmiddel dat een aangeslotene of pensioengerechtigde in staat stelt om persoonlijk aan hem gerichte informatie op zodanige wijze op te slaan dat deze gedurende een voor het doel van de informatie toereikende periode kan worden geraadpleegd en waarmee de opgeslagen informatie ongewijzigd kan worden gereproduceerd;

22° sleutelfunctie: binnen een governancesysteem, een bekwaamheid om praktische taken uit te voeren; een governancesysteem omvat de risicobeheerfunctie, de interne auditfunctie, de actuariële functie en de compliancefunctie;

23° hoofdstuur: de plaats waar de voornaamste strategische beslissingen van een IBP of van een bijdragende onderneming worden genomen;

24° groep van ondernemingen: een geheel van ondernemingen en/of instellingen die onderling verbonden of geassocieerd zijn in de zin van artikel 11 of artikel 12 van het Wetboek van vennootschappen van 7 mei 1999;";

12° in het tweede lid worden de woorden "artikel 3, § 1, 5°" vervangen door de woorden "artikel 3, § 1, 5°, a)".

Art. 7. Onder titel I van dezelfde wet wordt een hoofdstuk I/1 met het opschrift "Hoofdstuk I/1. Externalisatie van bovenwettelijke voorstellen" na artikel 2 ingevoegd.

Art. 8. In Hoofdstuk I/1, ingevoegd door artikel 7, wordt een artikel 2/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 2/1. § 1. Het beheer van de volgende pensioenuitkeringen moet worden toevertrouwd aan een IBP, als bedoeld in titel II of III van deze wet, of aan een verzekeringsonderneming als bedoeld in de Boeken II en III van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen:

1° de bovenwettelijke voordeelen die door een onderneming, een instelling, een overheidsbedrijf of een openbaar bestuur aan haar/zijn werknemers of bedrijfsleiders worden toegekend:

a) inzake pensioen en overlijden voor werknemers zoals bedoeld in de voornoemde wet van 28 april 2003;

b) inzake pensioen en overlijden voor zelfstandige bedrijfsleiders zoals bedoeld in de wet van 15 mei 2014 houdende diverse bepalingen;

c) inzake arbeidsongeschiktheid, met uitzondering van de primaire arbeidsongeschiktheid die ten individuele of ten collectieve titel worden opgebouwd ten voordele van de werknemers en de zelfstandige bedrijfsleiders zoals bedoeld in a) en b);

2° de bovenwettelijke voordeelen:

a) inzake pensioen en overlijden voor zelfstandigen, meewerkende echtgenoten of helpers zoals bedoeld in Titel II, Hoofdstuk 1, Afdeling 4 van de programmawet (I) van 24 december 2002;

b) inzake pensioen en overlijden voor zelfstandigen zoals bedoeld in Titel II van de wet van 18 februari 2018 houdende diverse bepalingen inzake aanvullende pensioenen en tot instelling van een aanvullend pensioen voor de zelfstandigen actief als natuurlijke personen, voor de meewerkende echtgenoten en voor de zelfstandige helpers;

c) inzake pensioen en overlijden, voor niet-zelfstandigen zoals bedoeld in artikel 54 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

d) inzake pensioenen en overlijden voor werknemers zoals bedoeld in Titel II van de wet van 6 december 2018 tot instelling van een vrij aanvullend pensioen voor de werknemers en houdende diverse bepalingen inzake aanvullende pensioenen;

e) en matière d'incapacité de travail, à l'exception de l'incapacité de travail primaire, au profit des travailleurs indépendants et des travailleurs non indépendants visés aux points a) et c).

§ 2. Les dispositions du paragraphe 1^{er} ne sont pas applicables:

1° sans préjudice de l'article 47 de la loi du 28 avril 2003 précitée et de l'article 55 de la loi du 24 décembre 2002 précitée, aux régimes et engagements de solidarité visés aux articles 10 et 11 de la loi du 28 avril 2003 précitée et à l'article 46 de la loi du 24 décembre 2002 précitée;

2° aux engagements individuels de pension octroyés à des personnes visées à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 4, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants:

— à concurrence du capital assuré d'une assurance dirigeant d'entreprise contractée avant le 1^{er} juillet 2012 en vue du financement de cet engagement;

— pour le surplus, à concurrence du montant de la provision interne visée à l'article 66 de la loi-programme du 22 juin 2012, sauf si cette provision interne a été transférée à une IRP ou à une entreprise d'assurance visée au paragraphe 1^{er};

3° aux engagements individuels de pension octroyés à des dirigeants d'entreprise indépendants autres que ceux visés au 2° et aux engagements individuels de pension visés à l'article 3, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 28 avril 2003 précitée, qui existaient avant le 16 novembre 2003;

— à concurrence du capital assuré d'une assurance dirigeant d'entreprise contractée avant le 1^{er} juillet 2012 en vue du financement de cet engagement;

— pour le surplus, à concurrence du montant de la provision interne visée à l'article 66 de la loi-programme du 22 juin 2012, sauf si cette provision interne a été transférée à une IRP ou à une entreprise d'assurance visée au paragraphe 1^{er};

4° aux avantages visés au paragraphe 1^{er}, 1^o, a) et b), qui ont été octroyés avant le 1^{er} mai 2018 par une administration publique et qui, à cette date, n'étaient pas encore gérés par une IRP ou une entreprise d'assurance visée au paragraphe 1^{er}. Les régimes de retraite qui accordent les avantages précités et ne sont pas répertoriés en tant que tels, pour le 31 décembre 2018 au plus tard, auprès de la banque de données relative aux pensions complémentaires créée par l'article 306 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, sont présumés, de manière irréfragable, avoir été instaurés à partir du 1^{er} mai 2018.”.

Art. 9. A l'article 3 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 13 mars 2016, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

“§ 1^{er}. Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux IRP de droit belge et aux IRP qui ressortissent au droit d'un autre État membre que la Belgique et exercent une activité transfrontalière en Belgique.”;

2° dans la première phrase du paragraphe 2, les mots “des Titres II à V” sont remplacés par les mots “de la présente loi, à l'exception du chapitre I^{er}/1 du présent titre”;

3° au paragraphe 2, 1^o, les mots “au § 1^{er}, 3^o, tant que le Roi n'a pas pris l'arrêté visé à l'article 227” sont remplacés par les mots “aux Livres II et III de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance”;

4° au paragraphe 2, 2^o, les mots “, parmi les prestations visées à l'article 74,” sont abrogés;

5° le paragraphe 3, inséré par l'article 117 de la loi du 22 juin 2012, est abrogé.

Art. 10. A l'article 4 de la même loi, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2:

“Dans ce cadre, la FSMA prend en considération les principes suivants:

1° le contrôle repose sur une approche prospective et fondée sur les risques;

2° le contrôle repose sur une combinaison appropriée d'examen à distance et d'inspections sur place;

3° le contrôle est exercé en temps utile et d'une manière proportionnée à la taille, à la nature, à l'ampleur et à la complexité des activités de l'IRP;

4° le contrôle tient compte de l'incidence potentielle des actions de la FSMA sur la stabilité des systèmes financiers dans l'Union européenne, en particulier dans les situations d'urgence.”.

e) inzake arbeidsongeschiktheid, met uitzondering van de primaire arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen en niet-zelfstandigen zoals bedoeld in a) en c).

§ 2. De bepalingen van paragraaf 1 zijn niet van toepassing op:

1° onvermindert artikel 47 van de voormelde wet van 28 april 2003 en artikel 55 van de voormelde wet van 24 december 2002, de solidariteitsstelsels en -toezeggingen bedoeld in de artikelen 10 en 11 van de voormelde wet van 28 april 2003 en in artikel 46 van voormelde wet van 24 december 2002;

2° de individuele pensioentoezeggingen aan personen bedoeld in artikel 3, § 1, vierde lid, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen:

— ten belope van het verzekerd kapitaal van een vóór 1 juli 2012 ter financiering van die toezegging gesloten bedrijfsleidersverzekering;

— voor het overige ten belope van het bedrag van de interne voorziening bedoeld in artikel 66 van de programmawet van 22 juni 2012 tenzij die interne voorziening werd overgedragen aan een in paragraaf 1 bedoelde IBP of verzekeraarsonderneming;

3° de individuele pensioentoezeggingen aan andere dan in 2° bedoelde zelfstandige bedrijfsleiders en de individuele pensioentoezeggingen zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 4^o, van de voormelde wet van 28 april 2003 en die bestonden vóór 16 november 2003;

— ten belope van het verzekerd kapitaal van een vóór 1 juli 2012 ter financiering van die toezegging gesloten bedrijfsleidersverzekering;

— voor het overige ten belope van het bedrag van de interne voorziening bedoeld in artikel 66 van de programmawet van 22 juni 2012, tenzij die interne voorziening werd overgedragen aan een in paragraaf 1 bedoelde IBP of verzekeraarsonderneming;

4° de voordelen bedoeld in paragraaf 1, 1^o, a) en b), die vóór 1 mei 2018 werden toegekend door een openbaar bestuur en op die datum nog niet werden beheerd door een in paragraaf 1 bedoelde verzekeraarsonderneming of IBP. De pensioenregelingen die de voormelde voordelen toekennen en niet ten laatste op 31 december 2018 als zodanig zijn geregistreerd in de gegevensbank betreffende de aanvullende pensioenen, opgericht bij artikel 306 van de programmawet (I) van 27 december 2006, worden onweerlegbaar vermoed te zijn ingevoerd vanaf 1 mei 2018.”.

Art. 9. In artikel 3 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 13 maart 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

“§ 1. De bepalingen van deze wet zijn van toepassing op de IBP's naar Belgisch recht en op de IBP's die ressorteren onder het recht van een andere lidstaat dan België en in België een grensoverschrijdende activiteit uitoefenen.”;

2° in de eerste zin van paragraaf 2 worden de woorden “van de Titels II tot V” vervangen door de woorden “van deze wet met uitzondering van Hoofdstuk I/1 van deze titel”;

3° in § 2, 1^o, worden de woorden “het § 1, 3^o, voorzover de Koning geen besluit genomen heeft zoals bedoeld in artikel 227” vervangen door de woorden “de Boeken II en III van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekeraars- of herverzekeraarsondernemingen”;

4° in § 2, 2^o, worden de woorden “, onder de uitkeringen bedoeld in artikel 74” opgeheven;

5° paragraaf 3, ingevoegd bij artikel 117 van de wet van 22 juni 2012, wordt opgeheven.

Art. 10. In artikel 4 van dezelfde wet wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende:

“In dat kader houdt de FSMA rekening met de volgende beginselen:

1° het toezicht berust op een vooruitziende en risicogebaseerde benadering;

2° het toezicht berust op een passende combinatie van werkzaamheden op afstand en inspecties ter plaatse;

3° het toezicht wordt tijdig uitgeoefend op een wijze die in verhouding staat tot de omvang, de aard, de schaal en de complexiteit van de werkzaamheden van de IBP;

4° het toezicht houdt rekening met de potentiële gevolgen van het optreden van de FSMA voor de stabiliteit van de financiële stelsels in de Europese Unie, met name in noodsituaties.”.

Art. 11. A l'article 5, alinéa 2, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° le 2° est abrogé;

2° au 3°, les mots "Commission de la Pension complémentaire libre des Indépendants" sont remplacés par les mots "Commission des Pensions Complémentaires pour Indépendants";

3° le 4° est abrogé.

Art. 12. A l'article 10 de la même loi, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1^{er} et 2:

"Concernant les régimes de retraite belges, l'organisme de financement de pension limite ses activités à la gestion des prestations de retraite visées à l'article 2/1, § 1^{er}, aux régimes et engagements de solidarité visés aux articles 10 et 11 de la loi du 28 avril 2003 précitée ou à l'article 46 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 précitée et aux prestations de retraite visées à l'article 135, alinéa 1^{er}.

L'organisme de financement de pension ne peut gérer des régimes de retraite qui prévoient uniquement ou à titre principal des avantages décès, invalidité ou incapacité de travail, ou uniquement ou à titre principal des régimes et engagements de solidarité tels que visés aux articles 10 et 11 de la loi du 28 avril 2003 précitée ou à l'article 46 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002."

Art. 13. A l'article 12, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots ", son numéro d'entreprise" sont insérés entre les mots "sigle "OFP"" et le mot "ainsi".

Art. 14. A l'article 14 de la même loi, modifié par la loi du 6 mai 2009, le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 3°, est remplacé par ce qui suit:

"3° d'autres entreprises ou organismes faisant partie du même groupe d'entreprises".

Art. 15. A l'article 15 de la même loi, modifié par la loi du 6 mai 2009, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "ou parmi ces mêmes personnes au sein de l'entreprise, l'organisme ou l'entité qui détient un pouvoir de contrôle sur cette personne morale," sont insérés entre les mots "comité de direction ou travailleurs" et les mots "au moins un";

2° à l'alinéa 2, le mot "représentant" est chaque fois remplacé par les mots "représentant permanent".

Art. 16. A l'article 16, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots ", le numéro d'entreprise" sont insérés entre les mots "la forme juridique" et les mots "et l'adresse".

Art. 17. Il est inséré dans la même loi un article 20/1 rédigé comme suit:

"Art. 20/1. Sans préjudice des dispositions du présent chapitre, un organisme de financement de pensions qui gère des régimes de retraite pour des entreprises ou organismes ne faisant pas partie du même groupe d'entreprises, est tenu de respecter les règles suivantes:

1° par dérogation à l'article 14, § 3, alinéa 4, les entreprises d'affiliation disposent toujours du droit de vote pour:

a) les matières énumérées à l'article 20, dans la mesure où ces matières concernent le ou les régimes de retraite dont elles ont confié la gestion à l'organisme de financement de pensions;

b) la nomination d'un ou de plusieurs administrateurs indépendants;

c) les mesures prises en application de l'article 34, alinéa 4;

2° la détermination des modalités, délais et conditions pour la convocation, le déroulement et la prise de décision de l'assemblée générale, tels que visés à l'article 18, est opérée en veillant à une représentation équitable de toutes les entreprises d'affiliation et en tenant compte de la taille, de la nature, de l'ampleur et de la complexité des activités de l'organisme de financement de pensions;

3° les entreprises d'affiliation peuvent toujours proposer à l'assemblée générale la désignation d'un administrateur indépendant, que les statuts prévoient ou non la désignation d'un tel administrateur;

4° les entreprises d'affiliation peuvent toujours porter un point à l'ordre du jour d'une réunion de l'assemblée générale ou du conseil d'administration".

Art. 11. In artikel 5, tweede lid, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 2° wordt opgeheven;

2° in punt 3° worden de woorden "Commissie voor het Vrij Aanvullend Pensioen voor Zelfstandigen" vervangen door de woorden "Commissie voor de Aanvullende Pensioenen voor Zelfstandigen";

3° punt 4° wordt opgeheven.

Art. 12. In artikel 10 van dezelfde wet worden tussen het eerste en het tweede lid twee leden ingevoegd, luidende:

"Het organisme voor de financiering van pensioenen beperkt zijn activiteiten met betrekking tot Belgische pensioenregelingen tot het beheer van de pensioenuitkeringen bedoeld in artikel 2/1, § 1, de solidariteitsstelsels en -toezeggingen bedoeld in de artikelen 10 en 11 van de voornoemde wet van 28 april 2003 of in artikel 46 van de voornoemde programmawet (I) van 24 december 2002 en tot de pensioenuitkeringen bedoeld in artikel 135, eerste lid.

Het organisme voor de financiering van pensioenen mag geen pensioenregelingen beheren die enkel of in hoofdzaak voorzien in voordelen bij overlijden, invaliditeit of arbeidsongeschiktheid, noch enkel of in hoofdzaak solidariteitsstelsels en -toezeggingen zoals bedoeld in de artikelen 10 en 11 van de voornoemde wet van 28 april 2003 of in artikel 46 van de programmawet (I) van 24 december 2002, beheren."

Art. 13. In artikel 12, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden "zijn ondernemingsnummer" ingevoegd tussen de woorden "afkorting "OFP"" en "en het adres".

Art. 14. In artikel 14 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 mei 2009, wordt § 2, eerste lid, 3°, vervangen als volgt:

"3° andere ondernemingen of instellingen uit dezelfde groep van ondernemingen".

Art. 15. In artikel 15 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 mei 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "of onder diezelfde personen van de onderneming, de instelling of de entiteit die een controlebevoegdheid over deze rechtspersoon uitoefent," ingevoegd tussen de woorden "directiecomité of werknemers" en "minstens één";

2° in het tweede lid wordt het woord "vertegenwoordiger" telkens vervangen door de woorden "vaste vertegenwoordiger".

Art. 16. In artikel 16, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden ", het ondernemingsnummer" ingevoegd tussen de woorden "de rechtsvorm" en "en het adres".

Art. 17. In dezelfde wet wordt een artikel 20/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 20/1. Onverminderd de bepalingen van dit hoofdstuk moet een organisme voor de financiering van pensioenen, die pensioenregelingen beheert voor ondernemingen of instellingen die niet behoren tot dezelfde groep van ondernemingen, de volgende regels in acht nemen:

1° in afwijking van artikel 14, § 3, vierde lid, beschikken de bijdragende ondernemingen steeds over stemrecht met betrekking tot:

a) de materies opgesomd in artikel 20 in de mate dat die materies de pensioenregeling(en) betreffen waarvan ze het beheer aan het organisme voor de financiering van pensioenen hebben toevertrouwd;

b) de benoeming van (een) onafhankelijke bestuurder(s);

c) de maatregelen die worden genomen met toepassing van artikel 34, vierde lid;

2° bij het bepalen van de modaliteiten, termijnen en voorwaarden voor de oproeping, het verloop en de besluitneming van de algemene vergadering, bedoeld in artikel 18, wordt rekening gehouden met een billijke vertegenwoordiging van alle bijdragende ondernemingen en met de omvang, aard, schaal en complexiteit van de werkzaamheden van het organisme voor de financiering van pensioenen;

3° de bijdragende ondernemingen kunnen steeds een aanstelling van een onafhankelijke bestuurder aan de algemene vergadering voorleggen, ongeacht of de statuten in de aanstelling van een onafhankelijke bestuurder voorzien;

4° de bijdragende ondernemingen kunnen steeds een punt agenderen op een vergadering van de algemene vergadering of van de raad van bestuur".

Art. 18. L'article 22 de la même loi est abrogé.

Art. 19. L'article 23 de la même loi, modifié par la loi du 6 mai 2009, est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"Les dispositions de l'article 77 sont applicables à ces représentants.".

Art. 20. Les articles 24 et 25 de la même loi, modifiés par la loi du 25 avril 2014, sont abrogés.

Art. 21. A l'article 26 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "et les personnes qui exercent une fonction clé" sont insérés entre les mots "organes opérationnels" et les mots "ne contractent" et les mots "ou dans l'exécution de leur fonction clé" sont insérés après les mots "dans leur gestion";

2° à l'alinéa 2, les mots "des organes opérationnels" sont remplacés par les mots "du conseil d'administration" et les mots "ou du non-respect des statuts" sont insérés après le mot "gère";

3° à l'alinéa 3, les mots "ils ne sont déchargés des responsabilités visées aux alinéas 1^{er} et 2" sont remplacés par les mots "Les personnes visées aux alinéas 1^{er} et 2 ne sont déchargées des responsabilités visées aux mêmes alinéas";

4° à l'alinéa 3, les mots "ils n'ont pas pris part" sont remplacés par les mots "elles n'ont pas pris part".

Art. 22. L'article 27 de la même loi est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"Le conseil d'administration assume la responsabilité finale du respect, par l'organisme de financement de pensions, des dispositions de la présente loi ou qui ont été prises en vertu de la présente loi".

Art. 23. A l'article 34 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 3, les mots "relativement au fonctionnement de l'organisme de financement de pensions" sont remplacés par les mots "pour lesquelles le comité est compétent" et les mots "en cas de conflit entre l'organisme de financement de pensions et le comité social" sont insérés après les mots "être suivi";

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4:

"Dans le cas où le conseil d'administration ne peut marquer son accord sur l'issue du règlement des litiges parce qu'il estime que cette issue comporte un risque substantiel que l'organisme de financement de pensions ne satisfasse plus aux exigences légales ou qu'elle est susceptible d'avoir des incidences significatives sur les intérêts de l'ensemble ou d'une partie des affiliés et des bénéficiaires, il soumet l'issue en question à l'assemblée générale de l'organisme de financement de pensions, qui prend les mesures nécessaires dans le cadre de ses compétences, et il en informe la FSMA.".

Art. 24. A l'article 37, alinéa 4, de la même loi, les mots "ou avec l'EIOPA" sont insérés entre les mots "autorités étrangères" et les mots ", rendre son avis".

Art. 25. L'article 42, § 1^{er}, 4^o, de la même loi, est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"La présente disposition n'est pas applicable à la liquidation de patrimoines distincts dans le cadre desquels des régimes de retraite tels que visés à l'article 135, alinéa 1^{er} sont gérés;".

Art. 26. A l'article 45, alinéa 2, de la même loi, les mots ", numéro d'entreprise" sont insérés entre les mots "forme juridique" et les mots "et siège social".

Art. 27. A l'article 47 de la même loi, les mots "des organes opérationnels" sont remplacés par les mots "du conseil d'administration" et les mots "leur numéro d'identification de T.V.A." par les mots "leur numéro d'entreprise".

Art. 28. A l'article 48, alinéa 1^{er}, de la même loi, le 1^o est complété par les mots "et le rapport annuel".

Art. 29. A l'article 51, alinéa 1^{er}, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots "Sans préjudice de l'article 28, alinéa 4" sont insérés au début de la première phrase;

Art. 18. Artikel 22 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 19. Artikel 23 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 mei 2009, wordt aangevuld met een lid, luidende:

"De bepalingen van artikel 77 zijn van toepassing op deze vertegenwoordigers.".

Art. 20. Artikel 24 en 25 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 25 april 2014, worden opgeheven.

Art. 21. In artikel 26 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "en de personen die een sleutelfunctie uitoefenen" ingevoegd tussen de woorden "operationele organen" en "gaan in die hoedanigheid" en worden de woorden "of in de uitvoering van hun sleutelfunctie" ingevoegd na de woorden "in hun bestuur";

2° in het tweede lid worden de woorden "van de operationele organen" vervangen door "van de raad van bestuur", en worden de woorden "en uit de misknelling van de statuten" ingevoegd na het woord "beheert";

3° in het derde lid worden de woorden "worden zij van de in het eerste en tweede lid bedoelde aansprakelijkheid slechts ontheven" vervangen door "worden de personen bedoeld in het eerste en tweede lid slechts ontheven van de in dezelfde leden bedoelde aansprakelijkheid";

4° in de Franse tekst van het derde lid worden de woorden "ils n'ont pas pris part" vervangen door de woorden "elles n'ont pas pris part".

Art. 22. Artikel 27 van dezelfde wet wordt aangevuld door een lid dat luidt als volgt:

"De raad van bestuur draagt de eindverantwoordelijkheid voor de naleving door het organisme voor de financiering van pensioenen van de bepalingen van deze wet of die krachtens deze wet zijn vastgesteld".

Art. 23. In artikel 34 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het derde lid worden de woorden "aangaande de werking van het organisme voor de financiering van pensioenen" vervangen door de woorden "waarvoor het comité bevoegd is" en worden de woorden "in geval van conflict tussen het organisme voor de financiering van pensioenen en het sociaal comité" ingevoegd na de woorden "moet worden gevuld";

2° tussen het derde en het vierde lid wordt een lid ingevoegd, luidende:

"Ingeval de raad van bestuur niet akkoord gaat met de uitkomst van de geschillenregeling omdat hij van oordeel is dat die uitkomst een substantieel risico inhoudt dat het organisme voor de financiering van pensioenen niet langer aan de wettelijke vereisten zou voldoen of ernstige gevolgen voor de belangen van het geheel of een deel van de aangeslotenen en de pensioengerechtigden zou kunnen hebben, legt hij de uitkomst voor aan de algemene vergadering van het organisme voor de financiering van pensioenen, die de nodige maatregelen neemt binnen haar bevoegdheden en stelt hij de FSMA hiervan in kennis.".

Art. 24. In artikel 37, vierde lid, van dezelfde wet worden de woorden "of met de EIOPA" ingevoegd tussen de woorden "buitenlandse autoriteiten" en "vereist is".

Art. 25. Artikel 42, § 1, 4^o, van dezelfde wet wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Deze bepaling is niet van toepassing op de vereffening van afzonderlijke vermogens waarin pensioenregelingen worden beheerd als bedoeld in artikel 135, eerste lid;".

Art. 26. In artikel 45, tweede lid, van dezelfde wet worden het woord ", ondernemingsnummer" ingevoegd tussen de woorden "rechts-vorm" en "en zetel".

Art. 27. In artikel 47 van dezelfde wet worden de woorden "van de operationele organen" vervangen door de woorden "van de raad van bestuur" en de woorden "hun btw-identificatienummer" door de woorden "hun ondernemingsnummer".

Art. 28. In artikel 48 van dezelfde wet wordt de bepaling onder 1^o aangevuld met de woorden "en het jaarverslag".

Art. 29. In artikel 51, eerste lid, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "Onverminderd artikel 28, vierde lid kunnen" worden ingevoegd aan het begin van de eerste zin;

2° dans le texte néerlandais, le mot "kunnen" est abrogé dans la première phrase.

Art. 30. A l'article 53 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots "conseillers visés à l'article 24" sont remplacés par les mots "responsables des fonctions clés visées à l'article 77/2";

2° à l'alinéa 1^{er}, 2°, b), les mots "le numéro d'identification dans les registres de commerce, des personnes morales ou de la T.V.A." sont remplacés par les mots "le numéro d'entreprise ou, pour les personnes morales d'un autre État, le numéro d'identification dans les registres de commerce, des personnes morales ou d'autres registres officiels";

3° à l'alinéa 1^{er}, le 3° est remplacé par ce qui suit:

"3° les données relatives à l'expertise adéquate et à l'honorabilité professionnelle visées à l'article 77, des personnes visées au 2°;";

4° à l'alinéa 1^{er}, le 5° est remplacé par ce qui suit:

"5° la description du système de gouvernance tel que visé à l'article 76/1;";

5° à l'alinéa 1^{er}, les 5/1° et 5/2° sont insérés rédigés comme suit:

"5/1° les politiques visées à l'article 76/1, § 1^{er}, alinéa 4, 5° et 6°;

5/2° le cas échéant, une énumération des activités ou fonctions clés que l'IRP va sous-traiter et l'identité des prestataires de service si celle-ci est déjà connue;";

6° à l'alinéa 1^{er}, le 6° est remplacé par ce qui suit:

"6° le nom des entreprises d'affiliation dont l'IRP gère les régimes de retraite, leur numéro d'entreprise ou, pour les personnes morales d'un autre État, le numéro d'identification dans les registres de commerce, des personnes morales ou d'autres registres officiels";

7° à l'alinéa 1^{er}, il est inséré un 7/1° rédigé comme suit:

"7/1° la convention de gestion visée à l'article 79 à moins que les règles de fonctionnement et de gestion ne soient décrites dans les statuts;";

8° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéa 1^{er} et 2:

"le dossier d'agrément est considéré comme complet lorsque qu'il comprend tous les documents et informations visés à l'alinéa 1^{er}.";

Art. 31. L'article 54 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

"Art. 54. L'IRP communique dans le mois à la FSMA toute modification des renseignements et documents visés à l'article 53, alinéa 1^{er}, 4°, 5°, 5/1°, 6°, 7°, 7/1°, 8° et 10°.

Lorsque l'IRP envisage d'apporter une modification significative à ses activités ou à son fonctionnement, elle en avise préalablement la FSMA, en joignant les renseignements et documents visés à l'article 53, alinéa 1^{er}, le cas échéant adaptés.".

Art. 32. A l'article 55 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots "article 74, § 1^{er}, 1°" sont remplacés par les mots "article 2/1, § 1^{er}, 1°";

2° à l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots "article 74, § 1^{er}, 2°" sont remplacés par les mots "article 2/1, § 1^{er}, 2°";

3° l'alinéa 1^{er} est complété par un 3° rédigé comme suit:

"3° les activités visées à l'article 135, alinéa 1^{er}.";

4° à l'alinéa 2, les mots "aux articles 53 et 54" sont remplacés par les mots "à l'article 53".

Art. 33. A l'article 59 de la même loi, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 29 avril 2013, le mot "deux" est abrogé.

Art. 34. § 1^{er}. Dans l'intitulé du Chapitre IV du Titre II de la même loi, les mots ", transfert transfrontalier" sont insérés entre les mots "activité transfrontalière" et les mots "et activité dans un État".

§ 2. Dans le titre II, chapitre IV de la même loi, l'intitulé de la section I est remplacé par ce qui suit:

"Section I^{re}. Dispositions générales".

2° in de eerste zin wordt het woord "kunnen" opgeheven.

Art. 30. In artikel 53 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 2°, worden de woorden "de adviseurs bedoeld in artikel 24" vervangen door de woorden "van de verantwoordelijken voor de sleutelfuncties, bedoeld in artikel 77/2";

2° in het eerste lid, 2°, b), worden de woorden "identificatienummer in handels-, rechtspersonen- of btw-registers" vervangen door de woorden "ondernemingsnummer of voor buitenlandse rechtspersonen het identificatienummer in handels-, rechtspersonen- of andere overhedsregisters";

3° in het eerste lid, worden de bepalingen onder 3° vervangen als volgt:

"3° de gegevens betreffende de passende deskundigheid en de professionele betrouwbaarheid zoals bedoeld in artikel 77, van de personen bedoeld in 2°;";

4° in het eerste lid wordt de bepaling onder 5° vervangen als volgt:

"5° de beschrijving van het governancesysteem, zoals bedoeld in artikel 76/1;";

5° in het eerste lid worden de bepalingen onder 5/1° en 5/2° ingevoegd, luidende:

"5/1° de beleidslijnen bedoeld in artikel 76/1, § 1, vierde lid, 5° en 6°;

5/2° in voorkomend geval een opsomming van de activiteiten of sleutelfuncties die de IBP zal uitbesteden en, indien reeds gekend, de identiteit van de dienstverleners;";

6° in het eerste lid worden de bepalingen onder 6° vervangen als volgt:

"6° de naam van de bijdragende ondernemingen waarvan de IBP de pensioenregelingen beheert, hun ondernemingsnummer of voor buitenlandse rechtspersonen het identificatienummer in handels-, rechtspersonen- of andere overhedsregisters;";

7° In het eerste lid worden de bepalingen onder 7/1° ingevoegd, luidende:

"7/1° de beheersovereenkomst bedoeld in artikel 79 tenzij de beheers- en werkingsregels in de statuten zijn omschreven;";

8° tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidende:

"Het vergunningsdossier wordt geacht volledig te zijn wanneer het alle in het eerste lid bedoelde documenten en inlichtingen bevat.".;

Art. 31. Artikel 54 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

"Art. 54. De IBP deelt binnen de maand aan de FSMA elke wijziging mee van de gegevens en documenten bedoeld in artikel 53, eerste lid, 4°, 5°, 5/1°, 6°, 7°, 7/1°, 8° en 10°.

Wanneer de IBP zich voorneemt om een significante wijziging aan haar activiteiten of haar werking aan te brengen, deelt ze dit voorafgaandelijk mee aan de FSMA, samen met de in voorkomend geval aangepaste inlichtingen en documenten bedoeld in artikel 53, eerste lid.".

Art. 32. In artikel 55 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 1°, worden de woorden "artikel 74, § 1, 1°" vervangen door de woorden "artikel 2/1, § 1, 1°";

2° in het eerste lid, 2°, worden de woorden "artikel 74, § 1, 2°" vervangen door de woorden "artikel 2/1, § 1, 2°";

3° in het eerste lid wordt de bepaling onder 3° ingevoegd, luidende:

"3° de activiteiten bedoeld in artikel 135, eerste lid";

4° in het tweede lid worden de woorden "de artikelen 53 en 54" vervangen door de woorden "artikel 53".

Art. 33. In artikel 59 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 april 2013, wordt het woord "beide" vervangen door "de".

Art. 34. § 1. In het opschrift van Hoofdstuk IV van titel II van dezelfde wet worden de woorden ", grensoverschrijdende overdracht" ingevoegd tussen de woorden "grensoverschrijdende activiteit" en "en activiteit in een Staat".

§ 2. In titel II, hoofdstuk IV van dezelfde wet wordt het opschrift van afdeling I vervangen als volgt:

"Afdeling I. Algemene bepalingen".

Art. 35. A l'article 62 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots „, ou opérer ou accepter un transfert transfrontalier“ sont insérés entre les mots „Espace économique européen“ et les mots „aux conditions“;

2° dans le texte néerlandais, les mots „of een grensoverschrijdende overdracht uitvoeren of ontvangen“ sont insérés entre les mots „uitoeften“ et les mots „onder de voorwaarden“.

Art. 36. A l'article 63 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

„Une IRP ne peut exercer une activité transfrontalière ou une activité dans un État non membre de l'Espace économique européen que si ses provisions techniques sont à tout moment intégralement couvertes par des valeurs représentatives pour la totalité des régimes de retraite gérés.“;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2:

„Si l'exercice de l'activité transfrontalière ou de l'activité dans un État non membre de l'Espace économique européen fait suite au transfert, en tout ou en partie, des engagements, des provisions techniques et d'autres obligations et droits d'un régime de retraite ainsi que des actifs correspondants ou de leurs équivalents en trésorerie, les provisions techniques relatives à chaque régime de retraite faisant partie de l'activité à exercer doivent, en outre, être intégralement couvertes par des valeurs représentatives à la date de commencement de cette activité.“;

3° à l'alinéa 2, qui devient l'alinéa 3, les mots „de l'alinéa 1^{er}“ sont remplacés par les mots „de cette disposition“ et les mots „articles 157 à 173“ sont remplacés par les mots „articles 163 à 173“.

Art. 37. Il est inséré dans la même loi un article 63/1 rédigé comme suit:

„Art. 63/1. Le dossier à communiquer à la FSMA lors de la notification d'une activité transfrontalière ou d'une activité dans un État qui n'est pas membre de l'Espace économique européen ou de la demande d'autorisation d'un transfert transfrontalier, tels que visés aux articles 64, 69/3 et 70, doit être rédigé dans la langue légalement imposée pour l'IRP.

La FSMA peut néanmoins imposer que ce dossier soit traduit dans la langue convenue entre la FSMA et les autorités compétentes de l'État membre d'accueil, de l'État dans lequel s'exercera l'activité ou, en cas de transfert transfrontalier, de l'État membre d'origine de l'IRP qui transfère.

Les dispositions des sections II, II/2 et III sont appliquées:

1° en cas d'activité transfrontalière résultant ou non d'un transfert transfrontalier, ou en cas d'activité dans un État qui n'est pas membre de l'Espace économique européen, lors de chaque modification significative des données contenues dans le dossier visé à l'alinéa 1^{er} ou;

2° si l'activité transfrontalière ou le transfert transfrontalier ou l'activité dans un État qui n'est pas membre de l'Espace économique européen, n'est pas mis(e) en oeuvre après un délai de douze mois après la date de commencement visée à l'article 68, alinéa 1^{er}, à l'article 69/8, alinéas 1^{er} et 2 et à l'article 72.“.

Art. 38. A l'article 64 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 2, 2°, les mots „et le lieu d'établissement de l'administration centrale“ sont insérés entre les mots „le nom“ et les mots „de l'entreprise d'affiliation“;

2° à l'alinéa 2, le 4^o est abrogé;

3° l'alinéa 3 est abrogé;

4° à l'alinéa 4, qui devient l'alinéa 3, les mots „la publication de“ sont abrogés et les mots „article 59“ sont remplacés par les mots „56, alinéa 2“.

Art. 39. L'article 65 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

„Art. 65. La FSMA informe immédiatement l'IRP de la réception du dossier visé à l'article 64. Si la notification à la FSMA ne comprend pas tous les éléments visés à l'article 64, la FSMA demande que les éléments manquants lui soient communiqués.

Art. 35. In artikel 62 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de Franse tekst worden de woorden „, ou opérer ou accepter un transfert transfrontalier“ ingevoegd tussen de woorden „Espace économique européen“ en de woorden „aux conditions“;

2° de woorden „of een grensoverschrijdende overdracht uitvoeren of ontvangen“ worden ingevoegd tussen het woord „uitoefenen“ en de woorden „onder de voorwaarden“.

Art. 36. In artikel 63 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

„Een IBP mag een grensoverschrijdende activiteit of een activiteit in een Staat die geen lid is van de Europese Economische Ruimte slechts uitoefenen indien haar technische voorzieningen met betrekking tot het gehele van de beheerde pensioenregelingen, te allen tijde volledig gedekt zijn door dekkingswaarden.“;

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidende:

„Ingeval een grensoverschrijdende activiteit of een activiteit in een Staat die geen lid is van de Europese Economische Ruimte wordt opgestart ten gevolge van de gehele of gedeeltelijke overdracht van de passiva of technische voorzieningen van een pensioenregeling, van andere verplichtingen en rechten, en van de overeenkomstige activa van een pensioenregeling, of de geldwaarde daarvan, moeten bovendien op de startdatum van deze activiteit de technische voorzieningen met betrekking tot elke pensioenregeling die deel uitmaakt van de op te starten activiteit, volledig door dekkingswaarden zijn gedekt.“;

3° in het tweede lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden „van het eerste lid“ vervangen door de woorden „van dit artikel“ en de woorden „artikelen 157 tot 173“ worden vervangen door de woorden „artikelen 163 tot 173“.

Art. 37. In dezelfde wet wordt een artikel 63/1 ingevoegd, luidende:

„Art. 63/1. Het aan de FSMA te verstrekken dossier op het ogenblik van de kennisgeving van een grensoverschrijdende activiteit of een activiteit in een Staat die geen lid is van de Europese Economische Ruimte of van de aanvraag tot goedkeuring van een grensoverschrijdende overdracht zoals bepaald in de artikelen 64, 69/3 en 70, moet opgesteld zijn in de voor de IBP wettelijk verplichte taal.

De FSMA kan evenwel opleggen dat dit dossier vertaald wordt in de taal die is overeengekomen tussen de FSMA en de bevoegde autoriteiten van de lidstaat van ontvangst, de Staat waar de activiteit zal worden uitgeoefend of, in geval van grensoverschrijdende overdracht, de lidstaat van herkomst van de overdragende IBP.

De bepalingen in afdelingen II, II/2 en III worden toegepast:

1° bij elke significante wijziging van gegevens van het in eerste lid bedoelde dossier in geval van een grensoverschrijdende activiteit, al dan niet voortvloeiend uit een grensoverschrijdende overdracht, of in geval van een activiteit in een Staat die geen lid is van de Europese Economische Ruimte of;

2° indien de grensoverschrijdende activiteit of de grensoverschrijdende overdracht of de activiteit in een Staat die geen lid is van de Europese Economische Ruimte, geen uitvoering krijgt na het verstrijken van een termijn van twaalf maanden na de in artikel 68, eerste lid, artikel 69/8, eerste en tweede lid en artikel 72 bepaalde startdata.“.

Art. 38. In artikel 64 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid, 2°, worden de woorden „en de vestiging van het hoofdbestuur“ ingevoegd tussen de woorden „de naam“ en de woorden „van de bijdragende onderneming“;

2° in het tweede lid worden de bepalingen onder 4° opgeheven;

3° het derde lid wordt opgeheven;

4° in het vierde lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden „de bekendmaking van“ opgeheven en worden de woorden „artikel 59“ vervangen door de woorden „artikel 56, tweede lid“.

Art. 39. In dezelfde wet wordt artikel 65 vervangen als volgt:

„Art. 65. De FSMA meldt de IBP meteen de ontvangst van het in artikel 64 bedoelde dossier. Indien de kennisgeving aan de FSMA niet alle in artikel 64 bepaalde gegevens bevat, verzoekt de FSMA om mededeling van de ontbrekende gegevens.

La FSMA décide, dans les trois mois qui suivent la réception de tous les éléments visés à l'article 64, si la structure administrative, la situation financière de l'IRP et l'honorabilité professionnelle et l'expertise des personnes qui dirigent l'IRP, sont compatibles avec l'activité transfrontalière envisagée.

La FSMA peut demander toute information complémentaire qu'elle estime nécessaire afin de prendre sa décision.”.

Art. 40. Dans la même loi, l'article 66 est remplacé par ce qui suit:

“Art. 66. Si la FSMA décide que la structure administrative, la situation financière de l'IRP et l'honorabilité professionnelle et l'expertise des personnes qui dirigent l'IRP, sont compatibles avec l'activité transfrontalière envisagée, elle communique les éléments du dossier visés à l'article 64 aux autorités compétentes de l'État membre d'accueil dans les trois mois qui suivent la réception de la totalité de ces éléments et elle en informe immédiatement l'IRP par courrier recommandé.

Si la FSMA décide que la structure administrative, la situation financière de l'IRP et l'honorabilité professionnelle et l'expertise des personnes qui dirigent l'IRP, ne sont pas compatibles avec l'activité transfrontalière envisagée, les éléments du dossier visés à l'article 64 ne sont pas communiqués aux autorités compétentes de l'État membre d'accueil et la FSMA informe immédiatement l'IRP de la décision et des raisons de celle-ci par courrier recommandé.”.

Art. 41. A l'article 67 de la même loi, modifié par la loi du 6 mai 2009, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots “les dispositions auxquelles les institutions de retraite professionnelle qui exercent une activité dans cet État membre sont soumises en matière” sont abrogés;

2° les 1° à 3° sont remplacés par ce qui suit:

“1° le droit social et le droit du travail applicables à l'exécution du régime de retraite;

2° les exigences en matière d'information applicables à l'activité transfrontalière;

3° l'obligation de désigner un dépositaire pour la conservation des actifs et l'accomplissement des tâches de supervision.”.

Art. 42. L'article 68 de la même loi, modifié par la loi du 6 mai 2009, est remplacé par ce qui suit:

“Art. 68. Dès réception, par l'IRP, des informations visées à l'article 67 ou, si l'IRP n'a pas reçu ces informations à l'échéance d'un délai de six semaines prenant cours au moment où les autorités compétentes de l'État membre d'accueil ont reçu les éléments communiqués par la FSMA sur la base de l'article 66, alinéa 1^{er}, l'IRP peut commencer son activité dans l'État membre d'accueil, dans le respect des dispositions visées à l'article 67.

L'IRP informe la FSMA de la date effective de commencement de l'activité transfrontalière.”.

Art. 43. L'intitulé “Section II/1. Transfert transfrontalier d'une IRP belge vers une IRP destinataire d'un autre État membre” est inséré entre les articles 68 et 69 de la même loi.

Art. 44. L'article 69 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

“Art. 69. § 1^{er}. Une IRP belge peut transférer tout ou partie des provisions techniques et d'autres obligations et droits d'un régime de retraite soumis au droit belge ou au droit d'un autre État membre, ainsi que les actifs correspondants ou leurs équivalents en trésorerie, vers une IRP enregistrée ou agréée dans un autre État membre.

Ce transfert transfrontalier est soumis à l'autorisation de l'autorité compétente de l'État membre d'origine de l'IRP destinataire. Cette autorité compétente demande l'accord préalable de la FSMA conformément à l'article 146.

§ 2. Les coûts du transfert transfrontalier ne sont en aucun cas supportés par les affiliés et les bénéficiaires restants de l'IRP belge qui transfère.

§ 3. En cas de désaccord sur la procédure, le contenu d'une mesure ou l'inaction de la FSMA ou de l'autorité compétente de l'État membre d'origine de l'IRP destinataire, y compris une décision d'autoriser ou de refuser un transfert transfrontalier, l'EIOPA peut mener des procédures de médiation non contraignante, conformément à l'article 31, alinéa 2, c), du règlement (UE) n° 1094/2010, à la demande de l'une des autorités compétentes ou de sa propre initiative.”.

De FSMA beslist binnen drie maanden na ontvangst van alle in artikel 64 bepaalde gegevens of de administratieve structuur, de financiële positie van de IBP en de professionele betrouwbaarheid en deskundigheid van de personen die de IBP besturen, verenigbaar zijn met de voorgenomen grensoverschrijdende activiteit.

Voor het nemen van haar beslissing kan de FSMA alle bijkomende informatie vragen die zij daartoe noodzakelijk acht.”.

Art. 40. In dezelfde wet wordt artikel 66 vervangen als volgt:

“Art. 66. Wanneer de FSMA beslist dat de administratieve structuur, de financiële positie van de IBP en de professionele betrouwbaarheid en deskundigheid van de personen die de IBP besturen, verenigbaar zijn met de voorgenomen grensoverschrijdende activiteit, bezorgt zij de in artikel 64 bepaalde gegevens van het dossier binnen de drie maanden na ontvangst ervan, aan de bevoegde autoriteiten van de lidstaat van ontvangst en stelt zij de IBP daarvan meteen in kennis met een aangetekende zending.

Wanneer de FSMA beslist dat de administratieve structuur, de financiële positie van de IBP en de professionele betrouwbaarheid en deskundigheid van de personen die de IBP besturen, niet verenigbaar zijn met de voorgenomen grensoverschrijdende activiteit, worden de in artikel 64 bepaalde gegevens van het dossier niet meegedeeld aan de bevoegde autoriteiten van de lidstaat van ontvangst en stelt de FSMA de IBP meteen in kennis van de beslissing en de reden ervan met een aangetekende zending.”.

Art. 41. In artikel 67 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 mei 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “inzake de bepalingen waaraan de in die lidstaat werkzame instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening, onderworpen zijn” worden opgeheven;

2° de bepalingen onder 1° tot 3° worden vervangen als volgt:

“1° de sociale wetgeving en de arbeidswetgeving die geldt voor de uitvoering van de pensioenregeling;

2° de voorschriften inzake informatieverstrekking die van toepassing zijn op de grensoverschrijdende activiteit;

3° de verplichting om een bewaarder aan te stellen voor de bewaring van de activa en de vervulling van toezichtstaken.”.

Art. 42. Artikel 68 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 mei 2009, wordt vervangen als volgt:

“Art. 68. Zodra de IBP de in artikel 67 bedoelde inlichtingen ontvangt of wanneer de IBP deze inlichtingen niet heeft ontvangen bij het verstrijken van een termijn van zes weken die aanvangt op de datum waarop de bevoegde autoriteiten van de lidstaat van ontvangst de door de FSMA op grond van artikel 66, eerste lid verstrekte gegevens hebben ontvangen, kan de IBP in de lidstaat van ontvangst met haar activiteit beginnen, mits naleving van de bepalingen die vermeld zijn in artikel 67.

De IBP stelt de FSMA in kennis van de effectieve startdatum van de grensoverschrijdende activiteit.”.

Art. 43. Tussen de artikelen 68 en 69 van dezelfde wet wordt het opschrift “Afdeling II/1. Grensoverschrijdende overdracht van een Belgische IBP naar een ontvangende IBP van een andere lidstaat” ingevoegd.

Art. 44. Artikel 69 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

“Art. 69, § 1. Een Belgische IBP mag geheel of gedeeltelijk de technische voorzieningen, andere verplichtingen en rechten van een pensioenregeling onderworpen aan het Belgisch recht of aan het recht van een andere lidstaat, en de overeenkomstige activa of de geldwaarde daarvan overdragen aan een IBP die in een andere lidstaat is geregistreerd of een vergunning heeft verkregen.

Die grensoverschrijdende overdracht is onderworpen aan de goedkeuring van de bevoegde autoriteit van de lidstaat van herkomst van de ontvangende IBP. Die bevoegde autoriteit vraagt de voorafgaande toestemming van de FSMA overeenkomstig artikel 146.

§ 2 De kosten van de grensoverschrijdende overdracht mogen niet ten laste komen van de aangesloten en pensioengerechtigden van de Belgische overdragende IBP.

§ 3. Bij onenigheid over de procedure of inhoud van door de FSMA of door de bevoegde autoriteit van de lidstaat van herkomst van de ontvangende IBP genomen of niet genomen maatregelen, waaronder de beslissing om een grensoverschrijdende overdracht goed te keuren of te weigeren, kan de EIOPA op verzoek van een van beide bevoegde autoriteiten of op eigen initiatief vrijblijvend bemiddelen overeenkomstig artikel 31, tweede lid, c), van verordening (EU) nr. 1094/2010.”.

Art. 45. Il est inséré dans la même loi un article 69/1 rédigé comme suit:

“Art. 69/1. Le transfert transfrontalier est soumis à l'accord préalable:

1° d'une majorité des affiliés concernés et d'une majorité des bénéficiaires concernés ou, s'il y a lieu, d'une majorité de leurs représentants, la majorité étant définie selon le droit applicable au régime de retraite transféré. L'IRP belge met les informations sur les conditions du transfert transfrontalier à la disposition des affiliés et des bénéficiaires concernés et, s'il y a lieu, de leurs représentants, en temps utile, avant que la demande d'autorisation dudit transfert soit introduite;

2° de l'entreprise d'affiliation, le cas échéant.”.

Art. 46. Il est inséré dans la même loi un article 69/2 rédigé comme suit:

“Art. 69/2. Si le transfert transfrontalier donne lieu à une activité transfrontalière, la FSMA communique les dispositions du droit social et du droit du travail relatives aux régimes de retraite professionnelle, ainsi que les exigences en matière d'information et de conservation des actifs, à l'autorité compétente de l'État membre d'origine de l'IRP destinataire, dans un délai de quatre semaines à compter de la réception de l'autorisation du transfert transfrontalier par cette autorité.

Lorsque ces dispositions et exigences concernent un régime de retraite belge, la FSMA informe l'autorité compétente de l'État membre d'origine de l'IRP destinataire de toute modification majeure des informations visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 47. Dans le Titre II, Chapitre IV, de la même loi, il est inséré une Section II/2 intitulée “Section II/2. Une IRP belge comme IRP destinataire d'un transfert transfrontalier”.

Art. 48. Dans la Section II/2 insérée par l'article 47, il est inséré un article 69/3 rédigé comme suit:

“Art. 69/3. L'IRP belge qui envisage de recevoir un transfert transfrontalier donnant lieu ou non à une activité transfrontalière, doit introduire auprès de la FSMA une demande d'autorisation de ce transfert.

Cette demande d'autorisation contient les informations suivantes:

1° l'accord écrit entre l'IRP qui transfère et l'IRP destinataire, précisant les conditions du transfert;

2° une description des principales caractéristiques du régime de retraite;

3° une description des engagements ou des provisions techniques à transférer, et des autres obligations et droits, ainsi que des actifs correspondants, ou de leurs équivalents en trésorerie;

4° les noms et les lieux d'établissement des administrations centrales de l'IRP qui transfère et de l'IRP destinataire et les États membres dans lesquels chaque IRP est enregistrée ou agréée;

5° le lieu d'établissement de l'administration centrale et le nom de l'entreprise d'affiliation;

6° la preuve de l'accord préalable d'une majorité des affiliés concernés et d'une majorité des bénéficiaires concernés ou, s'il y a lieu, d'une majorité de leurs représentants, la majorité étant définie selon le droit applicable au régime de retraite transféré, ainsi que, le cas échéant, de l'accord préalable de l'entreprise d'affiliation du régime de retraite à transférer;

7° le cas échéant, les noms des États membres dont le droit social et le droit du travail pertinents en matière de régimes de retraite professionnelle sont applicables au régime de retraite concerné.”.

Art. 49. Dans la Section II/2 insérée par l'article 47, il est inséré un article 69/4 rédigé comme suit:

“Art. 69/4. La FSMA transmet sans délai la demande d'autorisation visée à l'article 69/3 à l'autorité compétente de l'État membre d'origine de l'IRP qui transfère.

Si cette demande d'autorisation ne contient pas toutes les informations visées à l'article 69/3, la FSMA demande à l'IRP belge de lui communiquer les informations manquantes. Dès réception, la FSMA transmet ces informations manquantes sans délai à l'autorité compétente de l'État membre d'origine de l'IRP qui transfère.

Art. 45. In dezelfde wet wordt artikel 69/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 69/1. De grensoverschrijdende overdracht is onderworpen aan de voorafgaandijke goedkeuring van:

1° een, volgens het op de overgedragen pensioenregeling toepasselijke recht gedefinieerde, meerderheid van de betrokken aangeslotenen en een meerderheid van de betrokken pensioengerechtigden of, in voorkomend geval, door een meerderheid van hun vertegenwoordigers. De Belgische IBP stelt de informatie over de voorwaarden van deze overdracht tijdig ter beschikking van de betrokken aangeslotenen en pensioengerechtigden en, in voorkomend geval, van hun vertegenwoordigers, en dit alvorens de aanvraag voor de goedkeuring van de grensoverschrijdende overdracht wordt ingediend;

2° in voorkomend geval, de bijdragende onderneming.”

Art. 46. In dezelfde wet wordt artikel 69/2 ingevoegd, luidende:

“Art. 69/2. Indien de grensoverschrijdende overdracht resulteert in een grensoverschrijdende activiteit, deelt de FSMA binnen vier weken na ontvangst van de goedkeuring van de grensoverschrijdende overdracht door de bevoegde autoriteit van de lidstaat van herkomst van de ontvangende IBP, de op de bedrijfspensioenregeling toepasselijke sociaal- en arbeidsrechtelijke bepalingen, de voorschriften inzake informatieverstrekking en bewaring van de activa mee aan deze autoriteit.

Wanneer deze bepalingen en voorschriften een Belgische pensioenregeling betreffen, stelt de FSMA de bevoegde autoriteit van de lidstaat van herkomst van de ontvangende IBP in kennis van elke significante wijziging van de in het eerste lid bepaalde gegevens.”

Art. 47. Onder Titel II van dezelfde wet wordt in Hoofdstuk IV de Afdeling II/2 met het opschrift “Afdeling II/2. Een Belgische IBP als ontvangende IBP van een grensoverschrijdende overdracht” ingevoegd.

Art. 48. In Afdeling II/2, ingevoegd bij artikel 47, wordt een artikel 69/3 ingevoegd, luidende:

“Art. 69/3. De Belgische IBP die voornemens is een grensoverschrijdende overdracht te ontvangen die al of niet resulteert in een grensoverschrijdende activiteit, dient bij de FSMA een aanvraag tot goedkeuring van de overdracht in.

Bij deze aanvraag tot goedkeuring moeten de volgende gegevens worden verstrekt:

1° de schriftelijke overeenkomst tussen de overdragende en de ontvangende IBP met de voorwaarden van de overdracht;

2° een beschrijving van de belangrijkste kenmerken van de pensioenregeling;

3° een beschrijving van de over te dragen passiva of technische voorzieningen, en andere verplichtingen en rechten, en de overeenkomstige activa of de geldwaarde daarvan;

4° de namen en de vestigingen van de hoofdbesturen van de overdragende IBP en de ontvangende IBP en de lidstaten waar elke IBP geregistreerd is of een vergunning heeft verkregen;

5° de vestiging van het hoofdbestuur en de naam van de bijdragende onderneming;

6° het bewijs van de voorafgaande goedkeuring door een, volgens het op de overgedragen pensioenregeling toepasselijke recht gedefinieerde, meerderheid van de betrokken aangeslotenen en een meerderheid van de betrokken pensioengerechtigden of, in voorkomend geval, door een meerderheid van hun vertegenwoordigers, alsook, desgevallend, door de bijdragende onderneming van de over te dragen pensioenregeling;

7° in voorkomend geval, de namen van de lidstaten waarvan het voor bedrijfspensioenregelingen geldende sociale recht en het arbeidsrecht van toepassing is op de betrokken pensioenregeling.”.

Art. 49. In Afdeling II/2, ingevoegd bij artikel 47, wordt een artikel 69/4 ingevoegd, luidende:

“Art. 69/4. De FSMA bezorgt de in artikel 69/3 bedoelde aanvraag tot goedkeuring onverwijld aan de bevoegde autoriteit van de lidstaat van herkomst van de overdragende IBP.

Indien deze aanvraag tot goedkeuring niet alle in artikel 69/3 bepaalde gegevens bevat, verzoekt de FSMA de Belgische IBP om mededeling van de ontbrekende gegevens. Bij ontvangst van de ontbrekende gegevens bezorgt de FSMA deze onverwijld aan de bevoegde autoriteit van de lidstaat van herkomst van de overdragende IBP.

La FSMA communique à l'IRP belge la date de réception de toutes les informations visées à l'article 69/3.

L'autorité compétente de l'État membre d'origine de l'IRP qui transfère doit, dans les huit semaines qui suivent la réception de toutes les informations visées à l'article 69/3, transmettre sa décision à la FSMA quant à son accord pour le transfert.

La FSMA décide, dans les trois mois qui suivent la réception de toutes les informations visées à l'article 69/3, d'accorder ou de refuser l'autorisation du transfert.

La FSMA peut demander toute information complémentaire qu'elle estime nécessaire afin de prendre sa décision.

L'autorisation ne peut être accordée que:

1° si le transfert a reçu l'accord préalable d'une majorité des affiliés concernés et d'une majorité des bénéficiaires concernés ou, s'il y a lieu, d'une majorité de leurs représentants, la majorité étant définie selon le droit applicable au régime de retraite transféré, ainsi que, le cas échéant, l'accord préalable de l'entreprise d'affiliation du régime de retraite à transférer;

2° après l'obtention de l'accord préalable, quant au transfert, de l'autorité compétente de l'État membre d'origine de l'IRP qui transfère..”

Art. 50. Dans la Section II/2 insérée par l'article 47, il est inséré un article 69/5 rédigé comme suit:

“Art. 69/5. En vue de sa décision d'autorisation ou de refus du transfert, la FSMA vérifie uniquement si:

1° toutes les informations visées à l'article 69/3 ont été communiquées;

2° les structures administratives et la situation financière de l'IRP belge, ainsi que l'honorabilité professionnelle et l'expertise des personnes qui la dirigent, sont compatibles avec le transfert envisagé;

3° les intérêts à long terme des affiliés et des bénéficiaires de l'IRP belge et de la partie transférée du régime sont dûment protégés pendant et après le transfert;

4° les provisions techniques de l'IRP belge sont intégralement couvertes par des actifs à la date du transfert, lorsque celui-ci donne lieu à une activité transfrontalière;

5° les actifs à transférer sont suffisants et appropriés pour couvrir les engagements, les provisions techniques et les autres obligations et droits à transférer, conformément aux dispositions de la présente loi.”.

Art. 51. Dans la Section II/2 insérée par l'article 47, il est inséré un article 69/6 rédigé comme suit:

“Art. 69/6. La décision d'autorisation ou de refus prise par la FSMA dans le délai visé à l'article 69/4, alinéa 5, est notifiée immédiatement à l'IRP belge par courrier recommandé et est communiquée dans les deux semaines à l'autorité compétente de l'État membre d'origine de l'IRP qui transfère, ainsi qu'à l'IRP qui transfère.

Si l'autorisation est refusée, la FSMA communique les raisons de ce refus.”.

Art. 52. Dans la Section II/2 insérée par l'article 47, il est inséré un article 69/7 rédigé comme suit:

“Art. 69/7. Si le transfert donne lieu à une activité transfrontalière, la FSMA transmet à l'IRP belge, dans un délai d'une semaine à compter de leur réception, les informations que l'autorité compétente de l'État membre d'origine de l'IRP qui transfère lui a communiquées concernant:

1° les dispositions du droit social et du droit du travail qui régissent la gestion du régime de retraite;

2° les exigences en matière d'information qui s'appliquent à l'activité transfrontalière;

3° l'obligation de désigner un dépositaire pour assurer la conservation des actifs et accomplir des tâches de supervision.”.

Art. 53. Dans la Section II/2 insérée par l'article 47, il est inséré un article 69/8 rédigé comme suit:

“Art. 69/8. Dès que l'IRP belge reçoit la décision d'autorisation du transfert, le transfert transfrontalier peut être effectué.

Si le transfert transfrontalier donne lieu à une activité transfrontalière, le transfert ne peut être effectué et l'activité ne peut être commencée que dès que l'IRP belge reçoit les informations visées à l'article 69/7 ou, lorsque l'IRP ne reçoit pas ces informations, à

De FSMA meldt aan de Belgische IBP de datum van ontvangst van alle in artikel 69/3 bepaalde gegevens.

De bevoegde autoriteit van de lidstaat van herkomst van de overdragende IBP moet binnen acht weken na ontvangst van alle in artikel 69/3 bepaalde gegevens aan de FSMA haar beslissing mededelen over de toestemming voor de overdracht.

De FSMA beslist binnen drie maanden na ontvangst van alle in artikel 69/3 bepaalde gegevens om goedkeuring van de overdracht te verlenen of te weigeren.

Voor het nemen van haar beslissing kan de FSMA alle bijkomende informatie vragen die zij daartoe noodzakelijk acht.

De goedkeuring kan slechts worden verleend:

1° indien de overdracht vooraf werd goedgekeurd door een, volgens het op de overgedragen pensioenregeling toepasselijke recht gedefinieerde, meerderheid van de betrokken aangeslotenen en een meerderheid van de pensioengerechtigden of in voorkomend geval, door een meerderheid van hun vertegenwoordigers, alsook, desgevallend, door de bijdragende onderneming van de over te dragen pensioenregeling;

2° nadat voorafgaande toestemming is verkregen voor de overdracht door de bevoegde autoriteit van de lidstaat van herkomst van de overdragende IBP.”.

Art. 50. In Afdeling II/2, ingevoegd bij artikel 47, wordt een artikel 69/5 ingevoegd, luidende:

“Art. 69/5. Met het oog op haar beslissing tot goedkeuring of weigering van de overdracht beoordeelt de FSMA alleen of:

1° alle in artikel 69/3 bedoelde gegevens werden verstrekt;

2° de administratieve structuur, de financiële positie van de Belgische IBP en de professionele betrouwbaarheid en deskundigheid van de personen die de Belgische IBP besturen, verenigbaar zijn met de voorgenomen overdracht;

3° de langetermijnbelangen van de aangeslotenen en pensioengerechtigden van de Belgische IBP en het overgedragen deel van de regeling tijdens en na de overdracht afdoende worden beschermd;

4° de technische voorzieningen van de Belgische IBP op het moment van de overdracht volledig door activa zijn gedekt indien de overdracht resulteert in een grensoverschrijdende activiteit;

5° de over te dragen activa toereikend en passend zijn om de over te dragen passiva, technische voorzieningen en andere verplichtingen en rechten te dekken overeenkomstig de bepalingen van deze wet.”.

Art. 51. In Afdeling II/2, ingevoegd bij artikel 47, wordt een artikel 69/6 ingevoegd, luidende:

“Art. 69/6. De beslissing van de FSMA tot goedkeuring of weigering binnen de in artikel 69/4, vijfde lid bepaalde termijn, wordt meteen ter kennis gebracht van de Belgische IBP met een aangetekende zending en wordt binnen twee weken ter kennis gebracht van de bevoegde autoriteit van de lidstaat van herkomst van de overdragende IBP en aan de overdragende IBP.

Indien de goedkeuring wordt geweigerd, deelt de FSMA de redenen voor deze weigering mee.”.

Art. 52. In Afdeling II/2, ingevoegd bij artikel 47, wordt een artikel 69/7 ingevoegd, luidende:

“Art. 69/7. Indien de overdracht resulteert in een grensoverschrijdende activiteit, verstrekt de FSMA aan de Belgische IBP binnen een week na ontvangst ervan, de inlichtingen die de bevoegde autoriteit van de lidstaat van herkomst van de overdragende IBP haar heeft overgemaakt inzake:

1° de sociale wetgeving en arbeidswetgeving die geldt voor de uitvoering van de pensioenregeling;

2° de voorschriften inzake informatieverstrekking die van toepassing zijn op de grensoverschrijdende activiteit;

3° de verplichting om een bewaarder aan te stellen voor de bewaring van de activa en de vervulling van toezichtstaken.”.

Art. 53. In Afdeling II/2, ingevoegd bij artikel 47, wordt een artikel 69/8 ingevoegd, luidende:

“Art. 69/8. Zodra de Belgische IBP de beslissing tot goedkeuring van de overdracht ontvangt, kan de grensoverschrijdende overdracht worden uitgevoerd.

Indien de grensoverschrijdende overdracht resulteert in een grensoverschrijdende activiteit, kan de overdracht slechts worden uitgevoerd en de activiteit worden opgestart zodra de Belgische IBP de in artikel 69/7 bedoelde inlichtingen ontvangt of, wanneer de IBP deze

l'expiration d'un délai de sept semaines prenant cours à la date de communication de l'autorisation à l'IRP belge, telle que visée à l'article 69/6.

L'IRP informe la FSMA de la date à laquelle le transfert transfrontalier a effectivement lieu.

Les coûts du transfert ne sont en aucun cas supportés par les affiliés et les bénéficiaires de l'IRP belge."

Art. 54. Dans la Section II/2 insérée par l'article 47, il est inséré un article 69/9 rédigé comme suit:

"Art. 69/9. En cas de désaccord sur la procédure, le contenu d'une mesure ou l'inaction de la FSMA ou de l'autorité compétente de l'État membre d'origine de l'IRP qui transfère, y compris une décision d'autoriser ou de refuser un transfert transfrontalier, l'EIOPA peut mener des procédures de médiation non contraignante, conformément à l'article 31, alinéa 2, c), du Règlement (UE) n° 1094/2010, à la demande de l'une des autorités compétentes ou de sa propre initiative."

Art. 55. A l'article 70 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 3 est abrogé;

2° à l'alinéa 4, qui devient l'alinéa 3, les mots "la publication de" sont abrogés et les mots "article 59" sont remplacés par les mots "article 56, alinéa 2".

Art. 56. L'intitulé de la Section I^{re} du Chapitre V du Titre II de la même loi est remplacé par ce qui suit:

"Section 1^{re}. Dispositions générales".

Art. 57. L'article 74 de la même loi, modifié par la loi du 18 février 2018, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 74. L'IRP doit satisfaire en permanence aux conditions établies par ou en vertu de la présente loi.

Comme principe général, l'IRP tient compte, le cas échéant, de l'objectif d'assurer une répartition équitable des risques et des profits entre générations dans ses activités."

Art. 58. L'article 75 de la même loi, abrogé par la loi du 22 juin 2012, est rétabli dans la rédaction suivante:

"Art. 75. Les dispositions du Titre II, Chapitre V, Sections III à VI, à l'exception des articles 91 et 92 du Chapitre VII, Section II, du Chapitre VIII et du Chapitre IX, ne sont pas applicables aux régimes et engagements de solidarité visés aux articles 10 et 11 de la loi du 28 avril 2003 précitée et à l'article 46 de la loi du 24 décembre 2002 précitée."

Art. 59. L'article 76 de la même loi est abrogé.

Art. 60. Dans le Titre II, Chapitre V, Section II, de la même loi, il est inséré, sous l'intitulé "Section II. Structure de gestion et organisation" une sous-section I^{re} intitulée "Sous-section I^{re}. Système de gouvernance".

Art. 61. Dans la Sous-section I^{re} insérée par l'article 60, il est inséré un article 76/1 rédigé comme suit:

"Art. 76/1. § 1^{er}. L'IRP dispose d'un système de gouvernance efficace, qui garantit une gestion saine et prudente et qui est proportionné à la taille, à la nature, à l'ampleur et à la complexité des activités de l'IRP.

Ce système doit lui permettre de réaliser les opérations projetées et ne peut entraver l'exercice d'un contrôle adéquat.

Le système de gouvernance implique la prise en considération, lors des décisions de placement, des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance liés aux actifs de placement.

Le système de gouvernance comprend:

1° une structure organisationnelle transparente et adéquate, avec une répartition claire et une séparation appropriée des responsabilités, ainsi qu'un dispositif efficace de transmission des informations;

2° un système de contrôle interne efficace. Ce système comprend des procédures administratives et comptables, un cadre de contrôle interne ainsi que des dispositions appropriées en matière d'information à tous les niveaux de l'IRP;

3° des mesures raisonnables afin de veiller à la continuité et à la régularité dans l'accomplissement des activités de l'IRP, y compris par l'élaboration de plans d'urgence. À cette fin, l'IRP utilise des systèmes, des ressources et des procédures appropriés et proportionnés;

inlichtingen niet ontvangt, bij het verstrijken van een termijn van zeven weken die aanvangt op de datum van de in artikel 69/6 bedoelde mededeling van de goedkeuring aan de Belgische IBP.

De IBP stelt de FSMA in kennis van de datum waarop de grensoverschrijdende overdracht effectief plaatsvindt.

De kosten van de overdracht mogen niet ten laste komen van de aangesloten en pensioengerechtigen van de Belgische IBP".

Art. 54. In Afdeling II/2, ingevoegd bij artikel 47, wordt een artikel 69/9 ingevoegd, luidende:

"Art. 69/9. Bij onenigheid over de procedure of inhoud van door de FSMA of de bevoegde autoriteit van de lidstaat van herkomst van de overdragende IBP genomen of niet genomen maatregelen, waaronder de beslissing om een grensoverschrijdende overdracht goed te keuren of te weigeren, kan de EIOPA op verzoek van een van beide bevoegde autoriteiten of op eigen initiatief vrijblijvend bemiddelen overeenkomstig artikel 31, tweede lid, c), van Verordening (EU) nr. 1094/2010".

Art. 55. In artikel 70 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het derde lid wordt opgeheven;

2° in het vierde lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden "de bekendmaking van" opgeheven en worden de woorden "artikel 59" vervangen door de woorden "artikel 56, tweede lid".

Art. 56. Het opschrift van Titel II, Hoofdstuk V, Afdeling I van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

"Afdeling I. Algemene bepalingen".

Art. 57. Artikel 74 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 18 februari 2018, wordt vervangen als volgt:

"Art. 74. De IBP moet blijvend voldoen aan de door of krachtens deze wet vastgestelde voorwaarden.

Als algemeen beginsel houdt de IBP, waar nodig, rekening met de doelstelling om bij haar werkzaamheden voor een billijke spreiding van risico's en voordelen over de generaties te zorgen".

Art. 58. Artikel 75 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 22 juni 2012, wordt hersteld als volgt:

"Art. 75. De bepalingen van Titel II, Hoofdstuk V, Afdeling III tot VI, met uitzondering van de artikelen 91 en 92, van Hoofdstuk VII, Afdeling II, van Hoofdstuk VIII en van Hoofdstuk IX, zijn niet van toepassing op de solidariteitsstelsels en -toezeggingen bedoeld in de artikelen 10 en 11 van de vooroemde wet van 28 april 2003 en in artikel 46 van de vooroemde wet van 24 december 2002".

Art. 59. Artikel 76 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 60. In Titel II, Hoofdstuk V, afdeling II, van dezelfde wet wordt het opschrift "Onderafdeling I. Governancesysteem" ingevoegd na het opschrift "Afdeling II. Beleidsstructuur en organisatie".

Art. 61. In Onderafdeling I, ingevoegd bij artikel 60, wordt een artikel 76/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 76/1, § 1. De IBP beschikt over een doeltreffend governance-systeem dat voor een gezonde en prudente bedrijfsvoering zorgt en in verhouding staat tot de omvang, aard, schaal en complexiteit van de werkzaamheden van de IBP.

Het systeem moet haar toelaten de voorgenomen verrichtingen uit te voeren en het mag geen belemmering vormen voor de uitoefening van een passend toezicht.

Het governancesysteem houdt ook in dat bij de beleggingsbeslissingen rekening wordt gehouden met milieu-, sociale en governancefactoren met betrekking tot de belegde activa.

Het governancesysteem omvat:

1° een adequate en transparante organisatiestructuur met een duidelijke verdeling en passende scheiding van verantwoordelijkheden en een doeltreffend systeem voor de overdracht van informatie;

2° een doeltreffend systeem van interne controle. Dit systeem omvat de administratieve en financiële verslaggevingsprocedures, een intern controlekader en passende rapportageregelingen op alle niveaus van de IBP;

3° redelijke maatregelen, waaronder de ontwikkeling van noodplannen, om voor continuïteit en regelmatigheid in de verrichting van de werkzaamheden van de IBP te zorgen. Daartoe maakt de IBP gebruik van passende en proportionele systemen, middelen en procedures;

4° un système de gestion des risques efficace tel que visé au paragraphe 2;

5° des politiques que l'IRP établit par écrit et applique pour:

a) la gestion des risques;

b) l'audit interne;

c) les activités actuarielles, le cas échéant;

d) la sous-traitance, le cas échéant;

6° une politique de rémunération, telle que visée dans la Sous-section III;

7° des fonctions clés indépendantes adéquates en matière d'audit interne, de gestion des risques, de compliance et d'actuariat.

§ 2. L'IRP met en place un système de gestion des risques, qui consiste en l'établissement de stratégies, processus et procédures d'information nécessaires pour déceler, mesurer, contrôler, gérer et déclarer au conseil d'administration de l'IRP les risques, aux niveaux individuel et agrégé, auxquels l'IRP et les régimes de retraite qu'elle gère sont ou pourraient être exposés, ainsi que les interdépendances entre ces risques.

Ce système de gestion des risques est efficace et bien intégré à la structure organisationnelle et aux procédures de prise de décision de l'IRP.

Le système de gestion des risques couvre, d'une manière qui soit proportionnée à la taille et à l'organisation interne de l'IRP, ainsi qu'à la taille, à la nature, à l'ampleur et à la complexité de ses activités, les risques susceptibles de survenir dans l'IRP ou auprès des prestataires de services auxquels des tâches ou des activités d'une IRP ont été sous-traitées au moins dans les domaines suivants, le cas échéant:

1° la souscription et le provisionnement;

2° la gestion actif-passif (asset-liability management – ALM);

3° les investissements, en particulier dans des instruments dérivés et des instruments liés à la titrisation et des opérations similaires;

4° la gestion du risque de liquidité et de concentration;

5° la gestion du risque opérationnel;

6° l'assurance et les autres techniques d'atténuation du risque;

7° les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance liés au portefeuille de placements et à la gestion de celui-ci.

Lorsque les dispositions du régime de retraite prévoient que les affiliés et les bénéficiaires supportent les risques, le système de gestion des risques prend également en considération ces risques du point de vue des affiliés et des bénéficiaires.

§ 3. Le conseil d'administration de l'IRP évalue le système de gouvernance dans son ensemble, ainsi que ses différents aspects distincts, énumérés au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, au moins tous les trois ans.

Les politiques visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, 5°, sont préalablement approuvées par le conseil d'administration de l'IRP et sont adaptées si un changement manifeste se produit dans le système concerné ou dans le domaine concerné.”.

Art. 62. Dans le Titre II, Chapitre V, Section II, de la même loi, l'intitulé “Sous-section II. Exigence en matière d'honorabilité et de compétence de la gestion” est inséré après l'article 76/1, inséré par l'article 61.

Art. 63. L'article 77 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

“Art. 77. § 1^{er}. L'IRP veille à ce que les membres de ses organes opérationnels, les personnes qui exercent des fonctions clés et, le cas échéant, les personnes ou les entités auxquelles une fonction clé a été sous-traitée conformément à l'article 78, satisfassent aux exigences suivantes dans l'exercice de leurs missions:

1° l'exigence d'expertise adéquate;

a) les membres des organes opérationnels disposent de qualifications, de connaissances et d'une expérience propres à leur permettre d'assurer une gestion saine et prudente de l'IRP.

Cette expertise est évaluée collectivement en tenant compte des fonctions exercées et de la mesure dans laquelle il est fait appel à des conseillers disposant de cette expertise;

b) les personnes responsables d'une fonction clé disposent de qualifications, de connaissances et d'une expérience professionnelles propres à leur permettre d'exercer correctement leur fonction clé.

4° een doeltreffend risicobeheersysteem zoals bedoeld in paragraaf 2;

5° beleidslijnen die de IBP schriftelijk vaststelt en toepast voor:

a) het risicobeheer;

b) interne audit;

c) de actuariële activiteiten indien van toepassing;

d) uitbesteding, indien van toepassing.

6° een beloningsbeleid zoals bedoeld in Onderafdeling III;

7° passende onafhankelijke sleutelfuncties inzake interne audit, risicobeheer, compliance en actuariaat;

§ 2. De IBP zet een risicobeheersysteem op dat bestaat uit strategieën, processen en rapportageprocedures die noodzakelijk zijn om op individueel en geaggregeerd niveau de risico's waaraan de IBP en de door haar uitgevoerde pensioenregelingen zijn of kunnen worden blootgesteld, alsook de onderlinge afhankelijkheden en relaties daartussen, regelmatig te onderkennen, te meten, te bewaken, te beheren en aan de raad van bestuur van de IBP te rapporteren.

Dit risicobeheersysteem is doeltreffend en goed geïntegreerd in de organisatiestructuur en de besluitvormingsprocessen van de IBP.

In verhouding tot de omvang en interne organisatie van de IBP, alsook tot de omvang, de aard, de schaal en de complexiteit van haar werkzaamheden bestrijkt het risicobeheersysteem de risico's die zich ten minste op de volgende terreinen, voor zover van toepassing, kunnen voordoen in de IBP of bij de dienstverleners waaraan taken of werkzaamheden van een IBP zijn uitbesteed:

1° aangaan van verzekeringstechnische verplichtingen en reservevorming;

2° afgestemd beheer van activa en passiva (asset-liability management – ALM);

3° beleggingen, in het bijzonder in derivaten en instrumenten die verband houden met effectisering, en vergelijkbare verrichtingen;

4° beheer van het liquiditeits- en concentratierisico;

5° beheer van het operationele risico;

6° verzekering en andere risicobeperkingstechnieken;

7° milieu-, sociale en governancerisico's met betrekking tot de beleggingsportefeuille en het beheer daarvan.

Ingeval de aangeslotenen en pensioengerechtigden overeenkomstig de voorwaarden van de pensioenregeling risico's dragen, neemt het risicobeheersysteem ook deze risico's uit het oogpunt van de aangeslotenen en pensioengerechtigden in aanmerking.

§ 3 De raad van bestuur van de IBP evaluateert het governancesysteem als geheel en de verschillende afzonderlijke deelaspecten ervan, opgesomd in paragraaf 1, vierde lid ten minste om de drie jaar.

De beleidslijnen bedoeld in paragraaf 1, vierde lid, 5°, worden vooraf door de raad van bestuur van de IBP goedgekeurd en worden aangepast als er zich een duidelijke wijziging in het betrokken systeem of op het betrokken gebied voordoet.”.

Art. 62. In Titel II, Hoofdstuk V, Afdeling II van dezelfde wet wordt na artikel 76/1, ingevoegd bij artikel 61, het opschrift “Onderafdeling II. Vereisten voor een deskundig en betrouwbaar bestuur” ingevoegd.

Art. 63. Artikel 77 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

“Art. 77. § 1. De IBP ziet erop toe dat de leden van de operationele organen van de IBP, de personen die sleutelfuncties vervullen en, in voorkomend geval, de personen of entiteiten waaraan overeenkomstig artikel 78 een sleutelfunctie is uitbesteed, bij de uitvoering van hun taken aan de volgende vereisten voldoen:

1° passende deskundigheidsvereiste:

a) de leden van de operationele organen beschikken over passende kwalificaties, kennis en ervaring om een gezond en prudent bestuur van de IBP mogelijk te maken.

Die deskundigheid wordt collectief beoordeeld rekening houdend met de uitgeoefende functies en de mate waarin een beroep wordt gedaan op adviseurs die over die deskundigheid beschikken;

b) de personen verantwoordelijk voor een sleutelfunctie beschikken over de passende beroepsqualificaties, -kennis en -ervaring om hun sleutelfunctie naar behoren te vervullen.

Dans le cadre de l'évaluation de cette expertise, il est tenu compte de la mesure dans laquelle la personne visée fait appel à d'autres personnes pour des avis ou pour l'exercice d'activités de contrôle déterminées;

2° l'exigence d'honorabilité professionnelle: les personnes concernées ont une bonne réputation et sont intègres. L'article 20 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse est applicable.

§ 2. L'IRP soumet la nomination des membres des organes opérationnels et des responsables de fonctions clés préalablement à la FSMA.

A cet effet, l'IRP communique à la FSMA tous les documents et informations qui lui sont demandés afin de permettre à la FSMA d'évaluer si les personnes visées à l'alinéa 1^{er} disposent, conformément au paragraphe 1^{er}, de l'honorabilité professionnelle nécessaire et de l'expertise adéquate à l'exercice de leur fonction.

La nomination des personnes visées à l'alinéa 1^{er} ne peut intervenir qu'après l'approbation de la proposition de nomination par la FSMA.

L'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 sont également applicables à la proposition de renouvellement de la nomination des personnes visées à l'alinéa 1^{er}.

Lorsqu'il s'agit de la nomination d'une personne qui est proposée pour la première fois à une fonction visée à l'alinéa 1^{er} auprès d'une IRP, la FSMA consulte préalablement la Banque Nationale de Belgique.

La Banque Nationale de Belgique communique son avis à la FSMA dans un délai d'une semaine à compter de la réception de la demande d'avis.

§ 3. L'IRP et les membres de ses organes opérationnels communiquent sans délai à la FSMA tout fait ou élément qui implique une modification des informations fournies lors de la nomination et qui pourrait avoir une influence significative sur l'honorabilité professionnelle nécessaire et l'expertise adéquate à l'exercice de la fonction concernée.

La FSMA est par ailleurs informée sans délai de la révocation, du licenciement ou de la démission des personnes précitées.

Lorsque la FSMA, dans le cadre de l'exercice de sa mission de contrôle, a connaissance d'un tel fait ou élément, obtenu ou non en application de l'alinéa 1^{er}, elle peut effectuer une réévaluation du respect des exigences visées au paragraphe 1^{er}.

Art. 64. Dans le Titre II, Chapitre V, Section II, de la même loi, il est insérée une sous-section III après l'article 77, intitulée "Sous-section III. Politique de rémunération".

Art. 65. Dans la sous-section III, insérée par l'article 64, il est inséré un article 77/1 rédigé comme suit:

"Art 77/1. § 1^{er}. L'IRP établit et applique une politique de rémunération saine pour tous les membres de ses organes opérationnels, pour les personnes qui exercent des fonctions clés et pour les autres catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'IRP.

La politique de rémunération est proportionnée à la taille et à l'organisation interne de l'IRP, ainsi qu'à la taille, à la nature, à l'ampleur et à la complexité de ses activités.

§ 2. L'IRP publie régulièrement des informations utiles concernant sa politique de rémunération, sauf prescription contraire du Règlement (UE) 2016/679.

§ 3. Lorsqu'elle établit et applique la politique de rémunération visée au paragraphe 1^{er}, l'IRP respecte les principes suivants:

1° la politique de rémunération est établie, mise en œuvre et tenue à jour en tenant compte des activités, du profil de risque, des objectifs, des intérêts à long terme, de la stabilité financière et du fonctionnement de l'IRP dans son ensemble, et favorise une gestion saine, prudente et efficace de l'IRP;

2° la politique de rémunération est conforme aux intérêts à long terme des affiliés et des bénéficiaires des régimes de retraite gérés par l'IRP;

3° la politique de rémunération inclut des mesures visant à éviter les conflits d'intérêts;

4° la politique de rémunération est conforme à une gestion des risques saine et effective et n'encourage pas une prise de risque qui serait incompatible avec les profils de risque et les statuts de l'IRP;

Bij de beoordeling van die deskundigheid wordt rekening gehouden met de mate waarin die persoon een beroep doet op andere personen voor advies of het uitvoeren van bepaalde controleactiviteiten;

2° professionele betrouwbaarheidsvereiste: de bedoelde personen hebben een goede reputatie en zijn integer. Artikel 20 van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen en beursvennootschappen is van toepassing.

§ 2. De IBP legt de benoeming van de leden van de operationele organen en van de verantwoordelijken voor sleutelfuncties voorafgaandelijk voor aan de FSMA.

De IBP deelt daartoe aan de FSMA alle documenten en informatie mee die haar worden gevraagd om te beoordelen of de personen, bedoeld in het eerste lid, overeenkomstig paragraaf 1 over de voor de uitoefening van hun functie vereiste professionele betrouwbaarheid en passende deskundigheid beschikken.

De benoeming van de personen bedoeld in het eerste lid heeft pas uitwerking na de goedkeuring van het voorstel tot benoeming door de FSMA.

Het eerste en het tweede lid zijn eveneens van toepassing op het voorstel tot hernieuwing van de benoeming van de in het eerste lid bedoelde personen.

Wanneer het de benoeming betreft van een persoon die voor het eerst voor een functie als bedoeld in het eerste lid wordt voorgedragen bij een IBP, raadpleegt de FSMA eerst de Nationale Bank van België.

De Nationale Bank van België deelt haar advies mee aan de FSMA binnen een termijn van een week na ontvangst van het verzoek om advies.

§ 3. De IBP en de leden van haar operationele organen brengen de FSMA onverwijd op de hoogte van elk feit of element dat een wijziging van de bij de benoeming verstrekte informatie inhoudt, en dat een significante invloed kan hebben op de voor de uitoefening van de betrokken functie vereiste betrouwbaarheid en deskundigheid.

De FSMA wordt onverwijd ook op de hoogte gebracht van de afzetting of het ontslag van de voorname personen.

De FSMA kan, wanneer zij in het kader van de uitvoering van haar toezichtsopdracht op de hoogte is van een dergelijk feit of element, dat al dan niet met toepassing van het eerste lid is verkregen, de naleving van de in paragraaf 1 bedoelde vereisten opnieuw beoordelen."

Art. 64. Onder Titel II, Hoofdstuk V, afdeling II van dezelfde wet, wordt na artikel 77 een onderafdeling III met als opschrift "Onderafdeling III. Beloningsbeleid" ingevoegd.

Art. 65. In Onderafdeling III, ingevoegd bij artikel 64 wordt een artikel 77/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 77/1, § 1. De IBP stelt voor alle leden van haar operationele organen, de personen die haar sleutelfuncties vervullen en andere personeelscategorieën waarvan de beroepsverwaardigheden wezenlijke gevolgen hebben voor het risicoprofiel van de IBP, een deugdelijk beloningsbeleid vast en past het toe.

Het beloningsbeleid staat in verhouding tot zowel de omvang en de interne organisatie van de IBP, als de omvang, de aard, de schaal en de complexiteit van haar werkzaamheden.

§ 2. De IBP maakt periodiek relevante informatie over het beloningsbeleid openbaar, tenzij anders is bepaald in verordening (EU) 2016/679.

§ 3. Bij de vaststelling en toepassing van het in paragraaf 1 bedoelde beloningsbeleid neemt de IBP de volgende beginselen in acht:

1° het beloningsbeleid wordt vastgesteld, toegepast en gehandhaafd in overeenstemming met de werkzaamheden, het risicoprofiel, de doelstellingen, het langetermijnbelang, de financiële stabiliteit en de prestaties van de IBP als geheel, en het werkt een deugdelijk, prudent en doeltreffend bestuur van IBP in de hand;

2° het beloningsbeleid is in overeenstemming met de langetermijnbelangen van de aangeslotenen aan en de pensioengerechtigden van de door de IBP uitgevoerde pensioenregelingen;

3° het beloningsbeleid omvat maatregelen die erop gericht zijn belangengenconflicten te vermijden;

4° het beloningsbeleid strookt met een deugdelijk en doeltreffend risicobeheer en moedigt niet aan tot het nemen van risico's die niet te verenigen zijn met het risicoprofiel en de statuten van de IBP;

5° la politique de rémunération s'applique à l'IRP et aux prestataires de services visés à l'article 78, à moins que ces prestataires de services ne relèvent d'une des directives suivantes:

— la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières;

— la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice;

— la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les Règlements (CE) n°1060/2009 et (UE) n°1095/2010;

— la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, modifiant la directive 2002/87/CE et abrogeant les directives 2006/48/CE et 2006/49/CE;

— la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE;

6° l'exécution de la politique de rémunération et sa surveillance sont soumises à une gouvernance claire, transparente et effective.”.

Art. 66. Dans le Titre II, Chapitre V, Section II, de la même loi, il est inséré une sous-section IV après l'article 77/1 inséré par l'article 65, intitulée “Sous-section IV Fonctions clés”.

Art. 67. Dans la Sous-section IV insérée par l'article 66, il est inséré un article 77/2 rédigé comme suit:

“Art. 77/2. § 1^{er}. L'IRP dispose, en permanence, des fonctions clés suivantes:

- 1° une fonction de gestion des risques;
- 2° une fonction actuarielle, dans les cas visés à l'article 77/4, § 1^{er};
- 3° une fonction de compliance;
- 4° une fonction d'audit interne.

§ 2. L'IRP désigne pour chaque fonction clé au moins une personne indépendante, interne ou externe à l'IRP, qui est responsable de cette fonction. La personne en question peut se faire assister par d'autres personnes.

Lorsqu'une personne morale est désignée comme responsable d'une fonction clé, celle-ci est tenue de désigner parmi ses associés, gérants, administrateurs, membres du comité de direction ou travailleurs un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale. Ce représentant est soumis aux mêmes conditions et encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il avait exercé cette mission en nom et pour compte propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Celle-ci ne peut révoquer son représentant qu'en désignant simultanément son successeur. Les dispositions de l'article 77 sont applicables à ce représentant.

Si plusieurs personnes sont désignées comme responsables d'une même fonction clé, elles forment un collège.

L'IRP peut autoriser une même personne à être responsable de plusieurs fonctions clés, à l'exception de la fonction d'audit interne, qui doit être indépendante des autres fonctions clés.

Le responsable d'une fonction clé et les personnes qui l'assistent, sont différents des personnes exerçant une fonction clé similaire dans l'entreprise d'affiliation. Compte tenu de la taille, de la nature, de l'ampleur et de la complexité de ses activités, l'IRP peut toutefois exercer des fonctions clés par l'intermédiaire des mêmes personnes que dans l'entreprise d'affiliation, à condition que l'IRP explique comment elle entend prévenir ou gérer tout conflit d'intérêts potentiel avec l'entreprise d'affiliation.

L'IRP permet aux responsables d'une fonction clé et aux personnes qui les assistent, d'exercer leurs missions de manière objective, équitable et indépendante.

§ 3. Les personnes responsables d'une fonction clé font rapport directement au conseil d'administration, au moins une fois par an, sur l'exécution de leur mission et sur toute conclusion et recommandation importante dans le domaine relevant de leur responsabilité.

5° het beloningsbeleid is van toepassing op de IBP en op de in artikel 78 bedoelde dienstverleners, tenzij die dienstverleners onder één van de volgende richtlijnen vallen:

— de richtlijn 2009/65/EG van het Europees parlement en de Raad van 13 juli 2009 tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende bepaalde instellingen voor collectieve belegging in effecten;

— de richtlijn 2009/138/EG van het Europees parlement en de Raad van 25 november 2009 betreffende de toegang tot en uitoefening van het verzekers- en het herverzekeringsbedrijf;

— de richtlijn 2011/61/EU van het Europees parlement en de Raad van 8 juni 2011 inzake beheerders van alternatieve beleggingsinstellingen en tot wijziging van de richtlijnen 2003/41/EG en 2009/65/EG en van de Verordeningen (EG) nr. 1060/2009 en (EU) nr. 1095/2010;

— de richtlijn 2013/36/EU van het Europees parlement en de Raad van 26 juni 2013 betreffende toegang tot het bedrijf van kredietinstellingen en het prudentieel toezicht op kredietinstellingen en beleggingsondernemingen, tot wijziging van richtlijn 2002/87/EG en tot intrekking van de richtlijnen 2006/48/EG en 2006/49/EG;

— de richtlijn 2014/65/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 betreffende markten voor financiële instrumenten en tot wijziging van richtlijn 2002/92/EG en richtlijn 2011/61/EU;

6° er is sprake van een duidelijke, transparante en doeltreffende governance ten aanzien van de uitvoering van het beloningsbeleid en het toezicht daarop.”.

Art. 66. Onder Titel II, Hoofdstuk V, Afdeling II van dezelfde wet, wordt na artikel 77/1, ingevoegd bij artikel 65 een onderafdeling IV met als opschrift “Onderafdeling IV. Sleutelfuncties” ingevoegd.

Art. 67. In Onderafdeling IV, ingevoegd bij artikel 66, wordt een artikel 77/2 ingevoegd, luidende:

“Art. 77/2, § 1. De IBP beschikt permanent over de volgende sleutelfuncties:

- 1° een risicobeheerfunctie;
- 2° een actuariële functie in de in artikel 77/4, § 1, bedoelde gevallen;
- 3° een compliancefunctie;
- 4° een interneauditfunctie.

§ 2. De IBP wijst voor elke sleutelfunctie ten minste één onafhankelijke persoon van binnen of buiten de IBP aan die voor de functie verantwoordelijk is. Hij mag zich laten bijstaan door andere personen.

Ingeval een rechtspersoon wordt aangewezen als verantwoordelijke voor een sleutelfunctie, duidt deze onder zijn vennooten, zaakvoerders, bestuurders, leden van het directiecomité of werknemers een vaste vertegenwoordiger aan die belast wordt met de uitvoering van die opdracht in naam en voor rekening van de rechtspersoon. Deze vertegenwoordiger moet aan dezelfde voorwaarden voldoen en is burgerrechtelijk aansprakelijk en strafrechtelijk verantwoordelijk alsof hij zelf de betrokken opdracht in eigen naam en voor eigen rekening zou volbracht hebben, onvermindert de hoofdelijke aansprakelijkheid van de rechtspersoon die hij vertegenwoordigt. Deze laatste mag zijn vertegenwoordiger niet ontslaan zonder tegelijk een opvolger te benoemen. De bepalingen van artikel 77 zijn van toepassing op deze vertegenwoordiger.

In het geval er meerdere personen worden aangesteld als verantwoordelijke voor een sleutelfunctie vormen ze een college.

De IBP mag toestaan dat één persoon verantwoordelijk is voor meer dan één sleutelfunctie, met uitzondering van de interneauditfunctie, die onafhankelijk moet zijn van de overige sleutelfuncties.

De verantwoordelijke voor een sleutelfunctie en de personen die hem bijstaan, verschillen van de personen die in de bijdragende onderneming een soortgelijke sleutelfunctie vervullen. Rekening houdend met de omvang, de aard, de schaal en de complexiteit van haar activiteiten kan de IBP evenwel soortgelijke sleutelfuncties door dezelfde personen laten uitoefenen als in de bijdragende onderneming, mits de IBP uitlegt hoe zij eventuele belangenconflicten met de bijdragende onderneming voorkomt of beheert.

De IBP stelt de verantwoordelijken voor een sleutelfunctie en de personen die hen bijstaan in staat hun taken daadwerkelijk op een objectieve, eerlijke en onafhankelijke manier te vervullen.

§ 3. De personen die verantwoordelijk zijn voor een sleutelfunctie rapporteren minstens eenmaal per jaar rechtstreeks aan de raad van bestuur over de uitvoering van hun taak en over eventuele materiële bevindingen en aanbevelingen op het gebied dat onder hun verantwoordelijkheid valt.

Le conseil d'administration de l'IRP détermine quelles mesures doivent être prises pour renoncer les recommandations visées à l'alinéa 1^{er}.

Outre la communication visée à l'alinéa 1^{er}, les personnes responsables d'une fonction clé avertissent d'initiative le conseil d'administration lorsqu'elles constatent des développements spécifiques de risques qui ont ou peuvent avoir des répercussions négatives sur l'IRP ou lorsqu'elles constatent des infractions significatives à la réglementation.

§ 4. Sans préjudice du droit de ne pas s'incriminer soi-même, les personnes responsables d'une fonction clé informer la FSMA si le conseil d'administration de l'IRP ne prend pas en temps utile les mesures correctives appropriées dans les cas suivants:

1° lorsqu'elles ont constaté que l'IRP risque fortement de ne pas respecter une obligation légale importante et qu'elles ont fait part de leur constat au conseil d'administration de l'IRP et lorsque ce risque pourrait avoir des incidences significatives sur les intérêts des affiliés et des bénéficiaires; ou

2° lorsqu'elles ont constaté une infraction matérielle significative à la législation, à la réglementation ou aux dispositions administratives applicables à l'IRP et à ses activités et qu'elles ont fait part de leur constat au conseil d'administration de l'IRP.”.

Art. 68. Dans la sous-section IV insérée par l'article 66, il est inséré un article 77/3 rédigé comme suit:

“Art. 77/3. L'IRP dispose d'une fonction de gestion des risques efficace, qui est proportionnée à sa taille et à son organisation interne, ainsi qu'à la taille, à la nature, à l'ampleur et à la complexité de ses activités.

Cette fonction est structurée de façon à faciliter le fonctionnement du système de gestion des risques de l'IRP, visé à l'article 76/1, § 2.

Plus particulièrement, la personne responsable de la fonction de gestion des risques participe activement à l'élaboration de la stratégie de risque et de la mise en place du système de gestion des risques de l'IRP, ainsi qu'à toutes les décisions de gestion ayant une incidence significative en matière de risque. Elle veille en outre à ce que le système de gestion des risques couvre tous les risques auxquels l'IRP pourrait être exposée et surveille la bonne application du système de gestion des risques.”.

Art. 69. Dans la sous-section IV, insérée par l'article 66, il est inséré un article 77/4 rédigé comme suit:

“Art. 77/4. § 1^{er}. Chaque IRP qui gère un régime de retraite couvrant les risques biométriques ou prévoyant soit le rendement des placements soit un niveau donné de prestations, dispose d'une fonction actuarielle efficace.

§ 2. La fonction actuarielle comprend les tâches suivantes:

1° coordonner et superviser le calcul des provisions techniques;

2° évaluer le caractère adéquat des méthodologies, des modèles sous-jacents et des hypothèses utilisés dans le calcul des provisions techniques;

3° apprécier le caractère pertinent et la qualité des données utilisées dans le calcul des provisions techniques;

4° comparer les hypothèses sous-tendant le calcul des provisions techniques aux observations empiriques;

5° informer le conseil d'administration de l'IRP de la fiabilité et du caractère adéquat du calcul des provisions techniques;

6° émettre un avis sur la politique globale de souscription, si l'IRP dispose d'une telle politique;

7° émettre un avis sur le caractère adéquat des dispositions en matière d'assurance, si l'IRP a pris de telles dispositions;

8° contribuer à la mise en œuvre effective du système de gestion des risques.”.

Art. 70. Dans la sous-section IV insérée par l'article 66, il est inséré un article 77/5 rédigé comme suit:

“Art. 77/5. § 1^{er}. L'IRP dispose d'une fonction de compliance efficace, qui est proportionnée à sa taille et à son organisation interne, ainsi qu'à la taille, à la nature, à l'ampleur et à la complexité de ses activités.

De raad van bestuur van de IBP besluit welke maatregelen moeten worden getroffen om tegemoet te komen aan de aanbevelingen bedoeld in het eerste lid.

Naast de rapportering bedoeld in het eerste lid waarschuwen de personen die verantwoordelijk zijn voor een sleutelfunctie uit eigen beweging de raad van bestuur wanneer ze specifieke risicoontwikkelingen vaststellen die een negatieve invloed op de IBP hebben of zouden kunnen hebben of indien ze significante inbreuken op de regelgeving vaststellen.

§ 4. Onverminderd het recht om niet tegen zichzelf te getuigen, stellen de personen die verantwoordelijk zijn voor een sleutelfunctie de FSMA in de volgende gevallen in kennis als de raad van bestuur van de IBP niet tijdig passende corrigerende maatregelen treft:

1° wanneer ze een substantieel risico hebben ontdekt dat de IBP niet aan een wettelijk vereiste van significante betekenis zal voldoen en dit aan de raad van bestuur van de IBP hebben gerapporteerd, en wanneer dit risico ernstige gevolgen voor de belangen van de aangeslotenen en de pensioengerechtigden zou kunnen hebben; of

2° wanneer ze een materiële en significante inbreuk op de voor de IBP en haar activiteiten geldende wetgeving, reglementaire of bestuursrechtelijke bepalingen hebben geconstateerd en dit aan de raad van bestuur van de IBP hebben gerapporteerd.”.

Art. 68. In Onderafdeling IV, ingevoegd bij artikel 66, wordt een artikel 77/3 ingevoegd, luidende:

“Art. 77/3. De IBP beschikt over een doeltreffende risicobeheerfunctie die in verhouding staat tot haar omvang en interne organisatie, alsook tot de omvang, de aard, de schaal en de complexiteit van haar werkzaamheden.

Die functie wordt zodanig opgezet dat zij bevorderlijk is voor het functioneren van het risicobeheersysteem van de IBP, bedoeld in artikel 76/1, § 2.

Meer in het bijzonder is de persoon die verantwoordelijk is voor de risicobeheerfunctie actief betrokken bij het uitstippelen van de risicostategie en het opzetten van het risicobeheersysteem van de IBP en bij alle beleidsbeslissingen die een significante invloed hebben op de risico's. Verder waakt hij erover dat het risicobeheersysteem alle risico's waarmee de IBP in aanraking komt omvat en ziet hij toe op de goede toepassing van het risicobeheersysteem.”.

Art. 69. In Onderafdeling IV, ingevoegd bij artikel 66, wordt een artikel 77/4 ingevoegd, luidende:

“Art. 77/4, § 1. Elke IBP, die een pensioenregeling beheert die dekking biedt tegen biometrische risico's of in een beleggingsrendement of een bepaald uitkeringsniveau voorziet, beschikt over een doeltreffende actuariële functie.

§ 2. De actuariële functie wordt belast met de volgende taken:

1° het coördineren en toezien op de berekening van de technische voorzieningen;

2° het beoordelen of de bij de berekening van de technische voorzieningen gehanteerde methodieken, onderliggende modellen en hypotheses passend zijn;

3° het beoordelen of er pertinente gegevens worden gebruikt bij de berekening van technische voorzieningen en het beoordelen van de kwaliteit van die gegevens;

4° het toetsen van de bij de berekening van technische voorzieningen gehanteerde hypotheses aan de praktijk;

5° het verstrekken van informatie over de betrouwbaarheid en adequaatheid van de berekening van technische voorzieningen aan de raad van bestuur van de IBP;

6° het adviseren over de algehele onderschrijvingsgedragslijn ingeval de IBP een dergelijke gedragslijn heeft;

7° het adviseren over de adequaatheid van de verzekeringsregelingen ingeval de IBP dergelijke verzekeringssregelingen heeft;

8° het ertoe bijdragen dat het risicobeheersysteem doeltreffend wordt toegepast.”.

Art. 70. In Onderafdeling IV, ingevoegd bij artikel 66, wordt een artikel 77/5 ingevoegd, luidende:

“Art. 77/5, § 1. De IBP beschikt over een doeltreffende compliancefunctie die in verhouding staat tot haar omvang en interne organisatie, alsook tot de omvang, de aard, de schaal en de complexiteit van haar werkzaamheden.

§ 2. La fonction de compliance est destinée à assurer le respect, par l'IRP, les membres de ses organes opérationnels, ses travailleurs et ses prestataires de services, des dispositions légales et réglementaires, en particulier des règles d'intégrité, qui s'appliquent aux activités de l'IRP, aux régimes de retraite qu'elle gère et aux politiques internes qu'elle a mises en place.

La fonction de compliance comprend également l'évaluation de l'impact possible de tout changement de l'environnement juridique sur les activités de l'IRP, ainsi que l'identification et l'évaluation du risque de non-conformité.”.

Art. 71. Dans la sous-section IV insérée par l'article 66, il est inséré un article 77/6 rédigé comme suit:

“Art. 77/6. L'IRP dispose d'une fonction d'audit interne efficace, qui est proportionnée à sa taille et à son organisation interne, ainsi qu'à la taille, à la nature, à l'ampleur et à la complexité de ses activités.

La fonction d'audit interne comporte notamment une évaluation de l'adéquation et de l'efficacité du système de contrôle interne et des autres éléments du système de gouvernance, y compris, le cas échéant, des activités sous-traitées, et veille à l'interaction entre les différentes fonctions clés en vue d'assurer une couverture complète des risques auxquels l'IRP est exposée.”.

Art. 72. Dans la sous-section IV insérée par l'article 66, il est inséré un article 77/7 rédigé comme suit:

“Art. 77/7. Le conseil d'administration contrôle au moins une fois par an si l'IRP satisfait aux exigences prévues par les articles 77/2 à 77/6 et évalue en particulier le bon fonctionnement des fonctions clés visées à l'article 77/2.”.

Art. 73. Dans le Titre II, Chapitre V, Section II, de la même loi, l'intitulé “Sous-section V. Sous-traitance” est inséré après l'article 77/7, inséré par l'article 72.

Art. 74. A l'article 78 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° le texte actuel de l'alinéa 1^{er} à l'alinéa 3 devient le paragraphe 1^{er};

2° au nouveau paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots “en totalité ou en partie,” sont insérés entre les mots “à un tiers,” et les mots “par contrat de mandat” et les mots “d'une ou plusieurs de ses activités” sont remplacés par les mots “d'une fonction, activité ou tâche opérationnelle”;

3° au nouveau paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots “et veille au bon fonctionnement des fonctions, activités ou tâches opérationnelles externalisées” sont insérés après “expérience professionnelle voulues”;

4° dans le texte néerlandais du nouveau paragraphe 1^{er}, alinéa 3, le mot “zijn” est remplacé par le mot “haar”;

5° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit:

“§ 2. La sous-traitance, soit directe, soit en cascade, de fonctions, activités ou tâches opérationnelles ne peut avoir pour effet de:

1° compromettre la qualité du système de gouvernance de l'IRP concernée;

2° accroître indûment le risque opérationnel;

3° compromettre la capacité de la FSMA d'exercer ses tâches de contrôle;

4° nuire à la prestation continue d'un service satisfaisant à l'égard des affiliés et des bénéficiaires.

§ 3. L'IRP qui sous-traite une fonction, activité ou tâche opérationnelle visée par la présente loi, conclut une convention écrite avec le prestataire de services.

Cette convention définit clairement les droits et obligations de l'IRP et du prestataire de services.

§ 4. L'IRP informe la FSMA en temps utile de toute sous-traitance d'une fonction, activité ou tâche opérationnelle visée à la présente loi. Lorsqu'il s'agit de sous-traiter des fonctions clés ou la gestion de l'IRP, l'IRP informe la FSMA avant que la convention relative à cette sous-traitance entre en vigueur.

La même obligation d'information vaut également pour toute évolution ultérieure importante concernant les activités, fonctions ou tâches opérationnelles sous-traitées.”.

Art. 75. Dans le Titre II, Chapitre V, section II de la même loi, l'intitulé “Sous-section VI. Aspects organisationnels divers” est inséré après l'article 78, modifié par l'article 74.

§ 2. De compliancefunctie moet ervoor waken dat de IBP, de leden van haar operationele organen, haar werknemers en haar dienstverleners de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op haar activiteiten en op de pensioenregelingen die de IBP beheert en de interne beleidslijnen van de IBP, inzonderheid de regels inzake integriteit, naleven.

De compliancefunctie beoordeelt ook de mogelijke gevolgen van wijzigingen in het rechtskader voor de activiteiten van de IBP en identificeert en beoordeelt compliancerisico's.”.

Art. 71. In Onderafdeling IV, ingevoegd bij artikel 66, wordt een artikel 77/6 ingevoegd, luidende:

“Art. 77/6. De IBP beschikt over een doeltreffende interne auditfunctie die in verhouding staat tot haar omvang en interne organisatie, alsook tot de omvang, de aard, de schaal en de complexiteit van haar werkzaamheden.

De interne auditfunctie evolueert onder meer of het interne controlesysteem en andere onderdelen van het vastgelegde governancesysteem, in voorkomend geval met inbegrip van de uitbestede werkzaamheden, adequaat en doeltreffend zijn en waakt over de wisselwerking tussen de verschillende sleutelfuncties met het oog op het volledig afdekken van de risico's waaraan de IBP blootstaat.”.

Art. 72. In Onderafdeling IV, ingevoegd bij artikel 66, wordt een artikel 77/7 ingevoegd, luidende:

“Art. 77/7. De raad van bestuur controleert minstens jaarlijks of de IBP beantwoordt aan de vereisten van de artikelen 77/2 tot 77/6 en beoordeelt in het bijzonder de goede werking van de in artikel 77/2 bedoelde sleutelfuncties.”.

Art. 73. In Titel II, Hoofdstuk V, Afdeling II, van dezelfde wet, wordt na artikel 77/7, ingevoegd bij artikel 72, het opschrift “Onderafdeling V. Uitbesteding” ingevoegd.

Art. 74. In artikel 78 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bestaande tekst van het eerste tot het derde lid wordt paragraaf 1 van dit artikel;

2° in het nieuwe § 1, eerste lid, worden de woorden “van één of meer van haar werkzaamheden” vervangen door de woorden “van een functie, activiteit of operationele taak” en worden de woorden “geheel of gedeeltelijk” ingevoegd tussen de woorden “aannemingsovereenkomst” en “aan een derde”;

3° het nieuwe § 1, tweede lid, wordt aangevuld met de woorden “en dat de uitbestede functies, activiteiten of operationele taken naar behoren worden uitgevoerd”;

4° in het nieuwe § 1, derde lid, wordt het woord “zijn” vervangen door “haar”;

5° het vierde lid wordt vervangen als volgt:

“§ 2. Uitbesteding, hetzij rechtstreeks hetzij door middel van onderuitbesteding, van functies, activiteiten of operationele taken mag er niet toe leiden dat:

1° er afbreuk wordt gedaan aan de kwaliteit van het governancesysteem van de betrokken IBP;

2° het operationele risico onnodig toeneemt;

3° er afbreuk wordt gedaan aan het vermogen van de FSMA om hun controletaken uit te oefenen;

4° de continuïteit en de toereikendheid van de dienstverlening aan aangeslotenen en pensioengerechtigden worden ondermijnd.

§ 3. De IBP die een functie, activiteit of operationele taak uitbestedt, sluit een schriftelijke overeenkomst met de dienstverlener.

Een dergelijke overeenkomst bevat een duidelijke omschrijving van de rechten en plichten van de IBP en de dienstverlener.

§ 4. De IBP stelt de FSMA tijdig in kennis van de uitbesteding van een functie, activiteit of operationele taak die onder deze wet valt. Indien dergelijke uitbesteding betrekking heeft op sleutelfuncties of op het beheer van de IBP, stelt de IBP de FSMA daarvan in kennis voordat de overeenkomst betreffende die uitbesteding in werking treedt.

Een zelfde kennisgevingsplicht geldt ook voor latere belangrijke ontwikkelingen met betrekking tot de uitbestede functies, activiteiten of operationele taken.”.

Art. 75. In Titel II, Hoofdstuk V, afdeling II, van dezelfde wet, wordt na artikel 78, gewijzigd bij artikel 74, het opschrift “Onderafdeling VI. Diverse organisatorische aspecten” ingevoegd.

Art. 76. A l'article 80 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, il est inséré un 2/1^o rédigé comme suit:

"2/1^o les activités visées à l'article 55, alinéa 1^{er}, 3^o";

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le mot "et" est abrogé et les mots "ou par groupe d'entreprises" sont insérés entre les mots "entreprise d'affiliation" et les mots "si certaines";

3° au paragraphe 2, 1^o, les mots "notamment dans les cas où la législation de l'État membre d'accueil impose des règles de placement différentes de celles applicables aux autres activités de l'institution" sont abrogés;

4° l'article est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit:

"§ 4. Les passifs et les actifs correspondants ne peuvent faire l'objet d'un transfert entre des patrimoines distincts qui appartiennent à des catégories différentes au sens du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o, et 2/1^o".

Art. 77. A l'article 85 de la même loi, les mots "Une institution de retraite professionnelle" sont remplacés par les mots "Sans préjudice de l'article 91, § 1^{er}, 6^o, une institution de retraite professionnelle" et les mots "aux personnes responsables d'une fonction clé ou, s'il s'agit d'une personne morale, aux personnes qui les représentent" sont insérés entre les mots "ses organes" et les mots "et de son personnel".

Art. 78. A l'article 86 de la même loi, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit:

"L'IRP revoit le plan de financement au moins tous les trois ans et immédiatement après tout changement significatif du financement, du mode de calcul des provisions techniques ou de leur justification."

Art. 79. A l'article 88 de la même loi, les alinéas 1^{er} à 3 sont remplacés par ce qui suit:

"L'IRP qui contracte des obligations de moyen constitue une marge de solvabilité suffisante pour:

1° les activités relatives aux risques décès, invalidité et incapacité de travail visées à l'article 55, alinéa 1^{er}, 1^o et 3^o;

2° l'ensemble des activités visées à l'article 55, alinéa 1^{er}, 2^o.

La marge de solvabilité est constituée séparément pour:

1° les activités visées à l'article 55, alinéa 1^{er}, 1^o;

2° les activités visées à l'article 55, alinéa 1^{er}, 2^o;

3° les activités visées à l'article 55, alinéa 1^{er}, 3^o."

Art. 80. Dans l'intitulé de la Section VI du Titre II, Chapitre V, de la même loi, les mots "Valeurs représentatives" sont remplacés par le mot "Actifs".

Art. 81. L'article 90 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

"Art. 90. L'IRP détient à tout moment, par patrimoine distinct, des actifs suffisants et appropriés en vue de couvrir:

1° la marge de solvabilité visée aux articles 87 et 88;

2° les provisions techniques visées à l'article 89;

3° les autres passifs de l'IRP."

Art. 82. A l'article 91 de la même loi, modifié par la loi du 19 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans la première phrase du paragraphe 1^{er}, les mots "valeurs représentatives" sont remplacés par le mot "actifs";

2° au paragraphe 1^{er}, le 1^o est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"Les IRP peuvent prendre en compte l'incidence potentielle à long terme des décisions de placement sur les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance;"

3° au paragraphe 1^{er}, 3^o, les mots "tels que définis à l'article 4, alinéa 1^{er}, point 21, de la directive 2014/65/UE précitée" sont insérés après les mots "marchés réglementés";

4° au paragraphe 1^{er}, le 6^o est remplacé par ce qui suit:

"6° les placements dans, ainsi que les prêts accordés à et les créances sur l'entreprise d'affiliation ne doivent pas dépasser 5 % de l'ensemble du portefeuille et, lorsque l'entreprise d'affiliation appartient à un groupe, les placements dans, ainsi que les prêts accordés à et les

Art. 76. In artikel 80 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, eerste lid, wordt de bepaling onder 2/1^o ingevoegd, luidende:

"2/1^o de activiteiten bedoeld in artikel 55, eerste lid, 3^o;

2° in § 1, tweede lid, wordt het woord "en" opgeheven en worden de woorden "of per groep van ondernemingen" ingevoegd tussen de woorden "bijdragende onderneming" en "indien bepaalde";

3° in § 2, 1^o, worden de woorden ", in het bijzonder wanneer de wetgeving van de lidstaat van ontvangst beleggingsregels oplegt die verschillend zijn van deze die van toepassing zijn op de andere activiteiten van de instelling" opgeheven;

4° een paragraaf 4 wordt toegevoegd, luidende:

"§ 4. De passiva en de overeenkomstige activa mogen niet worden overgedragen tussen afzonderlijke vermogens die behoren tot een verschillende categorie als bedoeld in § 1, eerste lid, 1^o, 2^o en 2/1^o".

Art. 77. In artikel 85 van dezelfde wet worden de woorden "Een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening kan" vervangen door de woorden "Zonder afbreuk te doen aan artikel 91, § 1, 6^o, kan een IBP" en worden de woorden ", de personen die verantwoordelijk zijn voor een sleutelfunctie of, in geval van rechtspersonen, de personen die hen vertegenwoordigen," ingevoegd tussen de woorden "van haar organen" en "en haar personeel".

Art. 78. In artikel 86 van dezelfde wet wordt het derde lid vervangen als volgt:

"De IBP herziet het financieringsplan ten minste om de drie jaar en onverwijd na elke significante wijziging in de financiering, de berekeningswijze van de technische voorzieningen of de rechtvaardiging ervan."

Art. 79. In artikel 88 van dezelfde wet wordt het eerste tot het derde lid vervangen als volgt:

"De IBP die een middelverbintenis aangaat, stelt een voldoende solvabiliteitsmarge samen voor:

1° de activiteiten betreffende de risico's overlijden, invaliditeit en arbeidsongeschiktheid bedoeld in artikel 55, eerste lid, 1^o en 3^o;

2° voor het geheel van de activiteiten bedoeld in artikel 55, eerste lid, 2^o.

De solvabiliteitsmarge wordt afzonderlijk samengesteld voor:

1° de activiteiten bedoeld in artikel 55, eerste lid, 1^o;

2° de activiteiten bedoeld in artikel 55, eerste lid, 2^o;

3° de activiteiten bedoeld in artikel 55, eerste lid, 3^o."

Art. 80. In het opschrift van Afdeling VI van Titel II, Hoofdstuk V, van dezelfde wet, wordt het woord "Dekkingswaarden" vervangen door het woord "Activa".

Art. 81. Artikel 90 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

"Art. 90. De IBP houdt op elk ogenblik per afzonderlijk vermogen voldoende en passende activa aan ter dekking van:

1° de in artikel 87 en 88 bedoelde solvabiliteitsmarge;

2° de in artikel 89 bedoelde technische voorzieningen;

3° de overige passiva van de IBP."

Art. 82. In artikel 91 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de eerste zin van paragraaf 1 wordt het woord "dekkingswaarden" vervangen door "activa";

2° in paragraaf 1 wordt de bepaling onder 1^o aangevuld met een lid, luidende:

"IBP's kunnen rekening houden met het mogelijke langetermijnneffect van beleggingsbeslissingen op milieu-, sociale en governancefactoren;"

3° in § 1, 3^o, worden de woorden ", als gedefinieerd in artikel 4, eerste lid, punt 21, van vooroemd richtlijn 2014/65/EU," ingevoegd tussen de woorden "gereglementeerde markten" en "belegd";

4° in paragraaf 1 wordt de bepaling onder 6^o vervangen als volgt:

"6° beleggingen in alsook leningen toegestaan aan en vorderingen op de bijdragende onderneming worden beperkt tot ten hoogste 5 % van de portefeuille als geheel, en in geval de bijdragende onderneming tot een groep behoort, worden beleggingen in alsook leningen toegestaan

créances sur les entreprises d'affiliation ne doivent pas dépasser 10 % du portefeuille.

Les entreprises qui appartiennent à un groupe pour l'application de l'alinéa 1^{er}, sont les entreprises et/ou organismes qui sont liés au sens des critères visés à l'article 11, 1^o, du Code des sociétés.

Quand l'IRP gère des régimes de retraite pour le compte de plusieurs entreprises d'affiliation, les placements dans, ainsi que les prêts accordés à et les créances sur ces entreprises, sont effectués avec prudence, compte tenu de la nécessité d'une diversification adéquate.

Le Roi peut désigner les créances sur l'entreprise d'affiliation auxquelles les dispositions des alinéas 1^{er} et 2 ne sont pas applicables.";

5° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots "actifs visés au paragraphe 1^{er} et, en particulier des" sont insérés entre les mots "la nature des" et les mots "valeurs représentatives".

Art. 83. L'article 92 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

"Art. 92. § 1^{er}. L'IRP dépose ses actifs susceptibles de dépôt, soit auprès de la Banque Nationale de Belgique, soit auprès d'une entreprise ou d'une institution qui est agréée, conformément à la directive 2013/36/UE précitée ou à la directive 2014/65/UE précitée, ou qui est agréée en tant que dépositaire aux fins de la directive 2009/65/CE précitée ou de la directive 2011/61/UE précitée, et dont l'agrément permet une activité de dépositaire.

Le dépositaire est désigné au moyen d'un contrat écrit conclu avec l'IRP. Ce contrat prévoit la transmission des informations nécessaires pour que le dépositaire puisse exercer ses missions, telles que décrites dans la présente loi et dans d'autres lois, réglementations et dispositions administratives applicables.

Dans l'exécution des tâches prévues au paragraphe 2, l'IRP et le dépositaire agissent d'une manière honnête, loyale, professionnelle et indépendante, dans l'intérêt des affiliés et des bénéficiaires du régime.

Un dépositaire ne peut exercer d'activités en ce qui concerne l'IRP qui seraient susceptibles d'engendrer des conflits d'intérêts entre l'IRP, les affiliés et les bénéficiaires du régime et le dépositaire lui-même, sauf si le dépositaire a séparé, sur le plan fonctionnel et hiérarchique, l'exécution de ses tâches de dépositaire et ses autres tâches qui pourraient s'avérer incompatibles et que les conflits d'intérêts potentiels sont identifiés, gérés, suivis et divulgués au conseil d'administration de l'IRP de manière appropriée.

§ 2. Le dépositaire conserve tous les instruments financiers qui peuvent être enregistrés sur un compte d'instruments financiers ouvert dans les livres du dépositaire, ainsi que tous les instruments financiers qui peuvent être livrés physiquement au dépositaire.

A ces fins, le dépositaire veille à ce que les instruments financiers qui peuvent être enregistrés sur un compte d'instruments financiers ouvert dans les livres du dépositaire soient inscrits dans les livres du dépositaire sur des comptes ségrégés, conformément aux règles établies dans la directive 2014/65/UE précitée, ouverts au nom de l'IRP, afin qu'ils puissent à tout moment être clairement identifiés comme appartenant à l'IRP ou aux affiliés et bénéficiaires du régime de retraite.

§ 3. Le dépositaire est responsable envers l'IRP ainsi que les affiliés et les bénéficiaires de tout préjudice subi par eux et résultant de l'inexécution injustifiable ou de la mauvaise exécution de ses obligations, même dans le cas où il a confié à un tiers tout ou partie des actifs dont il a la garde.".

Art. 84. A l'article 93 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "des valeurs représentatives de" sont remplacés par les mots "des actifs visés à l'article 90 et dont les valeurs représentatives sont identifiées séparément pour";

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit:

"Lorsque les actifs repris à l'inventaire permanent sont indisponibles pour la couverture des engagements en raison du fait qu'ils sont grevés d'un droit réel, il en est fait état dans l'inventaire permanent et il n'est pas tenu compte du montant des valeurs représentatives non disponible dans le calcul du total visé à l'alinéa 2.".

aan en vorderingen op de ondernemingen die tot dezelfde groep van de bijdragende onderneming behoren, beperkt tot ten hoogste 10 % van de portefeuille.

Voor de toepassing van het eerste lid zijn de ondernemingen die tot dezelfde groep behoren, ondernemingen en/of instellingen die onderling verbonden zijn in de zin van de criteria opgesomd in artikel 11, 1^o, van het Wetboek van vennootschappen.

Wanneer de IBP pensioenregelingen voor meerdere bijdragende ondernemingen beheert, geschieden beleggingen in alsook leningen toegestaan aan en vorderingen op deze ondernemingen op prudente wijze, waarbij rekening wordt gehouden met de noodzaak van een behoorlijke diversificatie.

De Koning kan de vorderingen op de bijdragende onderneming aanduiden waarop de bepalingen van het eerste en tweede lid niet van toepassing zijn.";

5° in § 2, eerste lid, worden de woorden "in paragraaf 1 bedoelde activa, en in het bijzonder van de" ingevoegd tussen de woorden "de aard van de" en het woord "dekkingswaarden".

Art. 83. Artikel 92 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

"Art. 92. § 1 De IBP geeft haar voor bewaargeving vatbare activa in bewaring, hetzij bij de Nationale Bank van België, hetzij bij een onderneming of instelling waaraan vergunning is verleend overeenkomstig voornoemde richtlijn 2013/36/EU of voornoemde richtlijn 2014/65/EU of die voor de toepassing van voornoemde richtlijn 2009/65/EG of voornoemde richtlijn 2011/61/EU als bewaarder zijn aanvaard en wiens vergunning een activiteit van bewaargeving toelaat.

De aanstelling van de bewaarder wordt vastgelegd in een schriftelijke overeenkomst tussen de IBP en de bewaarder. De overeenkomst regelt het doorgeven van de informatie die noodzakelijk wordt geacht om de bewaarder in staat te stellen zijn taken uit te voeren overeenkomstig deze wet en andere relevante wetten, reglementaire en bestuursrechtelijke bepalingen.

Bij de uitvoering van de in paragraaf 2 bedoelde taken handelen de IBP en de bewaarder betrouwbaar, eerlijk, professioneel, onafhankelijk en in het belang van de aangeslotenen en de pensioengerechtigden van de pensioenregeling.

Een bewaarder mag geen werkzaamheden met betrekking tot de IBP uitvoeren die tot belangenconflicten tussen de IBP, de aangeslotenen en de pensioengerechtigden van de pensioenregeling en hemzelf kunnen leiden, tenzij de bewaarder het vervullen van zijn bewaarneminstaken functioneel en hiërarchisch heeft gescheiden van zijn andere mogelijkerwijs conflicterende taken, en de mogelijke belangenconflicten afdoende worden onderkend, beheerd, opgevolgd en meegedeeld aan de raad van bestuur van de IBP.

§ 2. De bewaarder houdt alle financiële instrumenten in bewaring die op een financiële-instrumentenrekening in de boeken van de bewaarder kunnen worden geregistreerd, alsook alle financiële instrumenten die fysiek aan hem kunnen worden geleverd.

Hiertoe zorgt de bewaarder ervoor dat de financiële instrumenten die op een financiële-instrumentenrekening in de boeken van de bewaarder kunnen worden geregistreerd, overeenkomstig de voorschriften van voornoemde richtlijn 2014/65/EU op aparte rekeningen in de boeken van de bewaarder worden geregistreerd; deze aparte rekeningen zijn geopend op naam van de IBP, zodat te allen tijde duidelijk kan worden vastgesteld dat zij aan de IBP of aan de aangeslotenen aan en pensioengerechtigden van de pensioenregeling toebehoren.

§ 3. Een bewaarder is jegens de IBP en de aangeslotenen en pensioengerechtigden aansprakelijk voor alle door hen geleden schade ten gevolge van ongerechtvaardigde niet-nakoming of gebrekkeijke nakoming van zijn verplichtingen, zelfs in het geval hij de activa die hij in bewaring heeft genomen, geheel of ten dele aan derden heeft toevertrouwd."

Art. 84. In artikel 93 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "de dekkingswaarden van" vervangen door de woorden "de in artikel 90 bedoelde activa en waarin de dekkingswaarden afzonderlijk worden geïdentificeerd van";

2° het derde lid wordt vervangen als volgt:

"Wanneer de in de permanente inventaris opgenomen activa niet beschikbaar zijn voor de dekking van de verbintenissen omdat ze bezwaard zijn met een zakelijk recht, wordt daarvan melding gemaakt in de permanente inventaris en wordt het niet-beschikbare bedrag van de dekkingswaarden niet meegeteld bij de berekening van het in het tweede lid bedoelde totale bedrag."

Art. 85. A l'article 94, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots "des provisions techniques visées à l'article 90 et" sont abrogés.

Art. 86. Dans le Titre II de la même loi, l'intitulé du Chapitre VI est remplacé par ce qui suit:

"Section VII. Déclaration sur les principes de la politique de placement"

Art. 87. A l'article 95 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 2 est complété par les mots "ainsi que la manière dont la politique de placement prend en considération les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance.;";

2° l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 88. Dans le Titre II, Chapitre V, de la même loi, il est inséré une section VIII après l'article 95, modifié par l'article 87, intitulée "Section VIII. Evaluation interne des risques".

Art. 89. Dans la Section VIII, insérée par l'article 88, il est inséré un article 95/1 rédigé comme suit:

"Art. 95/1. § 1^{er}. L'IRP procède, d'une manière qui soit proportionnée à sa taille et à son organisation interne, ainsi qu'à la taille, à la nature, à l'ampleur et à la complexité de ses activités, à une évaluation interne des risques et documente dûment cette évaluation.

Cette évaluation des risques est effectuée au moins tous les trois ans ou immédiatement après tout changement significatif du profil de risque de l'IRP ou des régimes de retraite gérés par l'IRP. En cas de changement significatif du profil de risque d'un régime de retraite particulier, l'évaluation des risques peut se limiter à ce régime de retraite.

§ 2. L'évaluation des risques visée au paragraphe 1^{er} comporte, compte tenu de la taille et de l'organisation interne de l'IRP, ainsi que de la taille, de la nature, de l'ampleur et de la complexité de ses activités, les éléments suivants:

1° une description de la manière dont l'évaluation interne des risques est intégrée dans le processus de gestion et les procédures de prise de décision de l'IRP;

2° une évaluation de l'efficacité du système de gestion des risques;

3° une description de la manière dont l'IRP prévient les conflits d'intérêts avec l'entreprise d'affiliation, lorsqu'elle sous-traite des fonctions clés à cette entreprise d'affiliation conformément à l'article 78;

4° une évaluation des besoins globaux de financement de l'IRP, y compris une description du plan de redressement, le cas échéant;

5° une évaluation des risques pour les affiliés et les bénéficiaires en ce qui concerne le versement de leurs prestations de retraite et l'efficacité de toute mesure corrective, en tenant compte, le cas échéant:

a) des mécanismes d'indexation;

b) des mécanismes de réduction des prestations, y compris dans quelle mesure les prestations de retraite accumulées peuvent être réduites, selon quelles modalités et par qui;

6° une évaluation qualitative des mécanismes protégeant les prestations de retraite, notamment, le cas échéant, les garanties, les clauses ou tout autre type de soutien financier de l'entreprise d'affiliation, l'assurance ou la réassurance proposée par une entreprise relevant de la directive 2009/138/CE précitée ou la couverture par un régime de protection des retraites, en faveur de l'IRP ou des affiliés et des bénéficiaires;

7° une évaluation qualitative des risques opérationnels;

8° si les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance sont pris en compte lors des décisions de placement, une évaluation des risques nouveaux ou émergents, notamment des risques liés au changement climatique, à l'utilisation des ressources et à l'environnement, des risques sociaux, ainsi que des risques liés à la dépréciation des actifs due à l'évolution du cadre réglementaire.

§ 3. Aux fins du paragraphe 2, l'IRP met en place des méthodes permettant d'identifier et d'évaluer les risques auxquels elle est ou pourrait être exposée à court et à long terme et qui pourraient avoir une incidence sur la capacité de l'IRP de remplir ses obligations. Ces méthodes sont adaptées à la taille, à la nature, à l'ampleur et à la

Art. 85. In artikel 94, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden "van de in artikel 90 bedoelde technische voorzieningen en" opgeheven.

Art. 86. In titel II van dezelfde wet wordt het opschrift van Hoofdstuk VI vervangen als volgt:

"Afdeling VII. Verklaring inzake de beleggings beginselen"

Art. 87. In artikel 95 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt aangevuld met de woorden "alsook de wijze waarop in het beleggingsbeleid rekening wordt gehouden met milieu-, sociale en governancefactoren.;"

2° het vierde lid wordt opgeheven.

Art. 88. In Titel II, Hoofdstuk V van dezelfde wet, wordt na artikel 95, gewijzigd bij artikel 87, een afdeling VIII met het opschrift "Afdeling VIII. Eigen-risicobeoordeling ingevoegd.

Art. 89. In Afdeling VIII, ingevoegd bij artikel 88, wordt een artikel 95/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 95/1, § 1. De IBP voert op een wijze die in verhouding staat tot haar omvang en interne organisatie, alsook tot de omvang, de aard, de schaal en de complexiteit van haar werkzaamheden, een eigen risicobeoordeling uit en documenteert deze risicobeoordeling naar behoren.

Die risicobeoordeling wordt ten minste om de drie jaar of onmiddellijk na een significante wijziging in het risicotripiel van de IBP of van de door de IBP uitgevoerde pensioenregelingen verricht. Ingeval van een significante wijziging in het risicotripiel van een specifieke pensioenregeling mag de risicobeoordeling beperkt blijven tot die pensioenregeling.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde risicobeoordeling omvat, rekening houdend met de omvang en interne organisatie van de IBP, alsook met de omvang, de aard, de schaal en de complexiteit van de werkzaamheden van de IBP, het volgende:

1° een beschrijving van de wijze waarop de eigen risicobeoordeling in het managementproces en de besluitvormingsprocessen van de IBP is geïntegreerd;

2° een beoordeling van de doelmatigheid van het risicobeheersysteem;

3° indien de IBP overeenkomstig artikel 78 sleutelfuncties aan de bijdragende onderneming uitbesteedt, een beschrijving van de wijze waarop de IBP belangensconflicten met de bijdragende onderneming voorkomt;

4° een beoordeling van de totale financieringsbehoeften van de IBP, met, indien van toepassing, een beschrijving van het herstelplan;

5° een beoordeling van de risico's voor de aangeslotenen en pensioengerechtigden met betrekking tot de uitbetaling van hun pensioenuitkeringen en de effectiviteit van eventuele corrigerende maatregelen, in voorkomend geval rekening houdend met:

a) indexeringmechanismen;

b) mechanismen ter verlaging van de uitkering, waaronder de mate waarin de opgebouwde pensioenrechten kunnen worden verlaagd, onder welke voorwaarden en door wie;

6° een kwalitatieve beoordeling van de mechanismen ter bescherming van de pensioenuitkeringen, waaronder in voorkomend geval garanties, convenanten of een andere soort financiële steun van de bijdragende onderneming, verzekering of hervverzekering door een onderneming die onder vooroemde richtlijn 2009/138/EG valt of dekkings door een pensioenbeschermingsregeling ten behoeve van de IBP of de aangeslotenen en pensioengerechtigden;

7° een kwalitatieve beoordeling van de operationele risico's;

8° indien bij de beleggingsbeslissingen rekening wordt gehouden met milieu-, sociale en governancefactoren, een beoordeling van nieuwe of opkomende risico's, met inbegrip van risico's die met klimaatverandering, het gebruik van hulpbronnen en het milieu verband houden, sociale risico's en risico's in verband met de waardevermindering van activa als gevolg van veranderde regelgeving.

§ 3. Voor de toepassing van paragraaf 2 beschikt de IBP over methoden om de risico's te detecteren en te beoordelen waaraan zij op korte en op lange termijn is of kan worden blootgesteld en die gevolgen kunnen hebben voor de mogelijkheid van een IBP om aan haar verplichtingen te voldoen. Deze methoden staan in verhouding tot de

complexité des risques inhérents à ses activités. Elles sont décrites dans l'évaluation interne des risques.

§ 4. Il est tenu compte de l'évaluation interne des risques dans les décisions stratégiques de l'IRP.

§ 5. L'IRP informe la FSMA dans le mois de toute évaluation interne des risques opérée.

§ 6. Les responsables des fonctions clés informer et fournissent des recommandations à l'IRP, d'une manière indépendante et objective, chacun dans leur domaine, lors du développement et de la mise en œuvre de l'évaluation interne des risques.

Art. 90. Dans la même loi, les intitulés suivants sont insérés entre le nouvel article 95/1 inséré par l'article 89 et l'article 96:

"Chapitre VI. — Informations

Section I^{re}. Dispositions générales en matière de fourniture d'informations"

Art. 91. L'article 96 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

"Art. 96. Le présent chapitre ne porte pas préjudice aux dispositions du droit social et du droit du travail et aux exigences en matière d'information applicables aux régimes de retraite.".

Art. 92. Dans la même loi, il est inséré un article 96/1 rédigé comme suit:

"Art. 96/1. Les obligations d'information énoncées dans le présent chapitre peuvent également être remplies par l'entreprise d'affiliation ou par un tiers.".

Art. 93. Dans la même loi, il est inséré un article 96/2 rédigé comme suit:

"Art. 96/2. Les informations visées au présent chapitre sont:

1° mises à jour régulièrement;

2° rédigées de manière claire, dans un langage non ambigu, succinct et compréhensible, en évitant le jargon et l'emploi de termes techniques lorsque des mots du langage courant peuvent être utilisés à la place;

3° établies d'une manière non trompeuse, en veillant à ce que leur vocabulaire et leur contenu soient cohérents;

4° présentées d'une manière qui en rend la lecture aisée;

5° disponibles dans une langue officielle de l'État membre dont le droit social et le droit du travail en matière de régimes de retraite professionnelle s'appliquent au régime de retraite concerné; et

6° mises gratuitement à la disposition des affiliés potentiels, des affiliés et des bénéficiaires, par voie électronique, y compris via un support durable ou sur un site web, ou sur papier.

Concernant les informations visées à l'article 96/6, les affiliés peuvent demander à recevoir, en sus des informations sous format électronique, une copie papier qui leur sera fournie gratuitement".

Art. 94. Dans le titre II, chapitre VI de la même loi, il est inséré une section II après l'article 96/2, inséré par l'article 93, intitulée "Section II. Informations à fournir aux affiliés potentiels".

Art. 95. Dans la section II insérée par l'article 94, il est inséré un article 96/3 rédigé comme suit:

"Art. 96/3. § 1^{er}. L'IRP informe les affiliés potentiels des éléments suivants:

1° les options pertinentes dont ils disposent, y compris les options d'investissement;

2° les caractéristiques pertinentes du régime de retraite, y compris le type de prestations;

3° si et de quelle manière les facteurs environnementaux, climatiques, sociaux et de gouvernance d'entreprise sont pris en considération dans la stratégie d'investissement;

4° où il est possible de trouver des informations supplémentaires.

§ 2. Lorsque les affiliés supportent le risque d'investissement ou qu'ils peuvent prendre des décisions en matière de placements, l'IRP informe les affiliés potentiels des éléments suivants:

1° les performances passées des investissements liés au régime de retraite sur une période minimale de cinq ans ou sur toute la période de fonctionnement du régime si elle est inférieure à cinq ans;

omvang, de aard, de schaal en de complexiteit van de risico's die aan haar activiteiten verbonden zijn. De methoden worden beschreven in de eigen risicobeoordeling.

§ 4. De eigen risicobeoordeling wordt in aanmerking genomen bij de strategische beslissingen van de IBP.

§ 5. De IBP stelt de FSMA binnen de maand in kennis van elke uitgevoerde eigen-risicobeoordeling.

§ 6. De verantwoordelijken voor de sleutelfuncties informeren en maken aanbevelingen over aan de IBP op een onafhankelijke en objectieve wijze, elk voor hun domein, bij het ontwikkelen en uitvoeren van haar eigen risicobeoordeling.

Art. 90. In dezelfde wet, worden de volgende opschriften ingevoegd tussen het nieuwe artikel 95/1, ingevoegd bij artikel 89 en artikel 96:

"Hoofdstuk VI. Informatie

Afdeling I. Algemene bepalingen inzake informatieverstrekking"

Art. 91. Artikel 96 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

"Art. 96. Dit hoofdstuk doet geen afbreuk aan de bepalingen van de voor pensioenregelingen geldende sociale wetgeving en arbeidswetgeving en voorschriften inzake informatieverstrekking".

Art. 92. In dezelfde wet wordt een artikel 96/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 96/1. De in dit hoofdstuk opgenomen informatieverplichtingen kunnen eveneens worden vervuld door de bijdragende onderneming of een derde."

Art. 93. In dezelfde wet wordt een artikel 96/2 ingevoegd, luidende:

"Art. 96/2. De in dit hoofdstuk bedoelde informatie wordt:

1° regelmatig bijgewerkt;

2° op een duidelijke wijze geschreven in een heldere, bondige en begrijpelijke taal, waarbij jargon en technische termen worden vermeden indien in plaats daarvan alledaagse woorden kunnen worden gebruikt;

3° opgesteld op een wijze die niet misleidend is. Er wordt zorg gedragen voor de consistentie, zowel wat woordgebruik als wat inhoud betreft;

4° op zodanige wijze gepresenteerd dat zij gemakkelijk leesbaar is;

5° ter beschikking gesteld in een officiële taal van de lidstaat waarvan het voor bedrijfspensioenregelingen geldende sociale en arbeidsrecht van toepassing is op de betreffende pensioenregeling; en

6° kosteloos ter beschikking gesteld voor toekomstige aangeslotenen, aangeslotenen en de pensioengerechtigden, in elektronische vorm, onder meer op een duurzame drager of op een website, dan wel op papier.

Met betrekking tot de informatie bedoeld in artikel 96/6 mogen de aangeslotenen verzoeken om, naast de informatie in elektronische vorm, ook kosteloos een papieren versie te ontvangen."

Art. 94. In Titel II, Hoofdstuk VI van dezelfde wet, wordt na artikel 96/2, ingevoegd bij artikel 93, een afdeling II met het opschrift "Afdeling II. Informatie aan de toekomstige aangeslotenen" ingevoegd.

Art. 95. In Afdeling II, ingevoegd bij artikel 94, wordt een artikel 96/3 ingevoegd, luidende:

"Art. 96/3. § 1. De IBP informeert de toekomstige aangeslotenen over:

1° relevante opties waarover zij beschikken, met inbegrip van beleggingsopties;

2° de relevante kenmerken van de pensioenregeling, waaronder de soort uitkeringen;

3° of en hoe in het kader van de beleggingsbenadering rekening wordt gehouden met milieu-, klimaat-, sociale en corporate governancefactoren;

4° waar verdere informatie beschikbaar is.

§ 2. Indien de aangeslotenen een beleggingsrisico dragen of beleggingsbeslissingen kunnen nemen, informeert de IBP de toekomstige aangeslotenen over:

1° de resultaten die de beleggingen in verband met de pensioenregeling in het verleden hebben behaald over ten minste de afgelopen vijf jaar, of de hele periode gedurende dewelke de pensioenregeling is uitgevoerd indien die minder dan vijf jaar is;

2° la structure des coûts supportés par les affiliés et les bénéficiaires.

§ 3. Les affiliés potentiels qui sont affiliés d'office à un régime de retraite reçoivent les informations visées aux paragraphes 1^{er} et 2 immédiatement après leur affiliation.

Les affiliés potentiels qui ne sont pas affiliés d'office à un régime de retraite reçoivent les informations visées aux paragraphes 1^{er} et 2 avant leur affiliation à ce régime de retraite.”.

Art. 96. Dans le titre II, chapitre VI, de la même loi, il est inséré une section III après l'article 96/3, inséré par l'article 95, intitulée “Section III. Informations à fournir aux affiliés et aux bénéficiaires”.

Art. 97. Dans la section III insérée par l'article 96, il est inséré un article 96/4 rédigé comme suit:

“Art. 96/4. § 1^{er}. L'IRP fournit aux affiliés et aux bénéficiaires des informations suffisantes sur les conditions du régime de retraite auquel ils sont affiliés, notamment en ce qui concerne:

1° le nom de l'IRP qui gère le régime de retraite, l'État membre dans lequel l'IRP est enregistrée ou agréée et le nom de l'autorité compétente;

2° les droits et obligations des parties au régime de retraite;

3° les informations sur le profil d'investissement;

4° la nature des risques financiers supportés par les affiliés et les bénéficiaires;

5° les conditions concernant les garanties totales ou partielles au titre du régime de retraite ou d'un niveau donné de prestations ou, lorsque aucune garantie n'est prévue au titre du régime de retraite, une déclaration à cet effet;

6° les mécanismes de protection des droits accumulés et les mécanismes de réduction des prestations, le cas échéant;

7° lorsque les affiliés supportent le risque d'investissement ou qu'ils peuvent prendre des décisions en matière de placements, les informations relatives aux performances passées des investissements liés au régime de retraite sur une période minimale de cinq ans ou sur toute la période de fonctionnement du régime si elle est inférieure à cinq ans;

8° la structure des coûts supportés par les affiliés et les bénéficiaires, pour les régimes qui ne prévoient pas un niveau donné de prestations;

9° les options à la disposition des affiliés et des bénéficiaires pour obtenir le versement de leur prestation de retraite;

10° lorsqu'un affilié a le droit de transférer des droits à retraite, des informations supplémentaires sur les modalités d'un tel transfert.

§ 2. Pour les régimes dans lesquels les affiliés supportent un risque d'investissement et qui prévoient plusieurs options avec différents profils d'investissement, l'IRP informe les affiliés des éléments suivants:

1° les conditions en ce qui concerne l'éventail des options d'investissement disponibles;

2° le cas échéant, l'option d'investissement par défaut;

3° les dispositions du régime de retraite régissant l'attribution d'un affilié donné à une option d'investissement.

§ 3. Les affiliés et les bénéficiaires ou leurs représentants reçoivent, dans un délai raisonnable, toute information pertinente concernant d'éventuelles modifications des dispositions du régime de retraite. Par ailleurs, les IRP mettent à leur disposition une explication concernant les incidences de variations significatives des provisions techniques sur les affiliés et les bénéficiaires.”.

Art. 98. Dans la section III, insérée par l'article 96, il est inséré un article 96/5 rédigé comme suit:

“Art. 96/5. A la demande des affiliés, des bénéficiaires ou de leurs représentants, l'IRP fournit les informations suivantes:

1° les comptes annuels et rapports annuels visés à l'article 81, le cas échéant limités aux comptes et rapports afférents à leur propre régime de retraite;

2° la déclaration des principes fondant la politique de placement, visée à l'article 95;

3° toute autre information sur les hypothèses utilisées pour établir les projections visées à l'article 96/6, § 3, 5°.”.

2° de structuur van de kosten die door de aangesloten en pensioengerechtigden worden gedragen.

§ 3. De toekomstige aangesloten die automatisch bij een pensioenregeling worden aangesloten, ontvangen de informatie bedoeld in de paragrafen 1 en 2 zodra zij aangesloten zijn.

De toekomstige aangesloten die niet automatisch bij een pensioenregeling worden aangesloten, ontvangen de informatie bedoeld in de paragrafen 1 en 2 voordat zij zich bij die pensioenregeling aansluiten.”.

Art. 96. In Titel II, Hoofdstuk VI van dezelfde wet, wordt na artikel 96/3, ingevoegd bij artikel 95, een afdeling III met het opschrift “Afdeling III. Informatie aan de aangesloten en de pensioengerechtigden” ingevoegd.

Art. 97. In Afdeling III, ingevoegd bij artikel 96, wordt een artikel 96/4 ingevoegd, luidende:

“Art. 96/4. § 1. De IBP informeert de aangesloten en pensioengerechtigden voldoende over de voorwaarden van de pensioenregeling waarbij ze zijn aangesloten, en met name over:

1° de naam van de IBP die de pensioenregeling beheert, de lidstaat waar de IBP geregistreerd is of een vergunning heeft verkregen en de naam van de bevoegde autoriteit;

2° de rechten en plichten van de bij de pensioenregeling betrokken partijen;

3° informatie over het beleggingsprofiel;

4° de aard van de financiële risico's die door de aangesloten en pensioengerechtigden worden gedragen;

5° de voorwaarden betreffende volledige of gedeeltelijke garanties uit hoofde van de pensioenregeling of op een bepaalde hoogte van de uitkeringen, of een verklaring daarover wanneer er geen garantie uit hoofde van de pensioenregeling is voorzien;

6° de mechanismen ter bescherming van de opgebouwde pensioenrechten of de mechanismen ter verlaging van de uitkering, indien van toepassing;

7° indien de aangesloten een beleggingsrisico dragen of beleggingsbeslissingen kunnen nemen, informatie over de resultaten die de beleggingen van de pensioenregeling in het verleden hebben behaald over ten minste de afgelopen vijf jaar, of alle jaren gedurende dewelke de pensioenregeling is uitgevoerd indien dat minder dan vijf jaar is;

8° de structuur van de kosten die door de aangesloten en pensioengerechtigden worden gedragen, bij regelingen die niet in een bepaalde hoogte van de uitkeringen voorzien;

9° de opties waarover de aangesloten en pensioengerechtigden beschikken bij het innen van hun pensioenuitkeringen;

10° indien de aangeslotene het recht heeft om pensioenrechten over te dragen, verdere informatie over de regelingen voor die overdracht.

§ 2. Bij regelingen waarbij de aangesloten een beleggingsrisico dragen en waarbij meerdere beleggingsmogelijkheden met verschillende beleggingsprofielen worden geboden, informeert de IBP de aangesloten over:

1° de voorwaarden die aan het scala aan beschikbare beleggingsmogelijkheden verbonden zijn;

2° indien van toepassing, de standaard beleggingsmogelijkheid;

3° de in het kader van de pensioenregeling gehanteerde regel om een bepaalde aangeslotene aan een beleggingsmogelijkheid toe te wijzen.

§ 3. Aangesloten en pensioengerechtigden of hun vertegenwoordigers ontvangen binnen een redelijke termijn alle relevante informatie over wijzigingen in de voorschriften inzake de pensioenregeling. Voorts stellen IBP's hun een uitleg ter beschikking over de gevolgen van de significante wijzigingen in de technische voorzieningen voor de aangesloten en pensioengerechtigden.”.

Art. 98. In Afdeling III, ingevoegd bij artikel 96, wordt een artikel 96/5 ingevoegd, luidende:

“Art. 96/5. Op verzoek van de aangesloten, pensioengerechtigden of hun vertegenwoordigers, verstrekkt de IBP de volgende informatie:

1° de jaarrekeningen en de jaarverslagen als bedoeld in artikel 81, desgevallend beperkt tot de jaarverslagen en de jaarrekeningen voor hun specifieke pensioenregeling;

2° de in artikel 95 bedoelde verklaring inzake de beleggingsbeginlen;

3° eventuele verdere informatie over de gehanteerde hypothesen om de in artikel 96/6, § 3, 5°, bedoelde projecties op te stellen.”.

Art. 99. Dans le titre II, chapitre VI de la même loi, il est inséré une section IV après l'article 96/5, insérée par l'article 98, intitulée "Section IV. Informations supplémentaires à fournir aux affiliés".

Art. 100. Dans la section IV, insérée par l'article 99, il est inséré un article 96/6 rédigé comme suit:

"Art. 96/6. § 1^{er}. L'IRP fournit aux affiliés, au moins une fois par an, un document concis contenant des informations clés et intitulé "relevé des droits à retraite", qu'elle aura établi en prenant en considération la nature propre du régime de retraite ainsi que les dispositions du droit social, du droit fiscal et du droit du travail applicables.

§ 2. Les informations contenues dans le relevé des droits à retraite sont précises et à jour.

Tout changement important dans les informations contenues dans le relevé des droits à retraite par rapport à l'année précédente est indiqué clairement.

§ 3. Le relevé des droits à retraite contient au moins les informations suivantes:

1^o la date exacte à laquelle les informations figurant dans le relevé des droits à retraite se réfèrent;

2^o les données personnelles concernant l'affilié, y compris une indication claire, selon le cas, de l'âge légal de départ à la retraite, de l'âge de départ à la retraite fixé dans le régime de retraite ou estimé par l'IRP, ou de l'âge de départ à la retraite fixé par l'affilié;

3^o le nom de l'IRP et son adresse de contact et l'identification du régime de retraite de l'affilié;

4^o le cas échéant, toute information concernant des garanties totales ou partielles au titre du régime de retraite et, dans ce cas, l'endroit où trouver de plus amples informations;

5^o des informations relatives aux projections en matière de retraites fondées sur l'âge de retraite fixé au point 2^o, et une clause de non-responsabilité selon laquelle ces projections peuvent différer du montant final des prestations.

Si les projections en matière de retraites sont fondées sur des scénarios économiques, ces informations contiennent également le meilleur scénario et un scénario moins favorable, en tenant compte de la nature propre du régime de retraite.

La FSMA peut, par voie de règlement, énoncer les règles permettant de déterminer les hypothèses sur lesquelles se fondent les projections en matière de retraites susvisées. Ces règles sont appliquées par l'IRP pour déterminer, le cas échéant, le taux annuel de rendement nominal des investissements, le taux d'inflation annuel et l'évolution future des salaires;

6^o des informations relatives aux droits accumulés et au capital accumulé, tenant compte de la nature propre du régime de retraite;

7^o des informations sur les cotisations versées par l'entreprise d'affiliation et l'affilié dans le régime de retraite au moins au cours des douze derniers mois, tenant compte de la nature propre du régime de retraite;

8^o une ventilation des coûts qui ont été déduits par l'IRP au moins au cours des douze derniers mois et qui ont un impact sur les droits des affiliés;

9^o des informations sur le niveau de financement du régime de retraite dans son ensemble;

10^o où et comment obtenir des informations supplémentaires, notamment:

— de plus amples informations pratiques sur les options offertes aux affiliés par le régime de retraite;

— les informations contenues dans les comptes et rapports annuels, ainsi que les informations contenues dans la déclaration relative aux principes fondant la politique de placement;

— le cas échéant, des informations sur les hypothèses utilisées pour estimer les montants exprimés en rente viagère, en particulier le taux de rente, le type de prestataire et la durée de la rente;

— des informations sur le niveau des prestations en cas de cessation d'emploi;

11^o pour les régimes de retraite dans lesquels les affiliés supportent le risque d'investissement et où une option d'investissement est imposée à l'affilié par une règle spécifique prévue dans le régime de retraite, l'indication de l'endroit où il est possible de trouver des informations supplémentaires."

Art. 99. In Titel II, Hoofdstuk VI van dezelfde wet, wordt na artikel 96/5, ingevoegd bij artikel 98, een afdeling IV met het opschrift "Afdeling IV. Bijkomende informatie aan de aangeslotenen" ingevoegd.

Art. 100. In Afdeling IV, ingevoegd bij artikel 99, wordt een artikel 96/6 ingevoegd, luidende:

"Art. 96/6. § 1. Rekening houdend met de specifieke aard van de pensioenregeling en het toepasselijke nationale sociale, arbeids- en belastingrecht, bezorgt de IBP aan de aangeslotenen ten minste jaarlijks een beknopt document met essentiële informatie dat de titel "pensioenoverzicht" draagt.

§ 2. De informatie in het pensioenoverzicht is nauwkeurig en bijgewerkt.

Elke wezenlijke wijziging in de in het pensioenoverzicht opgenomen informatie ten opzichte van het voorgaande jaar wordt duidelijk aangegeven.

§ 3. Het pensioenoverzicht bevat ten minste de volgende informatie:

1^o de precieze datum waarop de informatie in het pensioenoverzicht betrekking heeft;

2^o de persoonsgegevens van de aangeslotene, met vermelding van, naargelang wat van toepassing is, de wettelijke pensioenleeftijd, de in de pensioenregeling vastgestelde of door de IBP geraamde pensioenleeftijd, of de door de aangeslotene vastgestelde pensioenleeftijd;

3^o de naam en het contactadres van de IBP en de identificatie van de pensioenregeling van de aangeslotene;

4^o indien van toepassing, informatie over volledige of gedeeltelijke garanties uit hoofde van de pensioenregeling en, in voorkomend geval, waar verdere informatie te vinden is;

5^o informatie over de op basis van de onder 2^o vermelde pensioenleeftijd gemaakte pensioenprojecties, met een waarschuwing dat die projecties kunnen verschillen van de definitieve waarde van de uitkeringen.

Indien de pensioenprojecties worden uitgevoerd op basis van economische scenario's, moet die informatie ook een meest realistisch scenario en een ongunstig scenario omvatten, rekening houdend met de specifieke aard van de pensioenregeling;

De FSMA kan bij reglement de voorschriften bepalen voor de hypotheses voor de bedoelde pensioenprojecties. De IBP past die voorschriften toe voor de vaststelling van, indien van toepassing, het jaarlijkse percentage van de nominale beleggingsresultaten, het jaarlijkse inflatiepercentage en de toekomstige loontrend;

6^o informatie over de opgebouwde pensioenaanspraken of het opgebouwde kapitaal, rekening houdend met de specifieke aard van de pensioenregeling;

7^o informatie over de bijdragen die de bijdragende onderneming en de aangeslotene aan de pensioenregeling gedurende ten minste de afgelopen twaalf maanden hebben betaald, rekening houdend met de specifieke aard van de pensioenregeling;

8^o een uitsplitsing van de kosten die de IBP gedurende ten minste de afgelopen twaalf maanden heeft ingehouden en die een impact hebben op de rechten van de aangeslotenen;

9^o informatie over het financieringsniveau van de pensioenregeling in haar geheel;

10^o waar en hoe aanvullende informatie kan worden verkregen over onder meer:

— verdere praktische informatie over de opties waarover de aangeslotenen in het kader van de pensioenregeling beschikken;

— de in de jaarrekeningen en jaarverslagen vermelde informatie alsook de in de verklaring inzake beleggingsbeginselen vermelde informatie;

— indien van toepassing, informatie over de gehanteerde hypothesen voor in renten uitgedrukte bedragen, met name over het percentage van de rente, het soort aanbieder en de duur van de rente;

— informatie over de hoogte van de uitkeringen in geval van beëindiging van de dienstbetrekking;

11^o bij pensioenregelingen waarbij de aangeslotenen het beleggingsrisico dragen en waarbij een beleggingsmogelijkheid krachtens een in het kader van de pensioenregeling vastgestelde specifieke regel aan de aangeslotene wordt opgelegd, de plaats waar aanvullende informatie beschikbaar is."

Art. 101. Dans la section IV insérée par l'article 99, il est inséré un article 96/7 rédigé comme suit:

"Art. 96/7. Outre le relevé des droits à retraite, l'IRP fournit à chaque affilié en temps utile avant l'âge de retraite visé à l'article 96/6, § 3, 2°, ou à la demande de l'affilié, des informations sur les options à la disposition des affiliés pour obtenir le versement de leur prestation de retraite."

Art. 102. Dans le titre II, chapitre VI de la même loi, il est inséré une section V après l'article 96/7, inséré par l'article 101, intitulée "Section V. Informations à fournir aux bénéficiaires au cours de la phase de versement".

Art. 103. Dans la section V insérée par l'article 102, il est inséré un article 96/8 rédigé comme suit:

"Art. 96/8. § 1er. L'IRP fournit régulièrement aux bénéficiaires, au cours de la phase de versement, les informations relatives aux prestations qui leur sont dues et aux options de versement correspondantes."

§ 2. L'IRP informe les bénéficiaires sans délai, au cours de la phase de versement, après qu'une décision définitive a été prise conduisant à une réduction du niveau des prestations qui leur sont dues, et au plus tard trois mois avant que cette décision ne soit mise en œuvre.

§ 3. Lorsqu'un niveau important de risque d'investissement est supporté par les bénéficiaires au cours de la phase de versement, les bénéficiaires reçoivent régulièrement des informations appropriées".

Art. 104. Dans le titre II, chapitre VI de la même loi, il est inséré une section VI après l'article 96/8, inséré par l'article 103, intitulée "Section VI. Informations à fournir aux affiliés et aux bénéficiaires de régimes légaux de retraite".

Art. 105. Dans la section VI insérée par l'article 104, il est inséré un article 96/9 rédigé comme suit:

"Art. 96/9. Les dispositions des sections II à V ne sont pas applicables aux IRP en ce qui concerne leurs activités visées à l'article 55, alinéa 1^{er}, 3^e.

Art. 106. Dans la section VI, insérée par l'article 104, il est inséré un article 96/10 rédigé comme suit:

"Art. 96/10. En ce qui concerne les activités visées à l'article 55, alinéa 1^{er}, 3^e, à la demande des affiliés, des bénéficiaires se trouvant dans la phase de versement ou de leurs représentants, l'IRP fournit les informations suivantes:

1^o les comptes annuels et rapports annuels visés à l'article 81 ou, si l'IRP est responsable de plusieurs régimes, les comptes et rapports afférents à leur propre régime de retraite;

2^o la déclaration des principes fondant la politique de placement, visée à l'article 95.

Les informations sont fournies gratuitement sur papier ou par voie électronique via un support durable. Dans ce dernier cas, une copie papier est également fournie gratuitement sur demande.

L'obligation d'information visée à l'alinéa 1^{er} peut également être remplie par l'entreprise d'affiliation".

Art. 107. L'article 97 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

"Art. 97. La FSMA est compétente pour examiner les stratégies, les processus et les procédures de communication d'informations établis par une IRP en vue de se conformer aux dispositions adoptées par ou en vertu de la présente loi, en tenant compte de la taille, de la nature, de l'ampleur et de la complexité des activités de l'IRP.

Cet examen tient compte des circonstances dans lesquelles l'IRP exerce ses activités et, le cas échéant, des tiers qui exercent pour elle des fonctions clés ou d'autres activités sous-traitées. L'examen comprend les éléments suivants:

1^o une appréciation des exigences qualitatives relatives au système de gouvernance;

2^o une appréciation des risques auxquels l'IRP est exposée;

3^o une appréciation de la capacité de l'IRP à évaluer et à gérer ces risques.

La FSMA veille dans ce cadre à disposer d'outils de suivi appropriés, notamment de tests de résistance, qui lui permettent de détecter toute détérioration de la situation financière d'une IRP et de vérifier de quelle manière il y est porté remède".

Art. 101. In Afdeling IV, ingevoegd bij artikel 99, wordt een artikel 96/7 ingevoegd, luidende:

"Art. 96/7. In aanvulling op het pensioenoverzicht verstrekt de IBP aan iedere aangeslotene tijdig vóór de in artikel 96/6, § 3, 2°, bedoelde pensioenleeftijd of op verzoek van de aangeslotene, informatie over de beschikbare opties voor de uitbetaling van de pensioenuitkering".

Art. 102. In Titel II, Hoofdstuk VI van dezelfde wet, wordt na artikel 96/7, ingevoegd bij artikel 101, een afdeling V met het opschrift "Afdeling V. Tijdens de uitbetalingsfase aan de pensioengerechtigden te verstrekken informatie".

Art. 103. In Afdeling V, ingevoegd bij artikel 102, wordt een artikel 96/8 ingevoegd, luidende:

"Art. 96/8. § 1. De IBP verstrekt aan de pensioengerechtigden tijdens de uitbetalingsfase periodiek informatie over de verschuldigde uitkeringen en de overeenkomstige uitbetalingsmogelijkheden.

§ 2. De IBP stelt de pensioengerechtigden tijdens de uitbetalingsfase onverwijd in kennis nadat een definitief besluit is genomen dat in een verlaging van de hun toekomende uitkeringen resulteert, en drie maanden voordat dat besluit wordt toegepast.

§ 3. Wanneer tijdens de uitbetalingsfase een aanzienlijk deel van het beleggingsrisico door de pensioengerechtigden wordt gedragen, ontvangen de pensioengerechtigden hierover regelmatig passende informatie".

Art. 104. In Titel II, Hoofdstuk VI van dezelfde wet, wordt na artikel 96/8, ingevoegd bij artikel 103, een afdeling VI met het opschrift "Afdeling VI. Informatie aan de aangeslotenen en de pensioengerechtigden van wettelijke pensioenregelingen" ingevoegd.

Art. 105. In Afdeling VI, ingevoegd bij artikel 104, wordt een artikel 96/9 ingevoegd, luidende:

"Art. 96/9. De bepalingen van de afdelingen II tot en met V zijn niet van toepassing op de IBP's voor hun activiteiten bedoeld in artikel 55, eerste lid, 3^e.

Art. 106. In Afdeling VI, ingevoegd bij artikel 104, wordt een artikel 96/10 ingevoegd, luidende:

"Art. 96/10. Met betrekking tot de activiteiten bedoeld in artikel 55, eerste lid, 3^e, verstrekt de IBP, op verzoek van de aangeslotenen, pensioengerechtigden tijdens de uitbetalingsfase of hun vertegenwoordigers, de volgende informatie:

1^o de jaarrekeningen en de jaarverslagen als bedoeld in artikel 81, of indien een IBP verantwoordelijk is voor meer dan één regeling, de jaarverslagen en de jaarrekeningen voor hun specifieke pensioenregeling;

2^o de in artikel 95 bedoelde verklaring inzake de beleggingsbeginnen.

De informatie wordt kosteloos ter beschikking gesteld op papier of op elektronische wijze via een duurzame drager. In het laatste geval wordt op verzoek ook kosteloos een papieren afschrift verstrekt.

De in het eerste lid opgenomen informatieverplichting kan eveneens worden vervuld door de bijdragende onderneming".

Art. 107. Artikel 97 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

"Art. 97. De FSMA heeft de bevoegdheid om de strategieën, processen en rapporteringsprocedures te beoordelen, die een IBP heeft vastgesteld om te voldoen aan de bepalingen die door of krachtens deze wet zijn vastgesteld, rekening houdend met de omvang, de aard, de schaal en de complexiteit van de werkzaamheden van de IBP.

Bij deze beoordeling wordt rekening gehouden met de omstandigheden waarin de IBP optreedt, en, in voorkomend geval, de partijen die voor hem sleutelfuncties of enigerlei andere werkzaamheden uitvoeren die zijn uitbesteed. De beoordeling omvat de volgende elementen:

1^o een beoordeling van de kwalitatieve vereisten in verband met het governancesysteem;

2^o een beoordeling van de risico's die de IBP loopt;

3^o een beoordeling van het vermogen van de IBP om die risico's te evalueren en te beheren.

In dit verband zorgt de FSMA voor passende monitoringinstrumenten, met inbegrip van stresstests, waarmee ze een verslechtering van de financiële positie van een IBP kan detecteren en waarmee ze kan nagaan hoe deze verslechtering wordt verholpen".

Art. 108. Il est inséré dans la même loi un article 97/1 rédigé comme suit:

“Art. 97/1. § 1^{er}. Sur simple demande de la FSMA, l'IRP, les membres de ses organes, les membres de son personnel et les personnes responsables des fonctions clés, ainsi que les conseillers externes auxquels ils font appel, sont tenus de lui fournir tout renseignement sur tout ce qui a trait à l'IRP, en ce compris les activités sous-traitées, que ce soit directement ou en cascade, et de lui délivrer tout document en la matière.

§ 2 La FSMA détermine, par voie de règlement, la nature, le contenu, la périodicité, le délai et le support des documents que l'IRP doit lui transmettre régulièrement en vue de lui permettre d'exercer sa mission de contrôle et de s'acquitter de son devoir de communication d'informations à des organismes nationaux et internationaux.

En font notamment partie:

1° des rapports internes intermédiaires, entre autres des rapports sur les insuffisances à l'égard des provisions techniques et/ou de la marge de solvabilité qui se sont produites au cours de l'exercice comptable;

2° des évaluations actuarielles et leurs hypothèses détaillées;

3° des études sur l'adéquation entre les actifs et les passifs;

4° des documents attestant la cohérence avec les principes fondant la politique de placement;

5° la preuve que les cotisations ont été versées comme prévu;

6° les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et leurs annexes;

7° les rapports du commissaire agréé;

8° des informations sur chaque régime de retraite distinct.”.

Art. 109. L'article 99 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 3 mars 2011, est abrogé.

Art. 110. A l'article 100, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 3 mars 2011, le 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

“1° L'IRP a sous-traité des fonctions ou des fonctions clés, ou celles-ci ont fait l'objet de sous-traitance en cascade, à ces entreprises ou institutions;”.

Art. 111. Il est inséré dans la même loi un article 102/1 dans le Titre II, Chapitre VII, Section I de la même loi, rédigé comme suit:

“Art. 102/1. La FSMA fournit sur son site web les informations suivantes:

1° la réglementation applicable au statut et au contrôle des IRP, ainsi que les règlements et circulaires pris en exécution ou en application de cette réglementation;

2° les objectifs du contrôle exercé par la FSMA en application de la réglementation visée au point 1^{er}, ainsi que les fonctions et activités de contrôle qu'elle exerce en cette qualité, en particulier des informations relatives au processus de contrôle prudentiel décrit à l'article 97;

3° des données statistiques agrégées sur les principaux aspects de l'application du cadre prudentiel;

4° les règles relatives aux sanctions administratives et autres mesures applicables en cas de violation des dispositions de la présente loi ou des arrêtés et règlements pris pour son exécution;

5° des informations sur le choix opéré en ce qui concerne les options prévues aux articles 4 et 5 de la directive (UE) 2016/2341 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle;

6° toute autre information, telle que prescrite par les arrêtés et règlements pris en exécution de la présente loi.”.

Art. 112. A l'article 104 de la même loi l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit:

“Les sociétés de révision agréées exercent les fonctions de commissaire agréé prévues à l'article 103 par l'intermédiaire d'un représentant permanent tel que visé à l'article 3, 26°, de la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprise. Ce représentant permanent est agréé en tant que commissaire agréé conformément à l'article 105 par la FSMA.”.

Art. 108. In dezelfde wet wordt een artikel 97/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 97/1, § 1. Op een eenvoudig verzoek van de FSMA zijn de IBP, de leden van haar organen, haar personeelsleden en de personen verantwoordelijk voor de sleutelfuncties, alsook de externe adviseurs op wie zij een beroep doen, ertoe gehouden haar alle inlichtingen te verstrekken over alle aangelegenheden met betrekking tot de IBP, met inbegrip van de uitbesteding en vervolgens onderuitbestede activiteiten, en haar alle desbetreffende documenten over te maken.

§ 2 De FSMA bepaalt bij reglement de aard, de inhoud, de frequentie, de termijn en de drager van de documenten die de IBP haar regelmatig moet bezorgen om haar in staat te stellen haar toezichtstaak uit te oefenen en te voldoen aan haar rapporteringopdracht ten aanzien van nationale en internationale instellingen.

Daartoe behoren onder andere:

1° interne tussentijdse verslagen, onder andere verslagen over tekorten ten opzichte van de technische voorzieningen en/of de solvabiliteitsmarge die zich in de loop van het boekjaar voordoen;

2° actuariële schattingen en gedetailleerde hypothesen;

3° activa-passiva-studies;

4° bewijsmateriaal waaruit blijkt dat de beleggingsbeginselen werkelijk worden gevolgd;

5° bewijsmateriaal waaruit blijkt dat de bijdragen zoals gepland zijn betaald;

6° verslagen van de vergaderingen van de raad van bestuur en de bijlagen ervan;

7° verslagen van de erkende commissaris;

8° informatie over elke afzonderlijke pensioenregeling.”.

Art. 109. Artikel 99 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, wordt opgeheven.

Art. 110. In artikel 100, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, wordt de bepaling onder 1° vervangen als volgt:

“1° de IBP heeft taken of sleutelfuncties uitbested of onderuitbested aan deze ondernemingen en instellingen;”.

Art. 111. In Titel II, Hoofdstuk VII, Afdeling I van dezelfde wet wordt een artikel 102/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 102/1. De FSMA verstrekt op haar website de volgende informatie:

1° de reglementering op het statuut van en het toezicht op de IBP's, evenals de reglementen en circulaires genomen in uitvoering of met toepassing van deze wetgeving;

2° de doelstellingen van het toezicht dat door de FSMA wordt uitgeoefend met toepassing van de onder 1° bedoelde wetgeving en de toezichtsfuncties en -activiteiten die zij in die hoedanigheid uitoefent, in het bijzonder informatie over het in artikel 97 beschreven prudentieel toezichtsproces;

3° geaggregeerde statistische gegevens over de voornaamste aspecten van de toepassing van het prudentieel kader;

4° de voorschriften inzake bestuursrechtelijke sancties en andere maatregelen bij inbreuken op de bepalingen van deze wet of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten en reglementen;

5° informatie over de keuze inzake de opties bepaald bij artikel 4 en 5 van de richtlijn (EU) 2016/2341 van het Europees Parlement en de Raad van 14 december 2016 betreffende de werkzaamheden van en het toezicht op instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening;

6° andere informatie, als voorgeschreven bij de besluiten en reglementen genomen in uitvoering van deze wet.”.

Art. 112. In artikel 104 van dezelfde wet wordt het eerste lid vervangen als volgt:

“De erkende revisoraatvennootschappen oefenen de taken van erkend commissaris als bedoeld in artikel 103, uit door middel van een vaste vertegenwoordiger als bedoeld in artikel 3, 26°, van de wet van 7 december 2016 tot organisatie van het beroep van en het publiek toezicht op de bedrijfsrevisoren. Deze vaste vertegenwoordiger is overeenkomstig artikel 105 als erkend commissaris door de FSMA erkend.”.

Art. 113. La Section III de la même loi est abrogée.

Art. 114. L'article 111 de la même loi est abrogé.

Art. 115. Dans le titre II, chapitre VIII, de la même loi, l'intitulé de la Section II est remplacé par ce qui suit:

“Section II. Mesures axées sur la solidité et la stabilité financière de l'IRP”.

Art. 116. L'article 113 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

“Art. 113. § 1^{er}. La FSMA exige que l'IRP lui soumette des mesures de redressement pour approbation dans le délai qu'elle fixe, lorsque se produisent une ou plusieurs des situations suivantes pour l'ensemble ou une partie de ses activités:

1° l'IRP ne satisfait plus aux exigences relatives à la constitution de la marge de solvabilité, telles que définies par ou en vertu des articles 87 et 88;

2° l'IRP ne satisfait plus aux exigences relatives à la constitution d'un montant approprié de provisions techniques, conformément aux dispositions imposées par ou en vertu de l'article 89;

3° l'IRP ne satisfait plus aux exigences relatives à la couverture des provisions techniques et/ou de la marge de solvabilité et/ou des autres passifs par des actifs appropriés, conformément aux dispositions imposées par ou en vertu de l'article 90;

4° l'IRP ne satisfait plus aux règles de placement de ses actifs, conformément aux dispositions imposées par ou en vertu de l'article 91.

§ 2. Si la condition visée à l'article 63, alinéa 1^{er} n'est plus respectée, la FSMA intervient rapidement et exige de l'IRP qu'elle lui soumette immédiatement des mesures de redressement dans le cadre du § 1^{er}, 3°, pour approbation. L'IRP les applique sans délai de manière à ce que les affiliés et les bénéficiaires soient dûment protégés.”.

Art. 117. L'article 114 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

“Art. 114. La FSMA peut, lorsque l'IRP ne lui soumet pas de mesures de redressement dans le délai visé à l'article 113, imposer de telles mesures ainsi que le délai dans lequel elles doivent être réalisées.”.

Art. 118. L'article 115 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

“Art. 115. Dans le cadre des mesures de redressement, la FSMA peut notamment:

1° exiger la constitution d'une marge de solvabilité plus importante que celle calculée en application des articles 87 et 88;

2° revoir à la baisse les éléments de la marge de solvabilité disponible, notamment si la valeur de marché de ces éléments s'est sensiblement modifiée depuis la fin du dernier exercice;

3° diminuer l'influence de la réassurance sur l'exigence de marge de solvabilité lorsque le contenu ou la qualité des contrats de réassurance a subi des modifications sensibles depuis le dernier exercice ou lorsque ces contrats ne prévoient aucun transfert de risques ou un transfert insignifiant;

4° exiger que le plan de financement visé à l'article 86 soit modifié dans un délai déterminé;

5° s'opposer à certains placements ou à leur maintien si elle estime que ceux-ci compromettent le respect des dispositions imposées par ou en vertu de l'article 91;

6° imposer des règles de placement déterminées afin de tenir compte de la situation particulière de l'IRP;

7° exiger que, pendant une période déterminée, aucun rachat ne soit effectué et aucun prêt ou avance ne soit consenti sans son autorisation expresse pour chaque cas séparément.”.

Art. 119. Dans le titre II, chapitre VIII, de la même loi, le libellé “Section III. Plan de redressement” est abrogé.

Art. 120. L'article 116 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

“Art. 116. La FSMA peut exiger que les mesures de redressement soient basées sur une étude de l'évolution de la situation active et passive de l'IRP attestant que ces mesures permettront de restaurer sa situation financière.

La FSMA peut demander que la fonction actuarielle visée à l'article 77/4 évalue le caractère approprié des hypothèses prises en compte dans le cadre de l'étude visée à l'alinéa 1^{er}.”.

Art. 113. Afdeling III van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 114. Artikel 111 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 115. In titel II, hoofdstuk VIII, van dezelfde wet wordt het opschrift van afdeling II vervangen als volgt:

“Afdeling II. Maatregelen gericht op de soliditeit en de financiële stabiliteit van de IBP”.

Art. 116. Artikel 113 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

“Art. 113. § 1. De FSMA eist dat de IBP haar binnen de door haar vastgestelde termijn herstelmaatregelen ter goedkeuring voorlegt wanneer één of meerdere van de volgende situaties zich voordoet voor het geheel of een deel van haar activiteiten:

1° de IBP voldoet niet meer aan de vereisten betreffende de samenstelling van de solvabiliteitsmarge, zoals bepaald door of krachtens artikel 87 en 88;

2° de IBP voldoet niet meer aan de vereisten inzake het aanleggen van een passend bedrag aan technische voorzieningen, overeenkomstig de bepalingen opgelegd door of krachtens artikel 89;

3° de IBP voldoet niet meer aan de vereisten betreffende de dekking van de technische voorzieningen en/of de solvabiliteitsmarge en/of de andere passiva door passende activa overeenkomstig de bepalingen opgelegd door of krachtens artikel 90;

4° de IBP voldoet niet meer aan de beleggingsregels voor haar activa, overeenkomstig de bepalingen opgelegd door of krachtens artikel 91.

§ 2. Indien niet meer aan de voorwaarde van artikel 63, eerste lid is voldaan, grijpt de FSMA meteen in en eist zij dat de IBP haar onmiddellijk herstelmaatregelen ter goedkeuring voorlegt in het kader van § 1, 3°. De IBP voert deze onverwijd uit, zodat de aangeslotenen en pensioengerechtigden afdoende worden beschermd.”.

Art. 117. Artikel 114 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

“Art. 114. De FSMA kan, wanneer de IBP geen herstelmaatregelen voorlegt binnen de termijn bedoeld in artikel 113, dergelijke maatregelen opleggen evenals de termijn waarbinnen ze moeten worden verwezenlijkt.”.

Art. 118. Artikel 115 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

“Art. 115. In het kader van herstelmaatregelen kan de FSMA onder meer:

1° eisen dat een hogere solvabiliteitsmarge wordt aangelegd dan de solvabiliteitsmarge die wordt berekend met toepassing van de artikelen 87 en 88;

2° de elementen van de beschikbare solvabiliteitsmarge lager waarden, onder meer wanneer zich sinds het einde van het laatste boekjaar een belangrijke wijziging in de marktwaarde van deze elementen heeft voorgedaan;

3° de invloed van de herverzekering op de vereiste solvabiliteitsmarge beperken wanneer de aard of de kwaliteit van de herverzekeringsovereenkomsten sinds het laatste boekjaar sterk is veranderd of wanneer er weinig of geen risico-overdracht plaatsvindt uit hoofde van deze overeenkomsten;

4° eisen dat het financieringsplan bedoeld in artikel 86 binnen een bepaalde termijn wordt gewijzigd;

5° zich verzetten tegen sommige beleggingen of tegen het behoud ervan indien zij van mening is dat zij de naleving van de bepalingen opgelegd door of krachtens artikel 91 in gevaar brengen;

6° bepaalde beleggingsregels opleggen om rekening te houden met de bijzondere situatie van de IBP;

7° eisen dat er gedurende een bepaalde tijdsspanne geen afkoop plaatsheeft en geen lening of voorschot wordt toegestaan zonder haar uitdrukkelijke toestemming voor elk geval afzonderlijk.”.

Art. 119. In Titel II, hoofdstuk VIII, van dezelfde wet wordt het opschrift van Afdeling III opgeheven.

Art. 120. Artikel 116 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

“Art. 116. De FSMA kan eisen dat de herstelmaatregelen gebaseerd zijn op een studie van de evolutie van de staat van activa en passiva van de IBP die aantonnt dat die maatregelen haar financiële toestand zullen kunnen herstellen.

De FSMA kan vragen dat de in artikel 77/4 bedoelde actuariële functie de passendheid van de hypothesen waarop de in het eerste lid bedoelde studie gebaseerd is, beoordeelt.”.

Art. 121. L'article 117 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

"Art. 117. Le Roi peut préciser les conditions d'application de la présente section.".

Art. 122. L'article 118 de la même loi est abrogé.

Art. 123. A l'article 120 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° au paragraphe 1^{er}, les mots "valeurs représentatives mobilières et immobilières" sont chaque fois remplacés par les mots "actifs mobiliers et immobiliers";

2° dans le texte néerlandais, au paragraphe 1^{er}, le mot "dekkingswaarden" est chaque fois remplacé par le mot "actifs";

3° au § 2, alinéa 1^{er}, le mot "valeurs" est remplacé par le mot "actifs";

4° dans le texte français, au § 2, alinéa 1^{er}, le mot "immobilières" est remplacé par le mot "immobiliers";

5° au paragraphe 3, les mots "valeurs mobilières" sont remplacés par les mots "actifs mobiliers", les mots "valeurs représentatives déposées" par les mots "actifs déposés", les mots "valeurs susceptibles" par les mots "actifs susceptibles" et les mots "valeurs déposées" par les mots "actifs déposés";

6° dans le texte néerlandais, au paragraphe 3, les mots "waarden" en "dekkingswaarden" sont chaque fois remplacés par le mot "activa".

7° au § 3, alinéa 1^{er}, 2°, les mots "par patrimoine distinct à la Banque Nationale de Belgique ou auprès d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'investissement qui relève du droit d'un État membre" sont remplacés par les mots ", éventuellement par patrimoine distinct, à la Banque Nationale de Belgique ou auprès d'une entreprise ou d'une institution agréée conformément à la directive 2013/36/UE précitée ou la directive 2014/65/UE précitée ou qui est acceptée en tant que dépositaire pour l'application de la directive 2009/65/CE précitée ou la directive 2011/61/UE précitée";

8° dans le texte français, au paragraphe 4, les mots "valeurs représentatives qui sont localisées" sont remplacés par les mots "actifs qui sont localisés";

9° dans le texte néerlandais, au paragraphe 4, le mot "dekkingswaarden" est remplacé par le mot "activa";

10° au paragraphe 5, le mot "valeurs" est remplacé par le mot "actifs";

11° au paragraphe 5, le mot "soumises" est remplacé par le mot "soumis".

Art. 124. A l'article 121 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le texte néerlandais, les mots "waarden" et "dekkingswaarden" sont remplacés par le mot "actifs";

2° les mots "valeurs représentatives mobilières" sont remplacés par les mots "actifs mobiliers" et les mots "desdites valeurs" sont remplacés par les mots "desdits actifs".

Art. 125. A l'article 122 de la même loi, modifié par la loi du 6 mai 2009, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot "arrêté" est remplacé par le mot "abrogé".

2° aux alinéas 2 et 3, le mot "rentiers" est remplacé par "bénéficiaires";

3° entre les alinéas 4 et 5, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés:

"Si l'IRP ne poursuit pas la gestion des actifs alloués aux affiliés, elle établit une procédure en vue de transférer ces actifs et les passifs correspondants à un autre organisme de pension. Un aperçu général de la procédure de transfert est mis à la disposition des affiliés ou, le cas échéant, de leurs représentants.

L'IRP informe immédiatement la FSMA de la faillite ou de la dissolution d'une entreprise d'affiliation, des conséquences que cela implique sur les régimes de retraite gérés par l'IRP ainsi que, le cas échéant, de la procédure visée à l'alinéa 5."

Art. 121. Artikel 117 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

"Art. 117. De Koning kan de toepassingsvooraarden van deze afdeling nader uitwerken.".

Art. 122. Artikel 118 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 123. In artikel 120 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de Franse tekst van paragraaf 1 worden de woorden "valeurs représentatives mobilières et immobilières" telkens vervangen door de woorden "actifs mobiliers et immobiliers";

2° in paragraaf 1 wordt het woord "dekkingswaarden" telkens vervangen door het woord "activa";

3° in § 2, eerste lid, wordt het woord "waarden" vervangen door het woord "activa";

4° in de Franse tekst, in § 2, eerste lid, wordt het woord "immobilières" vervangen door het woord "immobiliers";

5° in de Franse tekst, in paragraaf 3, worden de woorden "valeurs mobilières" vervangen door de woorden "actifs mobiliers", worden de woorden "valeurs représentatives déposées" vervangen door de woorden "actifs déposés", worden de woorden "valeurs susceptibles" vervangen door de woorden "actifs susceptibles" en worden de woorden "valeurs déposées" vervangen door de woorden "actifs déposés";

6° in paragraaf 3 worden de woorden "waarden" en "dekkingswaarden" telkens vervangen door het woord "activa";

7° in § 3, eerste lid, 2°, worden de woorden "per afzonderlijk vermogen bij de Nationale Bank van België of bij een kredietinstelling of een beleggingsonderneming die ressorteert onder het recht van een lidstaat" vervangen door de woorden ",al dan niet per afzonderlijk vermogen, bij de Nationale Bank van België of bij een onderneming of instelling waaraan vergunning is verleend overeenkomstig voornoemde richtlijn 2013/36/EU of voornoemde richtlijn 2014/65/EU of die voor de toepassing van voornoemde richtlijn 2009/65/EG of voornoemde richtlijn 2011/61/EU als bewaarder zijn aanvaard";

8° in de Franse tekst, in paragraaf 4, worden de woorden "valeurs représentatives qui sont localisées" vervangen door de woorden "actifs qui sont localisés";

9° in paragraaf 4 wordt het woord "dekkingswaarden" vervangen door het woord "activa";

10° in paragraaf 5 wordt het woord "waarden" vervangen door het woord "activa";

11° in de Franse tekst, in paragraaf 5, wordt het woord "soumises" vervangen door het woord "soumis".

Art. 124. In artikel 121 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "waarden" en "dekkingswaarden" worden vervangen door het woord "activa";

2° in de Franse tekst worden de woorden "valeurs représentatives mobilières" vervangen door de woorden "actifs mobiliers" en worden de woorden "desdites valeurs" vervangen door de woorden "desdits actifs".

Art. 125. In artikel 122 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 mei 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord "stopgezet" vervangen door "opgeheven";

2° in het tweede en het derde lid wordt het woord "rentegenieters" vervangen door "het woord "pensioengerechtigden";

3° tussen het vierde en het vijfde lid worden twee leden ingevoegd, luidende:

"In het geval de IBP het beheer van de aan de aangeslotenen toegewezen activa niet verder zet, stelt ze een procedure vast om de activa en de overeenkomstige passiva over te dragen aan een andere pensioeninstelling. Een algemeen overzicht van de overdrachtsprocedure wordt ter beschikking gesteld van de aangeslotenen of, indien van toepassing, van hun vertegenwoordigers.

De IBP brengt de FSMA onmiddellijk op de hoogte van het faillissement of de ontbinding van een bijdragende onderneming, van de gevolgen hiervan op de door de IBP beheerde pensioenregelingen en in voorkomend geval van de procedure, bedoeld in het vijfde lid."

Art. 126. A l'article 123 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, 3°, les mots "ses structures de gestion, son organisation administrative ou comptable ou son contrôle interne" sont remplacés par les mots "son système de gouvernance en général ou une partie de celui-ci";

2° à l'alinéa 2, 4°, les mots "transférer tout ou partie des activités de l'institution" sont remplacés par les mots "imposer de transférer tout ou partie des activités de l'institution";

3° à l'alinéa 2, il est inséré un 4/1^o rédigé comme suit:

"4/1^o enjoindre à l'IRP de convoquer, dans le délai qu'elle fixe, une assemblée générale dont elle établit l'ordre du jour;"

4° à l'alinéa 2, le 5° est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"Lorsque les circonstances le justifient, la FSMA peut désigner un ou plusieurs gérants provisoires sans ordonner préalablement le remplacement de l'ensemble ou d'une partie des membres des organes opérationnels de l'IRP.";

5° à l'alinéa 2, il est inséré un 5/1^o rédigé comme suit:

"5/1^o imposer le remplacement de responsables de fonctions clés;"

6° à l'alinéa 2, le 7° est remplacé par ce qui suit:

"7° révoquer l'accord pour l'ensemble ou certaines des activités visées à l'article 55, alinéa 1^{er}, conformément aux articles 130 et suivants.".

Art. 127. A l'article 130, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 3 mars 2011, les mots "peut révoquer l'accord" sont remplacés par les mots "peut révoquer l'accord pour l'ensemble ou certaines des activités visées à l'article 55, alinéa 1^{er}".

Art. 128. A l'article 131, alinéa 2, de la même loi, les mots "ainsi que des valeurs représentatives affectées à la garantie des obligations" sont remplacés par les mots "ainsi que des actifs alloués aux régimes de retraite".

Art. 129. L'article 133 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 29 avril 2013, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 133. § 1^{er}. Le présent article s'applique sans préjudice des dispositions applicables en cas de transfert transfrontalier.

§ 2. Une IRP peut transférer tout ou partie des droits et obligations résultant des régimes de retraite à une autre IRP ou à une entreprise d'assurance, à condition que le transfert ait reçu l'accord d'une majorité des affiliés concernés et d'une majorité des bénéficiaires concernés ou, s'il y a lieu, d'une majorité de leurs représentants, la majorité étant définie selon le droit applicable au régime de retraite transféré, ainsi que, le cas échéant, l'accord de l'entreprise d'affiliation concernée.

Pour les régimes de retraite belges, la majorité visée à l'alinéa 1^{er} est définie dans la législation de droit social et de droit du travail applicable au régime de retraite transféré.

Lorsque la législation belge de droit social et de droit du travail applicable au régime de retraite transféré ne comprend pas de dispositions conformément à l'alinéa 2, il est tenu compte d'une majorité simple pour l'application de l'alinéa 1^{er}.

§ 3. L'IRP qui transfère met en temps utile à la disposition des affiliés et des bénéficiaires concernés et, s'il y a lieu en vertu du paragraphe 2, de leurs représentants, les informations sur les conditions du transfert. Ces informations doivent satisfaire aux exigences de l'article 96/2.

Les dispositions de l'alinéa 1^{er} ne sont pas applicables aux transferts des droits et obligations qui résultent des régimes de retraite visés à l'article 135, alinéa 1^{er}.

§ 4. Les affiliés ou les bénéficiaires qui ont conclu un contrat individuel avec l'IRP et qui ne sont pas d'accord avec le transfert, ont la possibilité de mettre fin à leur contrat avec l'IRP et de transférer leurs réserves constituées à un autre organisme de pension. L'IRP qui transfère ne peut, dans ce cadre, leur imputer des coûts.

Art. 126. In artikel 123 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 3°, worden de woorden "haar beleidsstructuur, haar administratieve of boekhoudkundige organisatie of haar interne controle" vervangen door de woorden "haar governancesysteem in het algemeen of delen ervan";

2° in het tweede lid, 4°, worden de woorden "het geheel of een deel van de activiteiten van de instelling overdragen" vervangen door de woorden "opdragen het geheel of een deel van de activiteiten van de instelling over te dragen";

3° in het tweede lid wordt de bepaling onder 4/1^o ingevoegd, luidende:

"4/1^o de IBP opleggen om de binnen de door haar vastgestelde termijn een algemene vergadering bijeen te roepen waarvan zij de agenda vaststelt;"

4° in het tweede lid wordt de bepaling onder 5° aangevuld met een lid, luidende:

"Wanneer de omstandigheden dit rechtvaardigen, kan de FSMA één of meer voorlopige zaakvoerders aanstellen zonder vooraf de vervanging te gelasten van alle of een deel van de leden van de operationele organen van de IBP".

5° in het tweede lid wordt de bepaling onder 5/1^o ingevoegd, luidende:

"5/1^o de vervanging opleggen van verantwoordelijken voor sleutelfuncties;"

6° in het tweede lid wordt de bepaling onder 7° vervangen als volgt:

"7° de vergunning voor alle of bepaalde activiteiten als bedoeld in artikel 55, eerste lid intrekken overeenkomstig artikel 130 en volgende.".

Art. 127. In artikel 130, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, worden de woorden "kan de toelating intrekken" vervangen door de woorden "kan de vergunning voor alle of bepaalde activiteiten als bedoeld in artikel 55, eerste lid intrekken".

Art. 128. In artikel 131, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden "de dekkingswaarden bestemd tot waarborg van die verplichtingen" vervangen door de woorden "de aan de pensioenregelingen toegezwezen activa".

Art. 129. Artikel 133 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 april 2013, wordt vervangen als volgt:

"Art. 133. § 1. Dit artikel is van toepassing onverminderd de bepalingen die van toepassing zijn op een grensoverschrijdende overdracht.

§ 2. Een IBP mag de rechten en verplichtingen die voortvloeien uit pensioenregelingen geheel of gedeeltelijk overdragen aan een andere IBP of aan een verzekeringsonderneming op voorwaarde dat de overdracht werd goedgekeurd door een, volgens het op de overgedragen pensioenregeling toepasselijke recht gedefinieerde, meerderheid van de betrokken aangeslotenen en een meerderheid van de betrokken pensioengerechtigden of, in voorkomend geval, door een meerderheid van hun vertegenwoordigers, en desgevallend door de betrokken bijdragende onderneming.

Voor de Belgische pensioenregelingen wordt de meerderheid bedoeld in het eerste lid gedefinieerd in de op de overgedragen pensioenregeling toepasselijke sociale wetgeving en arbeidswetgeving.

Wanneer de op de overgedragen Belgische pensioenregeling toepasselijke sociale en arbeidswetgeving geen bepalingen bevat conform het tweede lid, wordt voor de toepassing van het eerste lid met een gewone meerderheid rekening gehouden.

§ 3. De overdragende IBP stelt de betrokken aangeslotenen en pensioengerechtigden en, in voorkomend geval op grond van paragraaf 2, hun vertegenwoordigers de informatie over de voorwaarden van de overdracht tijdig ter beschikking. Die informatie moet voldoen aan de vereisten van artikel 96/2.

De bepalingen van het eerste lid zijn niet van toepassing op de overdrachten van rechten en verplichtingen die voortvloeien uit de pensioenregelingen bedoeld in artikel 135, eerste lid.

§ 4. De aangeslotenen of pensioengerechtigden die een individuele overeenkomst met de IBP hebben gesloten en die niet akkoord gaan met de overdracht hebben de mogelijkheid om hun overeenkomst met de IBP stop te zetten en hun opgebouwde reserves over te dragen naar een andere pensioeninstelling. De overdragende IBP mag hierbij geen kosten aanrekenen.

§ 5. L'IRP qui transfère informe préalablement la FSMA de tout transfert visé au paragraphe 2.”.

Art. 130. A l'article 135 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit:

“Pour l'application du présent chapitre, on entend par régime de retraite, un régime de retraite prévoyant des prestations en matière de pensions légales.”;

2° à l'alinéa 2, les mots “à l'alinéa 1^{er}, 2°,” sont remplacés par les mots “à l'alinéa 1^{er}”.

Art. 131. A l'article 136 de la même loi, modifié par la loi du 30 mars 2018, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit:

“§ 3. Lorsqu'une administration publique décide, dans le respect de la réglementation en vigueur, de cesser de confier la gestion d'une partie ou de la totalité d'un régime de retraite à une IRP en application du paragraphe 1^{er}, l'IRP visée en informe immédiatement la FSMA.

L'administration publique informe les affiliés et les bénéficiaires de l'application de l'alinéa 1^{er}.”

Art. 132. Il est inséré dans la même loi un article 138/1 rédigé comme suit:

“Art. 138/1. Lorsqu'en application de l'article 138, un organisme public envisage, dans le respect de la réglementation en vigueur, de cesser de confier la gestion d'une partie ou de la totalité d'un régime de retraite à une IRP, cette dernière en informe préalablement la FSMA et lui communique la preuve que l'État, une région, une communauté, une province ou une commune supporte la charge des avantages octroyés ou garantit expressément la bonne fin des engagements conformément à l'article 138, alinéa 1^{er}.

La FSMA peut refuser cette opération si l'IRP n'apporte pas la preuve visée à l'alinéa 1^{er}.”.

Art. 133. L'article 140 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

“Art. 140. Le présent titre est applicable aux IRP ayant un autre État membre que la Belgique comme État d'origine et qui:

1° veulent gérer ou gèrent des régimes de retraite qui sont soumis au droit belge en ce qui concerne la législation sociale et la législation du travail pertinente en matière de régime de retraite professionnelle;

2° et/ou reçoivent un transfert transfrontalier en tant qu'IRP destinataire d'une IRP belge qui transfère.”.

Art. 134. Il est inséré un intitulé entre les articles 140 et 141 de la même loi, rédigé comme suit: “Chapitre II. Activité transfrontalière”

Art. 135. A l'article 141 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

“Les IRP ayant un autre État membre que la Belgique comme État d'origine et ayant obtenu l'autorisation, dans cet État membre, d'exercer une activité transfrontalière, ne peuvent gérer, en Belgique, que les prestations de retraite visées à l'article 2/1, § 1^{er}, ainsi que les activités qui en découlent”;

2° à l'alinéa 2, les mots “Ces activités doivent être conformes” sont remplacés par les mots “L'activité transfrontalière de l'IRP doit être conforme” et les mots “et exigences en matière d'information” sont ajoutés entre les mots “droit du travail” et les mots “belges”.

Art. 136. L'intitulé “Chapitre II Autorisation” entre l'article 141 et l'article 142 de la même loi est abrogé.

Art. 137. Il est inséré dans la même loi un article 141/1 rédigé comme suit:

“Art. 141/1. Les IRP visées à l'article 141, alinéa 1^{er}, déposent les valeurs représentatives susceptibles de dépôt, auprès d'un ou plusieurs dépositaires conformément à l'article 92 lorsque les affiliés et les bénéficiaires supportent intégralement le risque d'investissement.”.

Art. 138. A l'article 142, 1^o, de la même loi, les mots “et le lieu de l'établissement de l'administration centrale” sont insérés entre les mots “le nom” et les mots “de l'entreprise d'affiliation”.

§ 5. De overdragende IBP stelt de FSMA voorafgaandelijk in kennis van een overdracht als bedoeld in paragraaf 2.”.

Art. 130. In artikel 135 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

“Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder pensioenregeling, een pensioenregeling die uitkeringen inzake wettelijk pensioen voorziet.”;

2° in het tweede lid worden de woorden “in het eerste lid, 2°,” vervangen door de woorden “in het eerste lid”.

Art. 131. In artikel 136 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 maart 2018, wordt paragraaf 3 vervangen als volgt:

“§ 3. Wanneer een openbaar bestuur, met naleving van de van toepassing zijnde reglementering, beslist het beheer van het geheel of een deel van een pensioenregeling, niet langer aan een IBP toe te vertrouwen met toepassing van paragraaf 1, stelt de betrokken IBP de FSMA daarvan onmiddellijk in kennis.

Het openbaar bestuur stelt de aangeslotenen en de pensioengerechtigden van de pensioenregeling van de toepassing van het eerste lid in kennis.”.

Art. 132. In dezelfde wet wordt een artikel 138/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 138/1. Wanneer een overheidsbedrijf overweegt om, met toepassing van artikel 138 en met naleving van de van toepassing zijnde reglementering, het beheer van het geheel of een deel van een pensioenregeling niet langer aan een IBP toe te vertrouwen, stelt de betrokken IBP de FSMA daarvan voorafgaandelijk in kennis samen met het bewijs dat de Staat, een gewest, een gemeenschap, een provincie of een gemeente overeenkomstig artikel 138, eerste lid, de last van de toegekende voordeelen op zich neemt of de goede afloop van de verbintinnen uitdrukkelijk waarborgt.

De FSMA kan zich verzetten tegen deze operatie indien de IBP het bewijs bedoeld in het eerste lid niet overlegt.”.

Art. 133. Artikel 140 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

“Art. 140. Deze titel is van toepassing op de IBP's met een andere lidstaat dan België als lidstaat van herkomst en die:

1° voornemens zijn om pensioenregelingen te beheren of er al beheren, die onderworpen zijn aan de bepalingen van de Belgische sociale en arbeidswetgeving die van toepassing is op bedrijfspensioenregelingen

2° en/of een grensoverschrijdende overdracht ontvangen als ontvangende IBP van een overdragende Belgische IBP.”.

Art. 134. Tussen de artikelen 140 en 141 van dezelfde wet wordt het opschrift “Hoofdstuk II. Grensoverschrijdende activiteit” ingevoegd.

Art. 135. In artikel 141 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

“De IBP's met als lidstaat van herkomst een andere lidstaat dan België en waaraan in die lidstaat goedkeuring werd verleend om een grensoverschrijdende activiteit uit te oefenen, mogen in België enkel de in artikel 2/1, § 1, bedoelde pensioenuitkeringen beheren, evenals de activiteiten die er uit voortvloeien.

2° in het tweede lid worden de woorden “Die activiteiten moeten” vervangen door de woorden “De grensoverschrijdende activiteit van de IBP moet” en worden de woorden “en de voorschriften inzake informatieverstrekking” worden toegevoegd tussen de woorden “arbeidswetgeving” en de woorden “die van toepassing”.

Art. 136. In Titel III, van dezelfde wet wordt het opschrift “Hoofdstuk II. Machtiging” tussen de artikelen 141 en 142 opgeheven.

Art. 137. In dezelfde wet wordt een artikel 141/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 141/1. De IBP's bedoeld in artikel 141, eerste lid, geven hun voor bewaargeving vatbare activa in bewaring bij één of meer in bewaring nemende instellingen overeenkomstig artikel 92 in het geval de aangeslotenen en de pensioengerechtigden het volledige beleggingsrisico dragen.”.

Art. 138. In artikel 142, 1^o, van dezelfde wet worden de woorden “en de vestiging van het hoofdbestuur” ingevoegd tussen de woorden “de naam” en de woorden “van de bijdragende onderneming”.

Art. 139. A l'article 143 de la même loi, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 3 mars 2011, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "deux mois" sont remplacés par les mots "six semaines";

2° à l'alinéa 1^{er}, le 3^o est remplacé par ce qui suit:

"3^o de conservation des actifs".

Art. 140. Dans le Titre III de la même loi, l'intitulé du chapitre III est remplacé par ce qui suit:

"Chapitre III. Transfert transfrontalier d'une IRP belge vers une IRP destinataire d'un autre État membre".

Art. 141. L'article 146 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 3 mars 2011, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 146. § 1^{er}. Une IRP destinataire d'un État membre autre que la Belgique peut recevoir un transfert transfrontalier émanant d'une IRP belge moyennant l'autorisation de l'autorité compétente de l'État membre d'origine de l'IRP destinataire et l'accord préalable de la FSMA.

La demande d'obtention de l'accord préalable est communiquée à la FSMA par l'autorité compétente de l'État membre d'origine de l'IRP destinataire.

La FSMA peut demander toutes les informations qu'elle estime nécessaires afin de prendre sa décision quant à son accord préalable.

La FSMA doit communiquer sa décision à l'autorité compétente de l'État membre d'origine de l'IRP destinataire dans un délai de huit semaines à compter de la réception de la demande visée à l'alinéa 2, et de tous les éléments complets qui s'y rapportent.

§ 2. Pour prendre sa décision d'octroi ou non de son accord préalable pour le transfert, la FSMA vérifie uniquement si:

1° dans le cas d'un transfert partiel des engagements, provisions techniques et d'autres obligations et droits, ainsi que des actifs correspondants ou de leurs équivalents en trésorerie, les intérêts à long terme des affiliés et des bénéficiaires de la partie restante du régime sont dûment protégés;

2° les droits individuels des affiliés et des bénéficiaires sont au moins identiques après le transfert;

3° les actifs correspondant au régime de retraite à transférer sont suffisants et appropriés pour couvrir les engagements, provisions techniques et autres obligations et droits à transférer, conformément aux règles applicables prévues par la présente loi".

Art. 142. A l'article 148 de la même loi, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 3 mars 2011, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "dispositions applicables du droit social ou du droit du travail belge" sont remplacés par les mots "règles visées à l'article 143, alinéa 1^{er}".

2° à l'alinéa 2, les mots "ou à l'article 46 de la loi du 15 mai 2014 précitée ou à l'article 14 de la loi du 18 février 2018 précitée ou à l'article 18 de la loi du 6 décembre 2018 précitée instaurant une pension libre complémentaire pour les travailleurs salariés et portant des dispositions diverses en matière de pensions complémentaires" sont insérés après les mots "28 avril 2003 précitée".

Art. 143. A l'article 149 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 3 mars 2011, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, les mots "sa structure de gestion, à son organisation administrative et comptable ou à son contrôle interne" sont remplacés par les mots "son système de gouvernance en général ou à une partie de celui-ci";

2° au § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, les mots "au comité social visé à l'article 34 et" sont insérés avant les mots "au comité de surveillance";

3° au § 2, alinéa 1^{er}, 3^o, les mots "ou aux organes de concertation équivalents d'entreprises d'affiliation d'un autre État" sont insérés après les mots "entreprise d'affiliation";

4° au paragraphe 2, alinéa 3, les mots "le plan de redressement visé à l'article 116" sont remplacés par les mots "les mesures de redressement visées aux articles 113 et 114" et les mots "du plan" sont remplacés par les mots "des mesures".

Art. 139. In artikel 143 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "twee maanden" vervangen door de woorden "zes weken";

2° de bepaling onder het eerste lid, 3^o, wordt vervangen als volgt: "de in bewaargeving van de activa".

Art. 140. In Titel III van dezelfde wet wordt het opschrift van hoofdstuk III vervangen als volgt:

"Hoofdstuk III. Grensoverschrijdende overdracht van een Belgische IPB naar een ontvangende IPB uit een andere lidstaat".

Art. 141. Artikel 146 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, wordt vervangen als volgt:

"Art. 146. § 1. Een ontvangende IPB van een andere lidstaat dan België mag een grensoverschrijdende overdracht van een Belgische overdragende IPB ontvangen onder voorwaarde van goedkeuring van de bevoegde autoriteit van de lidstaat van herkomst van de ontvangende IPB en de voorafgaande toestemming van de FSMA

De vraag om voorafgaande toestemming voor de overdracht en de bijhorende gegevens worden aan de FSMA bezorgd door de bevoegde autoriteiten van de lidstaat van herkomst van de ontvangende IPB.

De FSMA kan alle informatie vragen die zij noodzakelijk acht voor het nemen van haar beslissing inzake de voorafgaande toestemming.

De FSMA moet haar beslissing meedelen aan de bevoegde autoriteit van de lidstaat van herkomst van de ontvangende IPB binnen acht weken na ontvangst van de vraag, bedoeld in het tweede lid en van alle daarbij horende volledige gegevens.

§ 2. Voor het nemen van haar beslissing tot het al of niet verlenen van voorafgaande toestemming van de overdracht beoordeelt de FSMA alleen of:

1° de langetermijnbelangen van de aangeslotenen en pensioengerechtigden van het resterende deel van de regeling afdoende worden beschermd in het geval van een gedeeltelijke overdracht van de passiva, technische voorzieningen en andere verplichtingen en rechten en de overeenkomstige activa of de geldwaarde daarvan;

2° de individuele pensioenrechten van de aangeslotenen en pensioengerechtigden na de overdracht minstens gelijk blijven;

3° de met de over te dragen pensioenregeling overeenkomende activa toereikend en passend zijn om de over te dragen passiva, technische voorzieningen en andere verplichtingen en rechten te dekken overeenkomstig de toepasselijke regels bepaald bij deze wet."

Art. 142. In artikel 148 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "de toepasselijke bepalingen van de Belgische sociale en arbeidswetgeving" vervangen door de woorden "de bepalingen bedoeld in artikel 143, eerste lid";

2° het tweede lid wordt aangevuld met de woorden "of in artikel 46 van de voormalde wet van 15 mei 2014 of in artikel 14 van de voormalde wet van 18 februari 2018 of in artikel 18 van de voormalde wet van 6 december 2018" tot instelling van een vrij aanvullend pensioen voor de werknemers in houdende diverse bepalingen inzake aanvullende pensioenen na de woorden "voormalde wet van 28 april 2003".

Art. 143. In artikel 149 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, eerste lid, 2^o, worden de woorden "haar beleidsstructuur, haar administratieve en boekhoudkundige organisatie of haar interne controle" vervangen door de woorden "governancesysteem in het algemeen of in delen ervan";

2° in § 2, eerste lid, 2^o, worden de woorden "het sociaal comité bedoeld in artikel 34 en" ingevoegd vóór de woorden "het toezichtscomité bedoeld in";

3° de bepalingen onder § 2, eerste lid, 3^o, worden aangevuld met de woorden "of gelijkaardige overlegorganen van buitenlandse bijdragende ondernemingen"

4° in § 2, derde lid, worden de woorden "het in artikel 116 bedoelde herstelplan" vervangen door de woorden "de in de artikelen 113 en 114 bedoelde herstelmaatregelen" en worden de woorden "het plan" vervangen door de woorden "de maatregelen".

Art. 144. A l'article 153 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 3 mars 2011, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "administrateurs, dirigeants effectifs ou mandataires" sont remplacés par les mots "membres des organes opérationnels ou mandataires ou responsables d'une fonction clé d'une IRP";

2° à l'alinéa 2, les mots "administrateurs, commissaires, dirigeants effectifs ou mandataires des entreprises et institutions" sont remplacés par les mots "membres des organes opérationnels, commissaires ou mandataires d'une IRP".

Art. 145. A l'article 155 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 3 mars 2011, les mots "l'article 25" sont remplacés par les mots "l'article 20 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse" et les mots "d'administrateurs, de dirigeants effectifs, de commissaires agréés ou d'actuaires désignés d'institutions de retraite professionnelle" sont remplacés par les mots "de membres des organes opérationnels, de commissaires agréés ou de responsables de fonctions clés d'une IRP".

Art. 146. L'article 157 de la même loi est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"Les IRP qui, à la date du 13 janvier 2019, exercent déjà simultanément les activités visées à l'article 55, alinéa 1^{er}, 1^{er} et 3^o, sont réputées avoir obtenu de plein droit un agrément pour les deux activités conformément à l'article 52.".

Art. 147. A l'article 159 de la même loi, les mots "article 76" sont remplacés par les mots "article 10, alinéa 3" et les mots "moment de l'entrée en vigueur de cette disposition" sont remplacés par les mots "1^{er} janvier 2007".

Art. 148. L'article 160 de la même loi est abrogé.

Art. 149. L'article 161 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

"Art. 161. Les notifications relatives à l'exercice d'une activité transfrontalière ou d'une activité dans un État non membre de l'Espace économique européen qui ont été effectuées avant le 13 janvier 2019, restent soumises à l'application des articles 62 à 73 de la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle, tels qu'ils étaient rédigés avant leur modification par la loi du 11 janvier 2019, relatif à la transposition de la directive (UE) 2016/2341 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (IRP) et modifiant la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle.".

Art. 150. L'article 162 de la même loi, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit:

"§ 2. Pour les IRP agréées à la date du 13 janvier 2019, les personnes qui, à cette date, avaient déjà été nommées par une IRP comme actuaria désigné, auditeur interne ou compliance officer, sont réputées de plein droit être les personnes responsables, respectivement, de la fonction actuarielle, de la fonction d'audit interne ou de la fonction de compliance jusqu'à la date du renouvellement de leur nomination ou de la nomination d'un autre responsable de la fonction concernée conformément à l'article 77/2, et ce jusqu'au 31 décembre 2020 au plus tard.

Pour les IRP agréées à la date du 13 janvier 2019, la nomination de la (des) personne(s) responsable(s) de la fonction de gestion des risques intervient au plus tard le 31 décembre 2019.

L'IRP informe la FSMA au moins trois mois avant les dates précitées de la nomination ou du renouvellement de la nomination, conformément aux modalités déterminées par la FSMA en exécution de l'article 77, § 2.

Art. 151. Dans la même loi un article 162/1 est inséré rédigé comme suit:

"§ 1^{er}. La rédaction et l'adaptation formelle des documents des IRP visés par la présente loi interviennent le 31 décembre 2020 au plus tard.

§ 2. Les IRP agréées à la date du 13 janvier 2019 et visées à l'article 20/1 disposent d'un délai jusqu'au 31 décembre 2019 pour se conformer aux dispositions de l'article 20/1".

Art. 152. L'article 167 de la même loi, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 3 mars 2011, est abrogé.

Art. 144. In artikel 153 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "de bestuurders, effectieve leiders of lasthebbers" vervangen door de woorden "de leden van operationele organen of lasthebbers of verantwoordelijken voor een sleutelfunctie van een IBP";

2° in het tweede lid worden de woorden "bestuurders, commissarissen, effectieve leiders of lasthebbers van de ondernemingen en instellingen" vervangen door de woorden "leden van operationele organen, commissarissen of lasthebbers van een IBP".

Art. 145. In artikel 155 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, worden de woorden "artikel 25" vervangen door "artikel 20 van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen en beursvennootschappen" en de woorden "bestuurders, effectieve leiders, erkende commissarissen of aangewezen actuarijen van instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening" vervangen door de woorden "leden van operationele organen, erkende commissarissen of verantwoordelijken van sleutelfuncties van een IBP".

Art. 146. Artikel 157 van dezelfde wet wordt aangevuld met een lid, luidende:

"De IBP's die op 13 januari 2019 de activiteiten bedoeld in artikel 55 eerste lid, 1° en 3° al tezelfdertijd uitoefenen, worden geacht van rechtswege voor beide activiteiten een vergunning verkregen te hebben overeenkomstig artikel 52.".

Art. 147. In artikel 159 van dezelfde wet worden de woorden "artikel 76" vervangen door de woorden "artikel 10, derde lid" en worden de woorden "het ogenblik van de inwerkingtreding van die bepaling" vervangen door de woorden "1 januari 2007".

Art. 148. Artikel 160 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 149. Artikel 161 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

"Art. 161. Notificaties voor een grensoverschrijdende activiteit of een activiteit in een staat die geen lid is van de Europese Economische ruimte die ingediend werden vóór 13 januari 2019 blijven onderworpen aan de toepassing van de artikelen 62 tot 73 van de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen, zoals die luidden voor hun wijziging door de wet van 11 januari 2019, tot omzetting van de richtlijn (EU) 2016/2341 van het Europees Parlement en de Raad van 14 december 2016 betreffende de werkzaamheden van en het toezicht op instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening (IBPV) en tot wijziging van de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening.".

Art. 150. Artikel 162 van dezelfde wet, waarvan de bestaande tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidende:

"§ 2. Voor de op 13 januari 2019 vergunde IBP's, worden de personen die op die datum door een IBP als aangewezen actuarij, interne auditor of compliance officer waren benoemd, van rechtswege geacht de verantwoordelijke te zijn voor respectievelijk de actuariële, de interne audit- of de compliancefunctie tot op de datum van hun herbenoeming of de benoeming van een andere verantwoordelijke voor de betreffende functie overeenkomstig artikel 77/2, en dit tot ten laatste 31 december 2020.

Voor de op 13 januari 2019 vergunde IBP's, word(t)(en) de perso(o)n(en) verantwoordelijk voor de risicobeheerfunctie ten laatste op 31 december 2019 benoemd.

De IBP stelt ten laatste drie maanden vóór de voormelde data de FSMA in kennis van de (her)benoeming overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld door de FSMA in uitvoering van artikel 77, § 2".

Art. 151. In dezelfde wet wordt een artikel 162/1 ingevoegd, luidende:

"§ 1^{er}. De opstelling en de formele aanpassing van de door deze wet bedoelde documenten van de IBP's gebeuren ten laatste op 31 december 2020.

§ 2. De op 13 januari 2019 vergunde IBP's, die worden bedoeld in artikel 20/1, beschikken over een termijn tot 31 december 2019 om zich aan te passen aan de bepalingen van artikel 20/1."

Art. 152. Artikel 167 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, wordt opgeheven.

Art. 153. A l'article 172, alinéa 2, de la même loi, les mots "valeurs représentatives" sont remplacés par les mots "actifs attribués au patrimoine concerné".

Art. 154. L'article 174 de la même loi est abrogé.

Art. 155. A l'article 230, alinéa 1^{er}, de la même loi, les 4^o, 5^o et 6^o sont insérés, rédigés comme suit:

"4^o du Titre 4 de la loi du 15 mai 2014 portant des dispositions diverses;

5^o du Titre II de la loi du 18 février 2018 portant des dispositions diverses en matière de pensions complémentaires et instaurant une pension complémentaire pour les travailleurs indépendants personnes physiques, pour les conjoints aidants et pour les aidants indépendants;

6^o du Titre II de la loi du 6 décembre 2018 instaurant une pension libre complémentaire pour les travailleurs salarié et portant des dispositions diverses en matière de pensions complémentaires.".

Art. 156. A l'article 232/2, inséré par l'arrêté royal du 29 avril 2013 et à l'article 233, modifié par l'arrêté royal du 29 avril 2013, de la même loi, les mots "directive 2003/41/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 juin 2003 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle" sont chaque fois remplacés par les mots "directive (UE) 2016/2341 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (IRP)".

TITRE 3. — *Modifications de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers*

Art. 157. Dans l'article 75 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 6 septembre 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1^o le paragraphe 1^{er} est complété par le 25^o rédigé comme suit:

"25^o au cours de procédures de liquidation d'une institution de retraite professionnelle ou d'un régime de retraite au sens de la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle, aux autorités et personnes impliquées dans ces procédures, ainsi qu'aux autorités chargées de la surveillance de ces autorités ou personnes";

2^o dans le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées:

— la phrase "En outre, les informations provenant d'une autorité d'un autre État membre de l'Espace économique européen ne peuvent être divulguées dans les cas visés aux 7^o, 9^o, 10^o, 12^o et 17^o du § 1^{er} ainsi qu'à des autorités ou organismes d'État tiers dans les cas visés aux 4^o, 6^o, 10^o et 13^o du § 1^{er} qu'avec l'accord explicite de cette autorité et, le cas échéant, aux seules fins pour lesquelles cette autorité a marqué son accord" est remplacée par la phrase suivante:

"En outre, les informations suivantes ne peuvent être divulguées qu'avec l'accord explicite de l'autorité dont elles proviennent et, le cas échéant, aux seules fins pour lesquelles cette autorité a marqué son accord:

1^o les informations provenant d'une autorité d'un autre État membre de l'Espace économique européen, dans les cas visés aux 7^o, 9^o, 10^o, 12^o et 17^o du paragraphe 1^{er};

2^o les informations provenant d'une autorité d'un autre État membre de l'Espace économique européen et divulguées aux autorités ou organismes d'État tiers dans les cas visés aux 4^o et 13^o du paragraphe 1^{er};

3^o les informations divulguées par la FSMA dans le cadre de l'exercice de ses compétences visées à l'article 45, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, g), provenant des autorités ou personnes visées aux 3^o, 9^o, 10^o, 12^o et 17^o, dans les cas visés au 1bis^o, au 13^o et au 19^o du paragraphe 1^{er};

— le paragraphe 2 est complété par la phrase suivante:

"De même, les informations obtenues par la FSMA dans le cadre de vérifications sur place dans un autre État membre, effectuées dans le cadre de l'exercice de ses compétences visées à l'article 45, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, g), ne peuvent être divulguées qu'avec l'accord explicite de l'autorité compétente de l'État membre où la vérification sur place a été effectuée et le cas échéant, aux seules fins pour lesquelles cette autorité a marqué son accord."

Art. 153. In artikel 172, tweede lid, van dezelfde wet wordt het woord "dekkingswaarden" vervangen door de woorden "activa, toegewezen aan het betrokken afzonderlijke vermogen".

Art. 154. Artikel 174 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 155. In artikel 230, eerste lid, van dezelfde wet worden de bepalingen onder 4^o, 5^o en 6^o ingevoegd, luidende:

"4^o van Titel 4 van de wet van 15 mei 2014 houdende diverse bepalingen;

5^o van Titel II van de wet van 18 februari 2018 houdende diverse bepalingen inzake aanvullende pensioenen en tot instelling van een aanvullend pensioen voor de zelfstandigen actief als natuurlijk persoon, voor de meewerkende echtgenoten en voor de zelfstandige helpers;

6^o van Titel II van de wet van 6 december 2018 tot instelling van een vrij aanvullend pensioen voor de werknemers en houdende diverse bepalingen inzake aanvullende pensioenen".

Art. 156. In artikel 232/2, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 29 april 2013, en in artikel 233, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 april 2013, van dezelfde wet worden de woorden "richtlijn 2003/41/EG van het Europees Parlement en de Raad van 3 juni 2003 betreffende de werkzaamheden van en het toezicht op instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening" telkens vervangen door de woorden "richtlijn (EU) 2016/2341 van het Europees Parlement en de Raad van 14 december 2016 betreffende de werkzaamheden van en het toezicht op instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening (IBPV's)".

TITEL 3. — *Wijzigingen van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten*

Art. 157. In artikel 75 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 september 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o paragraaf 1 wordt aangevuld met de bepaling onder 25^o, luidende:

"25^o tijdens procedures tot vereffening van een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening of van een pensioenregeling in de zin van de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening, aan de autoriteiten en personen die betrokken zijn bij die procedures, alsook aan de autoriteiten die verantwoordelijk zijn voor het toezicht op die autoriteiten en personen";

2^o in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

— de zin "Bovendien mag de informatie die afkomstig is van een autoriteit van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte enkel met de uitdrukkelijke instemming van die autoriteit worden doorgegeven in de gevallen als bedoeld in de bepalingen onder 7^o, 9^o, 10^o, 12^o, en 17 van § 1, alsook aan de autoriteiten of organismen van derde Staten in de gevallen als bedoeld in de bepalingen onder 4^o, 6^o, 10^o en 13^o van § 1, en, in voorkomend geval, enkel voor de doeleinden waarmee die autoriteit heeft ingestemd." wordt vervangen door de volgende zin:

"Bovendien mag de volgende informatie enkel met de uitdrukkelijke instemming van de autoriteit van wie ze afkomstig is worden doorgegeven en, in voorkomend geval, enkel voor de doeleinden waarmee die autoriteit heeft ingestemd:

1^o de informatie afkomstig van een autoriteit van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte, in de gevallen als bedoeld in 7^o, 9^o, 10^o, 12^o, en 17 van § 1;

2^o de informatie afkomstig van een autoriteit van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte en doorgegeven aan de autoriteiten of organismen van derde Staten in de gevallen als bedoeld in de bepaling onder 4^o en 13^o van § 1;

3^o de informatie doorgegeven door de FSMA in het kader van haar bevoegdheden, als bedoeld in artikel 45, § 1, eerste lid, 2^o, g), afkomstig van autoriteiten en personen bedoeld in 3^o, 9^o, 10^o, 12^o en 17^o, in de gevallen bedoeld in 1bis^o, 13^o en 19^o van paragraaf 1^{er};

— paragraaf 2 wordt aangevuld met de volgende zin:

"Bovendien mag de FSMA informatie welke is verkregen naar aanleiding van een verificatie ter plaatse in een andere lidstaat in het kader van haar bevoegdheden als bedoeld in artikel 45, § 1, eerste lid, 2^o, g), alleen worden doorgegeven met de uitdrukkelijke instemming van de bevoegde autoriteit van de lidstaat waar de verificatie ter plaatse is verricht en, in voorkomend geval, enkel voor de doeleinden waarmee die autoriteit heeft ingestemd."

Art. 158. Dans l'article 76, alinéa 2, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 3 août 2012, les mots "l'article 79 de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises" sont remplacés par les mots "l'article 86, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises".

Art. 159. Dans l'article 121, § 1^{er}, 4^o, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 18 février 2018, les mots ", de l'article 150 de la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle," sont insérés entre les mots "avantages complémentaires en matière de sécurité sociale," et les mots "des articles 110, 115, 151, 155, § 3, 165, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et § 2, 166, § 3, et 255 de la loi du 3 août 2012".

Art. 160. Dans l'article 122 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 5 septembre 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le texte néerlandais, au 29^o, le mot "toelating" est chaque fois remplacé par le mot "vergunning";

2° le 29^o est complété par la phrase suivante:

"Un même recours est ouvert lorsque la FSMA n'a pas statué dans les délais fixés à l'alinéa 2 de l'article 56 précité. Dans ce dernier cas, le recours est traité comme s'il y avait eu rejet de la demande;"

3° le 30^o est remplacé par ce qui suit:

"30° à l'institution de retraite professionnelle, contre les décisions prises par la FSMA en vertu de l'article 65, alinéa 2, de la loi du 27 octobre 2006 précitée. Un même recours est ouvert lorsque la FSMA n'a pas statué dans le délai fixé à l'alinéa 2 de l'article 65 précité. Dans ce dernier cas, le recours est traité comme s'il y avait eu rejet de la demande;"

4 il est inséré un 30/1° rédigé comme suit:

"30/1° à l'institution de retraite professionnelle, contre les décisions de refus d'autorisation du transfert prises par la FSMA en vertu de l'article 69/4, alinéa 5, de la loi du 27 octobre 2006 précitée. Un même recours est ouvert lorsque la FSMA n'a pas statué dans le délai fixé à l'alinéa 5 de l'article 69/4 précité. Dans ce dernier cas, le recours est traité comme s'il y avait eu rejet de la demande d'autorisation;"

5° le 31^o est remplacé par ce qui suit:

"31° à l'institution de retraite professionnelle, contre les mesures prises par la FSMA en vertu des articles 110 à 120, 123, alinéa 2, 1^o à 6^o, et 124 à 127 de la loi du 27 octobre 2006 précitée;"

6° au 32^o, les mots "de l'article 130" sont remplacés par les mots "des articles 123, alinéa 2, 7^o, et 130";

7° il est inséré un 32/1° rédigé comme suit:

"32/1° à l'institution de retraite professionnelle, contre les décisions de refus d'accord pour un transfert prises par la FSMA en vertu de l'article 146, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 27 octobre 2006 précitée. Un même recours est ouvert lorsque la FSMA n'a pas statué dans le délai fixé à l'alinéa 4 de l'article 146, § 1^{er}, précité. Dans ce dernier cas, le recours est traité comme s'il y avait eu rejet de la demande d'accord;"

8° au 33^o, les mots "de l'article 148" sont remplacés par les mots "des articles 148 et 149, § 2".

TITRE IV. — Entrée en vigueur

Art. 161. La présente loi entre en vigueur le 13 janvier 2019.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 janvier 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
D. BACQUELAINE

Le Ministre de l'Economie,
K. PEETERS

Art. 158. In artikel 76, tweede lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 3 augustus 2012, worden de woorden "artikel 79 van de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut van de Bedrijfsrevisoren en tot organisatie van het publiek toezicht op het beroep van bedrijfsrevisor" vervangen door de woorden "artikel 86, § 1, eerste lid van de wet van 7 december 2016 tot organisatie van het beroep van en het publiek toezicht op de bedrijfsrevisoren".

Art. 159. In artikel 121, § 1, 4^o, dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 februari 2018, worden de woorden "artikel 150 van de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening," ingevoegd tussen de woorden "aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid," en de woorden "de artikelen 110, 115, 151, 155, § 3, 165, § 1, eerste lid en § 2, 166, § 3 en 255 van de wet van 3 augustus 2012".

Art. 160. In artikel 122 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 5 september 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 29^o, wordt het woord "toelating" telkens vervangen door het woord "vergunning".

2° de bepaling onder 29 wordt aangevuld met de volgende zin:

"Eenzelfde beroep kan worden ingesteld indien de FSMA geen uitspraak heeft gedaan binnen de bij het tweede lid van het voormelde artikel 56 vastgestelde termijnen. In dit laatste geval wordt het beroep behandeld als was aanvraag verworpen;"

3° de bepaling onder 30^o wordt vervangen als volgt:

"30° door de instelling voor bedrijfspensioenvoorziening, tegen de beslissingen die de FSMA heeft genomen krachtens artikel 65, tweede lid van de voornoemde wet van 27 oktober 2006. Eenzelfde beroep kan worden ingesteld indien de FSMA geen uitspraak heeft gedaan binnen de bij het tweede lid van het voormelde artikel 65 vastgestelde termijn. In dit laatste geval wordt het beroep behandeld als was de aanvraag verworpen;"

4° de bepaling onder 30/1° wordt ingevoegd, luidende:

"30/1° door de instelling voor bedrijfspensioenvoorziening, tegen de beslissingen tot weigering van de goedkeuring van de overdracht die de FSMA heeft genomen krachtens artikel 69/4, vijfde lid van de voornoemde wet van 27 oktober 2006. Eenzelfde beroep kan worden ingesteld indien de FSMA geen uitspraak heeft gedaan binnen de bij het vijfde lid van het voormelde artikel 69/4 vastgestelde termijn. In dit laatste geval wordt het beroep behandeld als was de aanvraag tot goedkeuring verworpen;"

5° de bepaling onder 31^o wordt vervangen als volgt:

"31° door de instelling voor bedrijfspensioenvoorziening, tegen de maatregelen die de FSMA heeft genomen krachtens de artikelen 110 tot 120, 123, tweede lid, 1^o tot 6^o en 124 tot 127 van de voornoemde wet van 27 oktober 2006;"

6° in de bepaling onder 32^o worden de woorden "artikel 130" vervangen door de woorden "artikel 123, tweede lid, 7^o, en 130";

7° de bepaling onder 32/1° wordt ingevoegd, luidende:

"32/1° door de instelling voor bedrijfspensioenvoorziening, tegen de beslissingen tot weigering van de toestemming voor een overdracht die de FSMA heeft genomen krachtens artikel 146, § 1, vierde lid van de voornoemde wet van 27 oktober 2006. Eenzelfde beroep kan worden ingesteld indien de FSMA geen uitspraak heeft gedaan binnen de bij het vierde lid van het voormelde artikel 146, § 1 vastgestelde termijn. In dit laatste geval wordt het beroep behandeld als was de aanvraag tot voorafgaande toestemming verworpen;"

8° in 33^o worden de woorden "artikel 148" vervangen door de woorden "de artikelen 148 en 149, § 2".

TITEL IV. — Inwerkingtreding

Art. 161. Deze wet treedt in werking op 13 januari 2019.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 11 januari 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
D. BACQUELAINE
De Minister van Economie,
K. PEETERS

Le Ministre des Finances,
A. DE CROO
Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Note

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be)
Documents : 0264 – 54-3395.
Compte rendu intégral : 20 décembre 2018.

De Minister van Financiën,
A. DE CROO
Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
K. GEENS

Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be)
Stukken : 0264 – 54-3395.
Integraal verslag : 20 december 2018.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C – 2019/30004]

11 JANVIER 2019. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des indépendants, l'article 12, § 2, alinéa 4, remplacé par la loi du 12 juillet 1972 et modifié par la loi du 13 juin 1985;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 1967, portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des indépendants;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 novembre 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 mai 2018;

Vu l'avis n° 64.243/1 du Conseil d'Etat, donné le 8 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales et du Ministre des Indépendants,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 37, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 2, les mots « et b » sont abrogés;

2^o l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« L'assimilation pour une année de cotisation déterminée ne peut avoir pour conséquence que des cotisations dues dans le cadre de l'arrêté royal n° 38 payées au jour de la demande, soient remboursées, que si elles n'ont pas encore été régularisées conformément à l'article 11, § 5, alinéa 1^{er}, du même arrêté. Le remboursement éventuel peut uniquement avoir lieu à condition que sur base des paiements de cotisations déjà effectués, il ne soit pas encore bénéficié de droits sociaux et il s'effectuera au plus tôt à l'occasion de la régularisation visée à l'article 11, § 5, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n° 38. »

3^o l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« La demande introduite en vue du bénéfice des dispositions du présent paragraphe reste, le cas échéant, valable pour les années suivantes, tant qu'il n'y est pas explicitement renoncé. A l'exception de l'application de l'alinéa suivant, la renonciation ne produit ses effets qu'à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle la renonciation est faite. »

4^o entre les alinéas 5 et 6, un alinéa rédigé comme suit est inséré :

« Le demandeur est censé avoir renoncé à sa demande à partir de l'année de cotisation déterminée lorsque ses revenus professionnels, qui doivent, en application de l'article 11, § 3 de l'arrêté royal n° 38,

FEDERALE OVERHEIDSSTIJN
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2019/30004]

11 JANUARI 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 1967 houdende algemeen reglement in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, artikel 12, § 2, vierde lid, vervangen bij de wet van 12 juli 1972 en gewijzigd bij de wet van 13 juni 1985;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 1967 houdende algemeen reglement in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 november 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 25 mei 2018;

Gelet op het advies nr. 64.243/1 van de Raad van State, gegeven op 8 oktober 2018 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en de Minister van Zelfstandigen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 37, § 1, van het koninklijk besluit van 19 december 1967 houdende algemeen reglement in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het tweede lid worden de woorden "en b" opgeheven;

2^o het vierde lid wordt vervangen als volgt :

"De gelijkstelling voor een bepaald bijdragejaar kan enkel tot gevolg hebben dat bijdragen verschuldigd in het raam van het koninklijk besluit nr. 38 die op de dag van de aanvraag zijn betaald, worden terugbetaald, als zij nog niet werden geregulariseerd overeenkomstig artikel 11, § 5, eerste lid, van hetzelfde besluit. De eventuele terugbetaling kan enkel gebeuren op voorwaarde dat op grond van de reeds gedane bijdragebetalingen niet reeds sociale rechten werden genoten en zal ten vroegste gebeuren naar aanleiding van de regularisatie bedoeld in artikel 11, § 5, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 38."

3^o het vijfde lid wordt vervangen als volgt :

"De aanvraag ingediend met het oog op het genot van de bepalingen van deze paragraaf blijft, in voorkomend geval, geldig voor de volgende jaren, zolang zij niet uitdrukkelijk wordt verzaakt. Behoudens de toepassing van het volgende lid, heeft de verzaking slechts uitwerking vanaf de eerste dag van het jaar dat volgt op dat waarin de verzaking is gedaan."

4^o tussen het vijfde en het zesde lid wordt een lid ingevoegd, luidende :

"De aanvrager wordt geacht te hebben verzaakt aan zijn aanvraag vanaf een bepaald bijdragejaar wanneer zijn beroepsinkomsten, die in toepassing van artikel 11, § 3, van het koninklijk besluit nr. 38 als basis